

Réflexions sur l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire

Commentaires sur un livre d'Edilene Toledo : *Anarchisme et Syndicalisme révolutionnaire: travailleurs et militants à São Paulo sous la Première République*

(*Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário: trabalhadores e militantes em São Paulo na Primeira República*¹)

René Berthier

2014-2017

En 2012 un jeune historien brésilien, Felipe Corrêa, réalisa de moi une longue interview qu'il intitula « Théorie politique et méthode d'analyse dans la pensée de Bakounine »², qu'on peut trouver en français sur le site monde-nouveau.net³ et en portugais sur le site ithanarquista⁴. C'est sur la suggestion de Corrêa que j'ai lu *Black Flame*, écrit par deux auteurs sud-africains, Michael Schmidt et Lucien van der Walt⁵, dont il partage l'essentiel des thèses – sauf en ce qui concerne Proudhon.

Si ce livre présente un grand intérêt par le fait qu'il condense dans un même ouvrage de nombreuses informations sur l'histoire du mouvement libertaire international, il reste cependant très contestable par les choix méthodologiques adoptés et par l'« invention » d'un certain nombre de

¹ Editora Fundação Perseu Abramo.

⁵ Publié dans *Actualité de Bakounine 1814-2014*, ouvrage collectif, Éditions du Monde libertaire, 2014.

⁶ <http://monde-nouveau.net/spip.php?article402>

⁷ <https://ithanarquista.wordpress.com/2014/11/27/rene-berthier-teoria-politica-e-metodo-de-analise-no-pensamento-de-bakounin-entrevista/>

⁸ 2009, AK Press.

concepts qui me paraissent inopérants¹.

Felipe Corrêa est sans doute l'un des propagateurs au Brésil, et peut-être en Amérique latine, des thèses de Michael Schmidt et Lucien van der Walt ; il a rédigé à ce titre plusieurs études, dont l'une a retenu mon attention, « Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário, Uma resenha crítica do livro de Edilene Toledo, a partir das visões de Michael Schmidt, Lucien van der Walt e Alexandre Samis »². Il fait dans ce texte un commentaire critique, « à la lumière » du livre de Michael Schmidt et Lucien van der Walt, d'une étude d'une chercheuse brésilienne, Edilene Toledo : *Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário : trabalhadoras e militantes em São Paulo na Primeira República*³. Corrêa commente également un autre ouvrage, *Minha Pátria é o Mundo Inteiro : Neno Vasco, o anarquismo e o sindicalismo revolucionário em dois mundos*, de Alexandre Samis, mais dans une bien moindre mesure⁴.

Le présent texte doit être considéré comme une sorte de vagabondage entre les positions défendues par l'article de Corrêa, le livre de Schmidt/van der Walt, et celui d'Edilene Toledo, avec quelques arrêts chez Alexandre Samis. Ces différents textes révèlent des visions de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire qu'il me paraît nécessaire de commenter à la lumière de mes propres réflexions et de ma propre expérience qui, avec les années et peut-être aussi avec une certaine forme de « maturation », tendent à s'éloigner de plus en plus des idées habituellement acceptées aussi bien par les militants que par les chercheurs. Autant qu'un commentaire critique des auteurs ci-dessus mentionnés, mon travail sera

¹ Mes commentaires sur ces questions figurent dans la première partie de l'ouvrage, non publié, dont le présent texte est la seconde.

² « Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire, un examen critique du livre d'Edilene Toledo, à partir des positions de Michael Schmidt, Lucien van der Walt et d'Alexandre Samis ». In *Ideologie e Estratégia, Anarquismo, movimentos sociais e poder popular. op. cit.*

³ Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire: Travailleurs et militants à São Paulo pendant la Première République.

⁴ Alexandre Samis, *Minha Pátria é o Mundo Inteiro: Neno Vasco, o anarquismo e o sindicalismo revolucionário em dois mundos*. Lisboa: Letra Livre, 2009. Je parlerai peu dans cette étude du livre de Samis parce que je n'ai pas grand-chose à en dire, en ce sens que c'est un ouvrage fondé sur une méthode parfaitement historique et que, en dehors des passages où il comble mon ignorance sur le sujet qu'il traite, je n'ai aucune divergence sur les points où je peux avoir quelque lumière. Le lecteur ne sera donc pas surpris que je me réfère à Samis surtout pour conforter mon propre point de vue...

donc également une tentative de remise en question d'opinions qui me semblent être des idées reçues sur l'histoire et la théorie du mouvement libertaire et du syndicalisme révolutionnaire.

Ce travail a été interrompu et repris de nombreuses fois parce que des questions plus immédiates m'ont retenu. Il est possible qu'il y ait des répétitions. Je m'en excuse auprès des lecteurs. Je tiens à ajouter que mes vagabondages à travers les ouvrages de ces auteurs brésiliens et sud africains ont été pour moi extrêmement fructueux et enrichissants.

L'un des premiers points sur lesquels Corrêa m'avait interrogé – et sur lesquels nous sommes en désaccord – portait précisément sur la notion d'idéologie. Il pense en effet que l'anarchisme est une idéologie. Je fis remarquer que la notion d'idéologie pouvait être comprise de plusieurs manières :

1. « C'est un ensemble d'idées philosophiques, sociales, politiques, morales, religieuses, propre à un groupe, à une classe sociale ou à une époque. C'est un système d'idées, d'opinions et de croyances qui forme une doctrine pouvant influencer les comportements individuels ou collectifs ¹. »

2. « C'est une doctrine politique qui propose un système unique et cohérent de représentation et d'explication du monde accepté sans réflexion critique ². »

3. Dans l'interview, je reprends à mon compte le point de vue de Marx sur l'idéologie : « un système d'opinions au service des intérêts d'une classe sociale qui conduit à une perception faussée de la réalité sociale, économique et politique, propre à cette classe » ³. Sans doute est-ce ma longue fréquentation de Marx qui me conduit à cette définition, et si on s'en tient à elle, il en résulte que l'anarchisme n'est pas une idéologie, mais une doctrine politique. Pour autant que j'ai pu le constater, *Black Flame* ne définit jamais l'anarchisme comme une « idéologie ».

J'aurais dû ajouter que souvent la notion d'idéologie est confondue avec celle de doctrine : on parle d'« idéologie anarchiste » – à tort – au lieu de parler de « doctrine anarchiste ». Je pense que l'anarchisme est une

¹ « Um conjunto de ideias filosóficas, sociais, políticas, morais, religiosas, próprias de um grupo, de uma classe social ou de uma época. É um sistema de ideias, de opiniões e de crenças que forma uma doutrina para influenciar comportamentos individuais ou coletivos. »

² « Uma doutrina política que fornece um sistema único e coeso de representação e de explicação do mundo, aceito sem reflexão crítica. »

³ « um sistema de opiniões que serve aos interesses de uma classe social e que leva a uma percepção distorcida da realidade social, econômica e política, específica desta classe. »

doctrine, c'est-à-dire un corpus théorique qui définit un certain nombre de principes permettant d'interpréter les faits et de guider l'action – y compris des principes moraux.

Il semble que Felipe Corrêa ait adopté une définition proche de la première que je donne. D'ailleurs les deux définitions ne sont pas incompatibles, mais la notion d'idéologie est plus imprécise. Je suis plutôt partisan de la définition de Marx, mais comme il va être souvent question d'« idéologie » prise dans le sens de « doctrine », je me plierai à l'usage. Dans cette interview, Felipe Corrêa définissait ainsi la notion d'idéologie :

« Nous n'entendons pas l'idéologie dans le sens défini par Marx et Jaspers, mais comme “un ensemble d'idées, de motivations, d'aspirations, de valeurs, de structure ou de système de concepts qui ont un lien direct avec l'action”, qui est proche de ce que tu définis comme une doctrine ¹. »

Je pense qu'en définissant l'anarchisme comme une idéologie, on crée la confusion, on manque de précision. Quand on parle d'« idéologie bourgeoise », on parle de l'ensemble des valeurs qui régissent les comportements, la pensée d'une *classe sociale*, ou en tout cas d'une fraction importante d'une classe sociale. À cette classe sociale correspond une ou plusieurs *doctrines* : le libéralisme, le néolibéralisme, le libre échange, le protectionnisme, etc.

Corrêa affirme que la définition que donnent Schmidt & van der Walt de l'anarchisme est pertinente car elle « considère l'anarchisme comme une idéologie, un type de socialisme révolutionnaire qui apparaît au XIX^e siècle en se situant dans le domaine social et sans méconnaître les inégalités de la société... » ². Une telle affirmation relève à mon avis d'une mauvaise lecture des deux auteurs sud-africains car un examen attentif de leur livre montre sans ambiguïté que l'anarchisme n'est *jamais* défini dans *Black Flame* comme une *idéologie* mais *toujours* comme une *doctrine* ³.

Black Flame, de Michael Schmidt et Lucien van der Walt a suscité de nombreuses réactions, positives et négatives, dans le monde anglo-saxon

¹ « Não utilizamos o sentido de ideologia tal como a definem Marx e Jaspers, mas como “um conjunto de ideias, motivações, aspirações, valores, estrutura ou sistema de conceitos que possuem uma conexão direta com a ação”, o que é próximo daquilo que você define como doutrina. »

² « considera o anarquismo como uma ideologia [*Je souligne*], um tipo de socialismo revolucionário, que surge no século XIX colocando-se no campo social e sem desconsiderar as desigualdades da sociedade »

³ Voir pages 19, 33, 34, 37, 40, 46, 72, 77, 124, etc.

mais aussi en Amérique latine où il a été traduit, mais pratiquement aucune en France, dans la mesure où il n'est pas accessible en français. Malheureusement il y a peu de chances qu'il le soit maintenant dans la mesure où l'un des auteurs, Michael Schmidt, est a été accusé de sympathies pour l'extrême droite et pour le « national-anarchisme », quoi que ça veuille dire. Cela pose un problème méthodologique : y a-t-il un sens à commenter les thèses d'un livre dont l'un des co-auteurs est l'objet d'accusations infamantes ?

Je répondrai : oui, pour plusieurs raisons et sous certaines conditions :

- *Black Flame* ne laisse jamais transparaître les idées dont on l'accuse, au point qu'on peut se demander si Michael Schmidt a vraiment contribué à l'ouvrage.
- Le livre a été co-écrit avec un autre auteur sur lequel ne pèse aucune accusation.

Ce qui soulève deux questions :

1. Comment un auteur dont les sympathies racistes semblent avérées peut-il avoir travaillé plusieurs années sur un ouvrage traitant du mouvement libertaire sans que son travail laisse apparaître ces sympathies ?

2. Comment l'autre auteur de cet ouvrage a-t-il pu collaborer pendant des années avec son co-auteur sans s'apercevoir des penchants de son collègue ? Et, s'il était effectivement au courant, comment a-t-il pu continuer à travailler avec lui ?

N'étant pas dans le secret des Dieux et ne voulant pas m'engager dans un procès d'intention, je ne prendrai pas position dans ce débat : je me contenterai de constater l'existence de ce livre et l'impact qu'il a eu sur une partie du mouvement libertaire latino-américain. J'ai donc choisi de ne pas tenir compte de la situation de Michael Schmidt et de m'en tenir au seul contenu de l'ouvrage, qui restera cependant une référence dans la mesure où il fournit des informations sans précédent sur le mouvement anarchiste international. J'imagine d'ailleurs assez bien l'embarras de Lucien Van der Walt devant cette situation qui pourrait invalider auprès d'une bonne partie de l'opinion le contenu de *Black Flame* et réduire à néant des années de travail.

Mes réflexions critiques sur *Black Flame* ne portent pas sur la quantité exceptionnelle d'informations que le livre contient sur le mouvement libertaire et syndicaliste révolutionnaire international. Il ne fait pas de doute que cet ouvrage, quelles que soient les réserves qu'on peut formuler sur la méthodologie employée, est une contribution exceptionnelle à

l'historiographie de l'anarchisme¹.

Au cœur du livre se trouve la préoccupation de donner une définition à l'anarchisme. Le résultat est assez décevant car une fois la lecture du livre terminée, on a plutôt l'impression qu'on nous a expliqué ce que l'anarchisme *n'est pas*. Schmidt et van der Walt ont une position totalement dénuée de nuances dans un domaine où il est difficile de discourir avec une précision mathématique. On verra que dans les réflexions auxquelles je me livre, la difficulté réside dans le fait qu'on n'a pas toujours affaire à un cadre commun permettant de parvenir à des définitions acceptées par tous. En bref, tout le monde ne parle pas de la même chose. Une solution commode à ce problème consisterait à définir que seules « mes » définitions sont bonnes à l'exclusion des autres. C'est ce qui apparaît dans *Black Flame*, où les propos subjectifs et les hypothèses péremptoires sont souvent entremêlés. Les auteurs nous disent ainsi que « le volet le plus important de l'anarchisme a toujours été syndicalisme », ce qui est historiquement faux. C'est peut-être ce que Schmidt et van der Walt *voudraient*, mais ce n'est pas la réalité : on verra que l'anarchisme originel est issu de l'AIT en tant que courant insurrectionnaliste et antisindicaliste, contrevenant absolument aux instructions de Bakounine. Schmidt et van der Walt affirment vouloir développer « une compréhension de la doctrine de l'anarchisme et de ses origines », mais l'essentiel de leur argumentation se fonde sur des affirmations non fondées.

L'ambition des auteurs de *Black Flame* est de montrer qu'on ne peut pas comprendre l'histoire moderne si on ne parle pas de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire. Leur livre entend examiner les liens existant entre l'anarchisme et d'autres idées : celles de Proudhon (que les auteurs ne considèrent pas comme étant anarchiste), du marxisme classique, du libéralisme économique. Il explore les relations entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire et examine les principaux débats stratégiques et tactiques du mouvement. En particulier, *Black Flame* montre que le mouvement libertaire est un fait international qui ne peut pas réellement être compris si on limite l'examen à l'anarchisme occidental, comme c'est le cas dans la plupart des ouvrages sur le sujet. Sur ce point, nous sommes d'accord : l'anarchisme est incontestablement un phénomène international,

¹ Note de juin 2020. Si cette affirmation reste à mon sens encore valable, j'émetts aujourd'hui quelques réserves. En effet, une fréquentation plus pointilleuse du livre m'a révélé que bien souvent les informations fournies sur les divers mouvements libertaires ou syndicalistes révolutionnaires sont très approximatives, voire fausses.

et Schmidt et van der Walt ont parfaitement raison d'insister sur ce fait ¹. Les auteurs de *Black Flame* reconnaissent que l'anarchisme « est apparu au sein du mouvement socialiste et ouvrier il y a 150 ans », qu'il est « un produit de la modernité » et qu'il « a émergé dans le contexte de la révolution industrielle et de la montée du capitalisme » ². Cela délimite de manière assez précise la zone géographique d'apparition de l'anarchisme. Mais c'est aussi implicitement une reconnaissance du fait que l'anarchisme est un produit spécifique de l'Europe occidentale et que dans les autres régions de la planète il est un produit d'exportation.

Cependant, il me semble nécessaire de faire quelques remarques sur les choix méthodologiques adoptés concernant au moins quatre points :

- La définition de l'anarchisme ;
- Le concept de *Broad Anarchist Tradition* (tradition anarchiste large) ;
- La « date de naissance » du syndicalisme révolutionnaire et sa perception comme « stratégie » de l'anarchisme ;
- La distinction entre syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme.

Il est vrai que pendant très longtemps, les militants anarchistes ne se sont intéressés qu'aux faits relatifs à l'histoire de leur propre mouvement, et ont ressassé la Commune de Paris, la révolution russe, la Makhnovtchina, la guerre civile espagnole, Cronstadt, etc. Pourtant, les syndicalistes révolutionnaires, parmi lesquels se trouvaient de manière déterminante des anarchistes, ont créé, à travers leurs organisations

¹ Le livre de Michael Schmidt et Lucien van der Walt aurait pu avantageusement évoquer les travaux de Philippe Pelletier sur l'anarchisme japonais, notamment « Ōsugi Sakae, Une Quintessence de l'anarchisme au Japon ». In : *Ebisu*, n° 28, 2002. pp. 93-118. Cette étude aborde une question qui aurait pu intéresser les auteurs de *Black Flame* : dans le chapitre « Importation ou spontanéité de l'anarchisme au Japon ? » Pelletier explique que « l'anarchisme, par son aspiration à la liberté, à l'émancipation individuelle et collective (...) repose sur un principe universaliste et une finalité universelle : son projet sociétaire est valable en tout temps et en tous lieux » mais, précise-t-il, « espaces et histoires ne sont pas homogènes. De fait, la formulation théorique et pratique de l'anarchisme correspond à un contexte particulier : l'essor du capitalisme industriel et la création du prolétariat (...) qui concernent d'abord les pays industrialisés de l'Europe occidentale. S'y adjoint un autre aspect : un processus déjà bien engagé de laïcisation et de sécularisation de la société, une condition quasiment pré-requis pour toute expansion du "ni Dieu ni maître" qui n'est par exemple qu'embryonnaire dans les pays islamiques... » Pelletier conclut : « le Japon de la première moitié du XX^e siècle se retrouve-t-il dans cette configuration ? On peut répondre largement de façon positive. »

² *Black Flame*, p. 72.

syndicales, des publications d'information internationale dans lesquelles les militants pouvaient puiser des renseignements inestimables sur le mouvement ouvrier révolutionnaire international¹. Les auteurs de langue anglaise qui travaillent sur l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire sont tout de même un peu handicapés s'ils ne sont pas en mesure d'accéder à des sources en français, en espagnol ou en italien².

C'est ennuyeux.

NOTA :

Le présent document ne prétend pas être une histoire des mouvements anarchiste et syndicaliste révolutionnaire français ou brésilien. Les événements historiques évoqués ne le sont qu'en tant qu'ils s'intègrent dans ma réflexion sur les thèses et la méthodologie de *Black Flame* et de l'ouvrage d'Edilene Toledo ici examiné. Il y sera donc peu fait mention à des événements postérieurs aux années 20 dans la mesure où je considère que le mouvement syndicaliste révolutionnaire disparaît en tant que mouvement de masse.

¹ En particulier le *Bulletin international du mouvement syndicaliste*, Hebdomadaire, 354 numéros entre 1907 et 1915.

Voir: <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42572664f>

² « Pour l'essentiel (mais pas exclusivement), nous avons utilisé des sources de langue anglaise ». *Black Flame*, p. 26.

Michael Schmidt et Lucien van der Walt ont recours dans leur livre à ce que j'appelle une approche idéologique de l'histoire du mouvement anarchiste. J'entends par là une approche consistant à avoir une idée préconçue sur un événement historique et sur le sens à donner à cet événement, puis à chercher les arguments qui pourraient contribuer à confirmer cette idée préconçue. L'approche historique d'un phénomène consiste essentiellement à avoir recours aux textes de l'époque, éventuellement aux témoignages d'acteurs des événements étudiés. À ce titre, *Black Flame* manque dramatiquement de textes pour appuyer l'idée selon laquelle le syndicalisme révolutionnaire serait une « stratégie », ou une « variante » de l'anarchisme. Or il existe une mine presque inépuisable de textes d'époque dont aucun ne confirme leur thèse ¹.

Ce constat fait, il resterait à rechercher les raisons qui ont amené deux auteurs ayant réalisé un travail considérable et malgré tout très intéressant, à développer de telles thèses.

Par contraste, le livre d'Edilene Toledo sur l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire à São Paulo pendant la Première république ² adopte une approche historique mais, comme on va le voir, il n'est pas dénué de présupposés à mon avis regrettables. Je dois dire cependant que je me trouve souvent en accord avec ses propos. Que Corrêa ait choisi de commenter le livre de Toledo « à la lumière » de celui de Schmidt et Van der Walt s'explique par le fait que Toledo prend l'exact contre-pied des thèses des deux auteurs sud-africains en dissociant systématiquement l'anarchisme du syndicalisme révolutionnaire. Sur ce point précis, je dois dire que je suis en désaccord avec les deux points de vue dans la mesure où je pense que Toledo dissocie *trop*, et Schmidt et Van der Walt *pas assez*, le syndicalisme révolutionnaire de l'anarchisme.

On aura compris que j'ai un certain nombre de désaccords profonds avec *Black Flame* sur la manière dont le livre aborde l'histoire et la doctrine anarchistes, et j'essaierai de montrer en quoi les auteurs auraient eu avantage, avant d'écrire leur livre, à consulter l'ouvrage à mon avis incontournable de Gaetano Manfredonia, *Anarchisme et changement social* ³ qui fournit des issues extrêmement convaincantes aux impasses

¹ La Bibliothèque nationale de France détient les fichiers numérisés de tous les ouvrages parus dans le pays: livres, journaux, etc. Elle a une base de données nommée Gallica, à laquelle tout le monde peut accéder gratuitement. par Internet (<http://gallica.bnf.fr/>). On y trouve pratiquement toutes les publications anarchistes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle.

² *Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário: trabalhadores e militantes em São Paulo na Primeira República*. São Paulo : Perseu Abramo, 2004.

³ Éditions Atelier de création libertaire, 2007.

méthodologiques dans lesquelles les deux auteurs sud-africains se sont engagés.

INTRODUCTION : CORRÊA vs. TOLEDO

L'anarchisme-type à caractère idéologique auquel se réfèrent à la fois Schmidt & van der Walt et Felipe Corrêa est un anarchisme « carré », net, qui ne correspond pas à celui que décrit Edilene Toledo – même si on tient compte que les trois premiers parlent « en général » tandis que la chercheuse brésilienne parle d'un lieu et d'une époque donnés. En fait, les uns et les autres ne parlent pas toujours de la même chose.

Ce que décrit Edilene Toledo pour São Paulo ressemble beaucoup à la situation française à la même époque. Jusqu'à la Grande Guerre, il n'y avait pas en France d'organisation anarchiste sur le plan national, il y avait une myriade de petits groupes, sans coordination, éparpillés dans une multitude de tendances et d'activités, dont la plupart tenaient absolument à avoir sa propre publication. Tenir un journal, au Brésil comme en France, était incontestablement pour les groupes anarchistes le moyen essentiel d'apparaître, d'exister, ce que Toledo perçoit parfaitement lorsqu'elle cite un militant qui, en 1908 affirmait que « notre seule organisation possible est celle qui résulte de la publication de journaux » – un constat qui vaut tout à fait pour la France à la même époque [« nossa única organização possível é aquela que resulta da publicação dos jornais », p. 79]. Autrement dit, seule la publication d'un journal assurait la visibilité d'un groupe. Le problème est que si chaque groupe anarchiste s'attache à avoir un journal, cela représente une dépense d'énergie (et d'argent) qui n'est pas consacrée à la construction d'une organisation globale destinée à l'action sur le terrain – sans parler des « patriotismes de groupe » que cela engendre. La même situation régnait en France, et l'acharnement de certains groupes à publier un journal – chaque journal étant sous le contrôle d'une ou d'un petit nombre d'individualités fortes – a sans doute été une des causes de l'absence d'unification du mouvement. Il n'y a pas lieu de penser que ce qui se passait au Brésil et en France ne se passait pas ailleurs. On voit à

Sobre “Anarquismo e mudança social” de Gaetano Manfredonia,
<https://ligarj.wordpress.com/2017/08/20/sobre-anarquismo-e-mudanca-social-de-gaetano-manfredonia/>

quel point la réalité était loin d'un anarchisme confiné à l'intérieur des limites doctrinales circonscrites par *Black Flame*, un anarchisme en quelque sorte « orthodoxe » dont eux seuls définissent l'orthodoxie : l'anarchisme à ses débuts était très largement influencé par l'opposition à l'organisation, par l'individualisme et l'insurreccionalisme.

Toledo : Une vision kropotkinienne de l'anarchisme

En lisant Toledo, j'ai eu le sentiment que sa vision de l'anarchisme est très influencée par Kropotkine, ce qui me paraît normal : dans la mesure où elle étudie le mouvement anarchiste brésilien, c'est surtout lui qui semble avoir marqué les ouvriers de ce pays, avec Malatesta, dont les idées sont arrivées avec l'importante immigration italienne. Ce que confirme Corrêa, lorsqu'il écrit : « Au Brésil, il nous semble que les principales influences de l'anarchisme international viennent de Kropotkine et d'Errico Malatesta ¹ » Le nombre important de travaux universitaires consacrés à des anarchistes italiens au Brésil semblent confirmer mon opinion.

L'anarchisme que décrit Toledo dans *Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário : trabalhadores e militantes em São Paulo na Primeira República* (pages 12 et 42-43) correspond tout à fait à la vision kropotkinienne, qui met l'accent sur la nocivité de l'État, source d'« autorité ». Les notions de « libre expérimentation », de « communautés autogérées » fondées sur la « liberté » et la « fraternité », les « réseaux de relations volontaires », la « coopération volontaire », les « libres associations et fédérations de producteurs et consommateurs formées et modifiées selon la volonté des associés » ², sont des thèmes typiquement kropotkiniens qui ont beaucoup influencé l'anarchisme des années 1880-1914 et qui ont contribué à lui donner ce caractère « centrifuge » qui a tant surpris Makhno, Archinov et leurs amis lorsqu'ils sont arrivés en France.

Si le principe sur lequel se fonde la vision kropotkinienne en matière d'organisation est le fédéralisme – un fédéralisme un peu curieux, désarticulé –, on ne trouve pas chez lui, contrairement à Bakounine, de longs développements sur la nécessité pour les révolutionnaires de s'organiser ou sur la manière dont la classe ouvrière doit s'organiser et lutter. Ses conceptions de l'organisation et du communisme l'ont amené à voir l'organisation des travailleurs comme un ensemble constitué d'éléments autonomes, doués d'une volonté propre, indépendante. La société anarchiste qu'il décrit dans *Autour d'une vie* ressemble plus à une

¹ « No Brasil, parece-nos que as maiores influências do anarquismo internacional tenham sido de Kropotkin e Errico Malatesta. » Corrêa, p. 43

² « livres associações e federações de produtores e consumidores, formadas e modificadas segundo a vontade dos associados ».

utopie candide qu'à un projet politique et social : « Cette société sera composée d'une multitude d'associations, unies entre elles pour tout ce qui réclame un effort commun : fédérations de producteurs... » « fédérations des communes entre elles, et fédérations des communes avec les groupes de production » ... « Tous ces groupes combineront librement leurs efforts par une entente réciproque »... « Une liberté complète présidera au développement de formes nouvelles de production, d'invention et d'organisation » ... « l'initiative individuelle sera encouragée et toute tendance à l'uniformité et à la centralisation combattue » ... « cette société ne se figera pas en des formes déterminées et immuables » ... « l'accord et l'association librement consentis remplaceront toutes les fonctions que les gouvernements considèrent actuellement comme les leurs ».

L'organisation des anarchistes quant à elle se limite, pour Kropotkine, à une forme extrême de décentralisation, ce qui est tout-à-fait contraire au concept de fédéralisme. Le fédéralisme de Kropotkine est un phénomène essentiellement horizontal. On peut dire qu'il est en quelque sorte le précurseur des mouvements « horizontalistes » apparus ces dix dernières années. Mais ça n'a pas grand-chose à voir avec l'anarchisme.

La lecture que j'ai faite de Toledo me conduit au constat que ce qu'elle a l'air de savoir de l'anarchisme est, consciemment ou non, bien plus proche de Kropotkine que de Bakounine, qu'elle ne semble pas connaître. Mais j'ai l'impression que c'était aussi le cas du mouvement anarchiste brésilien.

Selon moi, c'est Kropotkine qui porte une large responsabilité dans la dérive subie par l'anarchisme, qui a fini par être perçu comme une critique presque exclusive de l'État. Lorsque, dans *la Science moderne et l'anarchie*, il écrit que « nous cherchons le progrès dans la plus grande émancipation de l'Individu de l'autorité de l'État ; dans le plus grand développement de l'initiative individuelle et dans la limitation des fonctions gouvernementales », le lecteur finit par comprendre que ce n'est pas le capitalisme, mais l'« Autorité », c'est-à-dire l'État – qui est le concentrat de l'Autorité – qui est le principal adversaire de l'anarchiste, Et que le bénéficiaire des attentions du théoricien russe n'est pas le *prolétariat* luttant contre le capital mais *l'individu*, qu'il faut protéger de l'État.

Dans le même ouvrage, Kropotkine définit ainsi l'anarchisme : « Dans la lutte entre l'Individu et l'État, l'Anarchisme, comme ses prédécesseurs du XVIII^e siècle, est du côté de l'Individu contre l'État, de la Société contre l'Autorité qui l'opprime. » J'aurais été prêt à accepter cette définition de l'anarchisme si Kropotkine avait ajouté que « l'anarchisme est du côté du prolétariat contre le capital ». Or la classe ouvrière et l'exploitation

économique restent assez fortement absentes du schéma kropotkinien. Selon moi, l'anarchisme est une doctrine qui s'inscrit dans le mouvement ouvrier en tant que lutte contre l'exploitation capitaliste, contre l'oppression étatique et contre l'aliénation religieuse – *les trois à la fois*. « Proudhon et Bakounine avaient un réalisme politique dont Kropotkine semble dépourvu », écrivais-je dans *Kropotkine, une tentative d'approche scientifique de l'anarchisme*¹. En fait, chez Kropotkine, on a moins affaire à un système fédératif qu'à une sorte « d'union d'associations sans lien permanent entre elles », se faisant et se défaisant au gré des circonstances. Kropotkine tombe dans le défaut de l'anarchisme de son temps qui assimile organisation et autorité. J'imagine mal que la production et la distribution d'eau, de gaz, d'électricité, le trafic aérien, les chemins de fer (il est vrai qu'il n'y en a pas beaucoup au Brésil...), l'organisation d'un système de santé, etc., puissent se faire sur la base de « libres associations » locales fédérées entre elles.

Ce type d'organisation ne relève pas d'associations locales qui se « fédèrent » et se défédèrent au gré des circonstances, même s'il est acquis que le maximum de décentralisation compatible avec le fonctionnement d'une société complexe doit être recherché. Ces domaines relèvent d'une politique globale : ce ne sont pas les travailleurs d'une centrale électrique particulière qui décideront de la politique énergétique globale. Ce ne sont pas non plus l'ensemble des travailleurs du secteur énergétique qui le feront. La politique énergétique globale – et toutes les autres politiques – devront être débattues et décidées par l'ensemble de la population, dans une organisation fédérative constituée du bas vers le haut qui devra définir collectivement les besoins et décidera collectivement des moyens nécessaires pour les satisfaire.

Edilene Toledo pour sa part ne limite pas sa définition de l'anarchisme à un anti-étatisme puisqu'elle parle de société « sans capitalisme, sans État, sans classes et sans Église », ce qui est parfaitement bien vu². Mais il est vrai que dans les textes anarchistes à dominance kropotkinienne et malatestienne) de l'époque, en France et au Brésil, on a souvent l'impression que l'ennemi principal est l'État. Il faut cependant rendre justice à Toledo qu'elle n'a pas écrit un livre dans lequel elle prétend exposer le dogme anarchiste : sa préoccupation majeure est de montrer que les syndicats de São Paulo n'étaient pas anarchistes – un effort louable, mais à mon avis peu utile car je ne pense pas que les anarchistes aient

¹ René Berthier, *Kropotkine, une tentative d'approche scientifique de l'anarchisme*, p. 98. Cf. http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Kropotkine_Monde-nouveau.pdf

² « sem capitalismo, sem o Estado, sem as classes et sem a Igreja », Toledo p. 12.

prétendu le contraire. Felipe Corrêa conteste la description historique que fait Toledo au nom de ce qu'il estime être l'« idéologie » anarchiste orthodoxe. Ce sont deux plans différents : l'un et l'autre auteur ont des approches divergentes – mais en fait je pense qu'ils ne parlent pas de la même chose.

Lorsque Toledo décrit une société anarchiste « fondée sur des communautés autogérées, des associations et des fédérations de producteurs et de consommateurs guidées par la science et par les nécessités naturelles »¹, elle décrit une utopie bucolique parfaitement conforme à celle qui dominait en France à l'époque, d'inspiration kropotkinienne. Aussi, dans la mesure où elle ne prétend pas exposer ce qu'est *réellement* l'anarchisme, lui reprocher de confondre idéologie et stratégie n'est pas juste : elle se contente de dire ce qu'elle pense être l'anarchisme à São Paulo à l'époque qu'elle étudie. Elle ne se préoccupe pas de savoir qui est anarchiste et qui ne l'est pas ; dans une certaine mesure, elle donne de l'anarchisme de son époque l'image qu'il a de lui-même. Or cela pose un vrai problème, car ce faisant, elle remet en cause les présupposés idéologiques, les idées reçues véhiculées dans *Black Flame* concernant un anarchisme « classique », orthodoxe et... très schématique. Même si Toledo est animée par l'intention diffuse de rompre le lien entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire pour tenter de réhabiliter le socialisme et établir un lien entre celui-ci et le syndicalisme révolutionnaire, elle fonde malgré tout son argumentation sur suffisamment de documents de l'époque pour invalider totalement la thèse de *Black Flame*.

Il est évident qu'une fois que nous avons fait le constat que, selon les termes mêmes de Corrêa, « les définitions de l'anarchisme ont toujours beaucoup varié, prenant, au cours de son histoire, des significations différentes », nous sommes à l'évidence dans une situation d'extrême indéfinition qui fut, selon moi, provoquée par l'absence de rigueur des anarchistes eux-mêmes. On est facilement tenté de considérer que chacun est en droit de définir son propre anarchisme (« auto-identificação », comme disent Corrêa, Schmidt & van der Walt), ce qui encourage la paresse intellectuelle et aussi une certaine forme de démagogie. Je partage donc tout à fait l'opinion de Corrêa selon qui « cette méthode ne nous paraît pas correcte »². Car il est vrai qu'à cette époque, on « se référait à

¹ « baseada em comunidades autogeridas, associações e federações de produtores e consumidores, guiadas pela ciência e pelas necessidades naturais ».

² « essa metodologia não nos parece correta ».

l'histoire de l'anarchisme comme à celle du développement de l'esprit antiautoritaire à travers l'histoire de l'humanité »¹.

Or il est vrai que pour Kropotkine, l'histoire de l'humanité suit un cours linéaire dans sa lutte contre l'oppression de l'État et contre l'obscurantisme religieux. À ce titre, la philosophie des Lumières, qui a proclamé que la Raison peut régir le monde, annonce incontestablement l'anarchisme, et en particulier sa variante éducationniste – un éducationnisme auquel le mouvement anarchiste du début du XX^e siècle s'adonnait avec conviction, au Brésil comme en France.

Selon moi, la pensée anarchiste est effectivement en grande partie l'héritière de la philosophie des Lumières, et il nous faut le revendiquer – à condition de préciser que la philosophie des Lumières *n'est pas* en elle-même l'anarchisme : elle en fut une étape. Elle nous a transmis l'idée de la capacité de l'Homme à se déterminer par la raison. Elle a combattu les ténèbres de l'ignorance, s'est opposée à l'oppression politique et religieuse, à l'irrationnel, à l'arbitraire et à la superstition. Elle est elle-même un héritage de Renaissance. Mais le fait qu'on se revendique de l'héritage culturel des Lumières ne signifie pas que pour nous l'histoire se soit arrêtée au XVIII^e siècle.

Lorsque je vois aujourd'hui le retour en force de l'irrationnel, des sectes, de la superstition et du religieux, je me dis que l'enseignement de la philosophie des Lumières dans les écoles serait un grand progrès (faute d'y enseigner l'anarchisme...) – en particulier au Brésil. On ne peut pas nier que l'histoire de l'humanité soit parcourue de révoltes contre l'oppression politique et l'exploitation économique, mais cela ne justifie pas qu'on qualifie d'« anarchistes » ces manifestations de révolte. Si on parle de « développement de l'esprit anti-autoritaire à travers l'histoire de l'humanité »², il faut aussi parler de tous les exemples où les hommes ont cherché à se *soumettre* à l'autorité³, en commençant par l'autorité divine.

Le livre d'Edilene Toledo⁴ examine les rapports entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme à São Paulo pendant la Première république. La critique qu'en fait Felipe Corrêa repose sur le fait qu'Edilene se tromperait dans sa définition à la fois du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme. L'image qu'elle donne de l'anarchisme ne correspond

¹ « se referirem à história do anarquismo como a do desenvolvimento do espírito antiautoritário através da história da humanidade ».

² « desenvolvimento do espírito antiautoritário através da história da humanidade ».

³ Voir : Eric Fromm, *Fear of Freedom* (la peur de la liberté), Routledge Classics.

⁴ *Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário : trabalhadores e militantes em São Paulo na Primeira República*. Editora fundação Perceú Abramo, 2004.

évidemment pas à celle que s'en fait Corrêa, influencé à la fois par le point de vue platformiste et par les thèses que Michael Schmidt et Lucien van der Walt développent dans *Black Flame*. Sans être fausse, l'image que transmet Toledo reste circonscrite à une période du mouvement anarchiste – la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle – à l'époque où les positions de Kropotkine et de Malatesta dominaient le mouvement, en particulier à São Paulo. C'était aussi l'époque où l'héritage de Bakounine s'était quelque peu perdu.

Toledo nous prévient qu'elle ne prétend pas faire un exposé général de la doctrine anarchiste : « les anarchistes de la période que nous étudions... »¹, prend-elle soin de préciser, sont les seuls qui l'intéressent. Elle affirme que « le syndicalisme révolutionnaire est le thème central de ce livre : comment il construit son identité en réunissant les idées anarchistes et socialistes, mais également en opposition à elles »². Là se trouve le cœur de la problématique d'Edilene Toledo : le syndicalisme révolutionnaire « réunit » les idées anarchistes et socialistes, et dans son argumentaire, elle va s'appuyer sur l'hypothèse qu'il doit plus au socialisme qu'à l'anarchisme. Elle va aussi tenter de montrer que les apports de l'anarchisme au syndicalisme révolutionnaire sont un peu « folkloriques »³, tandis que ceux du socialisme sont sérieux. À sa décharge, je dirais que si on considère une partie du mouvement anarchiste de São Paulo, le tableau est peut-être juste ; mais le problème est qu'elle ne voit que cette partie-là, pas celle qui a contribué de manière décisive à l'organisation du mouvement ouvrier. Des hommes comme Edgar Leuenroth, organisateur de la grève générale de 1917 à São Paulo, et tant d'autres, ne sont pas apparus par génération spontanée et je ne pense pas que ces hommes-là se posaient la question de savoir s'il fallait payer des cotisations ou si la lutte des classes était une réalité.

Toledo précise encore sa démarche quelques pages plus loin en disant que son livre « entend être une histoire sociale du militantisme syndicaliste révolutionnaire et anarchiste », même si elle ajoute que « ce ne sont pas les idées, cependant, l'objet de l'étude »⁴. On comprend donc qu'elle va examiner les pratiques des militants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, et qu'elle n'entend pas aborder leurs doctrines. Pourtant, cela ne l'empêche pas de faire de fréquentes allusions aux « idées », à la doctrine anarchiste en général, et quand elle le fait, elle se trompe souvent, elle fait preuve d'une ignorance surprenante, comme le souligne justement Felipe Corrêa. Elle semble ne retenir de l'anarchisme que les aspects susceptibles de le présenter comme un mouvement inconsistant, en contraste naturellement avec le socialisme

¹ « ...os anarquistas do periodo que estamos estudando », p. 12.

² « o sindicalismo revolucionario é o tema central deste livro : como constrói sua identidade reunindo idéas anarquistas e socialistas, mas também em oposição a elas. » (p. 14)

³ Les anarchistes ne paient pas de cotisations, ils sont pour une « fédération d'individus », ils n'adhèrent pas à l'idée de lutte des classes, etc.

⁴ « ...pretende ser uma historia social da militância sindicalista revolucionaria e anarquista » ... « nao sao as ideas, porém, o objeto do estudio » (p. 18).

dont il me paraît évident qu'elle tente une sorte de réhabilitation – tentative peu crédible si on songe que les thèmes principaux du syndicalisme révolutionnaire sont totalement incompatibles avec la doctrine socialiste.

Toledo remet en question l'association qui est habituellement faite entre mouvement ouvrier et anarchisme à São Paulo, qui est la zone géographique qu'elle étudie (mais on peut supposer que sa remise en question déborde le cadre de cette ville). Selon elle, la lecture des résolutions des congrès ouvriers montre que « le mouvement ouvrier fut, à différents moments, beaucoup plus syndicaliste révolutionnaire qu'anarchiste, et plus syndicaliste que révolutionnaire »¹. (Mais on pourrait dire *absolument la même chose* de la CGT française de la même époque, sans que cela n'enlève rien du rôle décisif que les anarchistes y ont joué...) Il en résulte, selon elle, que le mouvement ouvrier à São Paulo, au début du XX^e siècle, « ne peut pas se réduire au mouvement anarchiste »² dans la mesure où l'expérience des travailleurs révèle l'existence de différents comportements politiques et d'idées, parmi lesquels se trouve le syndicalisme révolutionnaire.

Elle a parfaitement raison et je ne vois pas où est le problème. L'anarchisme est une doctrine politique, le syndicalisme – révolutionnaire ou non – est un mouvement de classe. Le champ d'intervention du syndicalisme est donc nécessairement plus large que celui de l'anarchisme et il n'est pas contestable qu'au sein de la classe ouvrière différents courants coexistent. Il est donc parfaitement normal de dire que « le mouvement ouvrier à São Paulo [et ailleurs] au début du XX^e siècle, ne peut être réduit au mouvement anarchiste ». C'est là un truisme.

Personne, à commencer par les anarchistes eux-mêmes, ne conteste le fait que le mouvement ouvrier, dans quelque pays que ce soit, ne peut pas se « réduire au mouvement anarchiste ». Le problème n'est pas là, il est de déterminer la part prise par les anarchistes dans la création des organisations ouvrières ; le problème est de définir le rôle qu'ils ont joué pour détacher la classe ouvrière de l'influence de la bourgeoisie (et du socialisme, ce qui était parfois la même chose), et aussi dans le rôle qu'ils ont joué pour soustraire la classe ouvrière aux sirènes parlementaires de la bourgeoisie radicale et du socialisme. Là, personne ne peut contester le rôle essentiel joué par les anarchistes dans ce domaine en France, et les choses ne sont pas différentes au Brésil. Et manifestement, c'est cela que Toledo

¹ « o movimento operário foi, em vários momentos, muito mais sindicalista revolucionário do que anarquista, e mais sindicalista do que revolucionário » (p12).

² « no início do século XX portanto, não pode ser reduzido ao movimento anarquista ».

conteste¹. On peut simplement lui accorder le constat que les deux principaux courants anarchistes n'étaient pas du tout d'accord sur la stratégie à suivre, comme nous le raconte Jacy Alves de Seixas, parlant elle aussi de São Paulo à la même époque :

« Avant 1903, il y avait, sans l'ombre d'un doute, de la part des anarcho-communistes de São Paulo, une disposition qui les rapprochait du mouvement ouvrier naissant. "Entrons dans ses associations" (*Il Risveglio*, n° 44, 5/03/1899) était un mot d'ordre adopté sans restrictions. Mais cette affinité était loin d'avoir la portée du parti pris syndicaliste qu'on voit s'amorcer et qui entraîne les premières lézardes au sein du groupe anarchiste. L'engagement de quelques-uns des militants les plus représentatifs dans l'organisation et dans l'animation des ligues de résistance provoque, à l'intérieur du mouvement, la réactualisation de la discussion sur la pertinence de la participation des anarchistes au mouvement ouvrier et la question – essentielle – de l'orientation de leur action². »

Ces quatre phrases nous disent que les anarcho-communistes de São Paulo se sont rapprochés du mouvement ouvrier, mais que l'engagement syndicaliste d'une partie des militants réactive la controverse sur la participation des anarchistes au mouvement ouvrier. À Edilene Toledo, Jacy Alves de Seixas répond d'une certaine manière que les anarchistes

¹ Tout le monde ne partage pas l'approche de Toledo. Hamilton Moraes Theodoro dos Santos écrit : « Pendant le processus historique de formation de la classe ouvrière au Brésil, dans les trois premières décennies du régime républicain, l'anarchisme joua un rôle important. Il fut l'unique courant idéologique qui se proposa et parvint à organiser le mouvement ouvrier au Brésil. Il s'enracina dans la classe ouvrière en formation, élabora une critique radicale consistante des fondements de la société bourgeoise et de l'Etat capitaliste. Il créa et proposa un projet de société empreint de la nécessité de construire une société égalitaire, juste, libre, sans classes, sans exploitation, sans Etat, et sans domination. Pour atteindre cet objectif, il créa des mécanismes qui culminèrent dans des pratiques culturelles et sociales de grande vigueur et autonomie, avec l'importante caractéristique d'être marquées par une identité de classe. » Hamilton Moraes Theodoro dos Santos, « Anarquismo e formação do Partido comunista do Brasil(PCB) », Rizoma Editorial, p. 48. Naturellement, le fait que l'auteur s'aligne sur les positions générales de Schmidt et van der Walt n'invalide pas son propos.

² Jacy Alves de Seixas, *Mémoire et oubli, Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire au Brésil*, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, p. 106.

étaient présents dès le début du mouvement ouvrier ; aux auteurs de *Black Flame* et à Felipe Corrêa elle répond que le courant anarcho-communiste et le courant syndicaliste du mouvement divergeaient sur la pertinence de la participation des anarchistes au mouvement ouvrier, ce qui invalide à la fois le thèse de l'identité entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire et celle du syndicalisme comme « stratégie » de l'anarchisme. Jacy Alves de Seixas poursuit :

« Mais, au fur et à mesure que les associations de résistance prennent de l'importance et que le syndicalisme s'étend, les anarcho-communistes veulent s'en démarquer et aiguisent leurs critiques envers: a) le syndicalisme révolutionnaire lui-même et b) l'aspect inconditionnel de la participation des anarchistes syndicalistes au mouvement ouvrier. C'est donc de l'intérieur du groupe anarcho-communiste de São Paulo, au moment où l'organisation du mouvement ouvrier brésilien est en plein essor, qu'un courant syndicaliste révolutionnaire se dégage¹. »

Donc les anarcho-communistes prennent leurs distances avec le syndicalisme révolutionnaire *au moment même* où les syndicats se développent et où le mouvement ouvrier brésilien est en plein essor ; et pour que le syndicalisme révolutionnaire apparaisse, il a fallu qu'il se « dégage » du groupe anarcho-communiste de São Paulo. Encore une fois, tout cela ne concorde absolument pas avec l'histoire mythifiée de Schmidt-van der Walt.

Au Brésil comme en France, l'anarchisme n'a jamais été complètement identifié au mouvement syndical du fait de la complexité des rapports entre les deux mouvements. Ces rapports commencent en France par une extrême réticence de la part de beaucoup d'anarchistes (mais pas tous !) à s'investir dans le mouvement syndical, après la Commune de Paris, en particulier – réticence qu'on trouve au Brésil trente ans plus tard. Cependant, après la Commune, d'autres anarchistes s'investissaient avec beaucoup d'ardeur dans le mouvement ouvrier et syndical. On ne peut donc pas parler d'une seule position des anarchistes sur cette question et on peut encore moins parler d'une « stratégie » anarchiste sur la question syndicale. C'est là un constat parfaitement banal : Toledo se croit-elle obligée de préciser la non-identité de l'anarchisme avec le mouvement syndical parce que c'est une croyance ancrée dans le mouvement libertaire brésilien (ou une partie de celui-ci) ? Ou parce que c'est, pense-t-elle, un argument dans sa tentative de « promotion » du socialisme comme élément moteur du

¹ Jacy Alves de Seixas, *Mémoire et oubli, Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire au Brésil*, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, p. 107.

syndicalisme révolutionnaire ?

Bien qu'elle affirme que « ce ne sont pas les idées » qui l'intéressent, Toledo entend bien examiner les principales idées du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme afin de comprendre leurs convergences et leurs divergences. Selon elle, l'anarchisme se fonde sur la libre expérimentation afin de créer une société sans État sur la base de communautés autogérées dans lesquelles existeraient un maximum de liberté et un maximum de solidarité et de fraternité. Une fois éliminés les obstacles que constituent le capitalisme et l'État, une société fondée sur un réseau de relations libres, volontaires et égalitaires se créera, avec un équilibre naturel entre liberté et ordre grâce à la coopération volontaire. Avec la suppression du capitalisme, de l'État, des classes et de l'Église, seront éliminées l'injustice et les institutions oppressives. Alors pourra se réaliser la tendance des hommes à la coopération, à la démocratie directe. L'abolition des frontières permettra en outre un monde fait de fédérations de fédérations fondées sur des communautés.

Une telle description ne peut que susciter un sourire attendri à quiconque a fréquenté le monde réel. Mais rappelons-le, Toledo a précisé qu'elle ne parle *que des anarchistes de la période qu'elle étudie*. Ce qu'elle restitue de la vision anarchiste de la société correspond bien avec celle des anarchistes de l'époque, influencés par Kropotkine d'abord, et Malatesta, qui constituaient, semble-t-il, les principales références théoriques du mouvement libertaire brésilien. Mais cet anarchisme-là n'a pas grand chose à voir avec l'héritage de l'AIT et de Bakounine. On peut d'ailleurs dire que Kropotkine influença certes le courant anarcho-communiste, mais pratiquement pas le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, dont la filiation théorique remonte incontestablement à Bakounine¹.

Corrêa a raison de dire que ce qui exista au Brésil fut le syndicalisme

¹ *Note de juin 2020*. Schmidt et van der Walt jouent sur une ambiguïté de langage pour qualifier Kropotkine de « syndicaliste révolutionnaire ». Ils disent que Kropotkine « championed » (défendait, préconisait) le « syndicalism ». Mais « syndicalism » en anglais signifie « syndicalisme révolutionnaire ». En réalité il faudrait dire qu'il préconisait le trad unionisme. Il est exact que Kropotkine préconisa que les anarchistes s'engagent dans les syndicats (*La Révolte*, 27 septembre 1890, cité par J. Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, éd. Tel Gallimard, p. 246 et sq.) mais le modèle syndical qu'il avait en vue était le modèle anglais. Il s'était heurté à l'opposition très violente des anarchistes français. Il y eut de nombreuses protestations, individuelles et collectives, même de l'étranger selon un rapport de police (Cité par Jean Maitron, *op. cit.*, tome I, p. 266.)

révolutionnaire, et que « le mouvement syndical brésilien ne se réclama pas de manière explicite et consciente à l'anarchisme »¹. Mais à part l'exception Argentine, aucun mouvement de masse ne se réclama de l'anarchisme, jusqu'à la révolution russe. Les anarchistes actifs dans le mouvement syndical pouvaient être actifs en tant qu'anarchistes sans adhérer à la doctrine syndicaliste révolutionnaire, comme ce fut le cas de Luigi Bertoni en Suisse, ou Neno Vasco au Brésil². Mais ils pouvaient aussi, en tant qu'anarchistes, avoir adhéré au syndicalisme révolutionnaire.

Toledo souligne que s'il y a coïncidence chez les anarchistes sur l'objectif final à atteindre (ce qui reste encore à démontrer), il y a de nombreuses divergences sur le chemin à parcourir pour l'atteindre : les uns préconisent l'insurrection, les autres les actes individuels de violence, d'autres insistent sur la propagande et l'éducation, tandis que d'autres encore choisissent le monde du travail comme espace privilégié pour la propagation de leurs idées. Le constat est *parfaitement exact* à condition de le ramener à ses justes proportions : les insurrectionnalistes restent extrêmement marginaux dans le mouvement anarchiste en comparaison avec le courant syndicaliste. Quant aux éducationnistes, leur activité n'a jamais été opposable à celle des syndicalistes, bien au contraire : faut-il rappeler que l'éducation des ouvriers était une activité importante des bourses du travail ?

Aussi Toledo a-t-elle raison lorsqu'elle écrit que « l'une des principales polémiques et divergences entre les anarchistes porta sur la nécessité d'agir ou non dans les syndicats, et comment procéder »³. » Mais ces divergences de vues, qui ont pu avoir à la fin du XIX^e siècle un caractère vigoureusement polémique, se réglèrent assez facilement, et naturellement. Des rapports de la police française, on le verra, révèlent que les journaux anarchistes qui ne parlent pas de syndicalisme n'ont pratiquement plus de lecteurs dans le mouvement anarchiste : les militants sont pratiquement tous à la CGT. C'est à la même époque que le mouvement anarchiste communiste espagnol, jusqu'alors résolument antisindicaliste, décida (en 1907) de se rallier en masse au mouvement syndical⁴. Rappelons enfin qu'en Argentine existait un mouvement de masse qui se référait explicitement à l'anarchisme – mais qui ne se disait pas « anarcho-syndicaliste ».

¹ « ...o movimento sindical brasileiro nunca se vinculou explícita e conscientemente ao anarquismo » (F. Corrêa, p. 86.)

² Voir : *Anarquistas no Sindicatos, um debate entre Neno Vasco e Joao Crispim*, Biblioteca Terra Livre-Nucleo de Estudos Libertarios Carlo Aldegheri. 2014.

³ « Uma das maiores polémicas e divergências entre os anarquistas foi sobre se deveriam atuar ou não nos sindicatos e como fazê-lo. » (p.13)

⁴ Voir : César M. Lorenzo, *Le Mouvement anarchiste en Espagne*, Les Éditions libertaires, p. 67.

Aussi je ne peux qu'approuver Toledo lorsqu'elle dit que le syndicalisme révolutionnaire ne peut se réduire à l'anarchisme, à condition cependant qu'on n'évacue pas (comme elle tend à le faire) l'apport essentiel de l'anarchisme au syndicalisme révolutionnaire et le caractère tout relatif de l'apport socialiste.

Pour mémoire :

1. L'antiparlementarisme, concept élémentaire du syndicalisme révolutionnaire (et de l'anarchisme), n'est pas « socialo-compatible », dirais-je, c'est à dire pas compatible avec le socialisme ;

2. Le concept de lutte des classes est parfaitement « anarcho-compatible » et n'est pas du tout un monopole socialiste ;

3. L'antiétatisme relève de la thématique de base de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire, très peu de celle du socialisme.

4. La grève générale, pivot de la doctrine syndicaliste révolutionnaire est parfaitement « anarcho-compatible », mais très peu « socialo-compatible ».

Cependant, Edilene Toledo a raison de dire que le syndicalisme révolutionnaire est « un effort de construction d'une identité ouvrière, de classe, capable de surmonter les autres identités »¹. Si on ne comprend pas cette affirmation de l'historienne brésilienne, on ne peut pas comprendre les raisons pour lesquelles les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes de la CGT française votèrent à une écrasante majorité la résolution d'Amiens qui, je le répète, n'est pas la charte du syndicalisme révolutionnaire mais une motion de compromis destinée à maintenir l'unité de l'organisation syndicale et à éviter une scission. Ce que dit Toledo est très juste, mais les choses sont plus complexes qu'elle ne semble le penser car elle omet le facteur temps qui conduisit les anarchistes à évoluer d'un antisindicalisme initial à un engagement massif dans le syndicat. Au sein du mouvement anarchiste, au Brésil comme en France, de nombreux militants rejoignirent l'action syndicale et y jouèrent un rôle décisif et, en fin de compte, pas seulement pour contrer l'influence « autoritaire » des socialistes, qui fut la *motivation initiale* des anarchistes à entrer dans les syndicats.

Toledo croit opposer les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires en disant que les premiers veulent la disparition des syndicats après la

¹ « O sindicalismo revolucionário foi, assim, um esforço de construção de uma identidade operária, de classe, capaz de superar outras identidades. » (p. 13.)

révolution, tandis que les seconds disent que le syndicat sera la base de la société future. Elle oublie – ou elle ignore – que cette idée de l’organisation de classe conçue comme vecteur de la lutte ouvrière aujourd’hui et de l’organisation de la société demain a été largement débattue du temps de l’Internationale : cette idée n’est donc absolument pas étrangère à l’anarchisme dans sa filiation bakouninienne, mais elle est absente chez Kropotkine et rejetée par Malatesta. L’idée selon laquelle l’organisation de classe des travailleurs avec ses structures verticales (les syndicats) et ses structures horizontales (les bourses du travail ou « sections centrales » dans le vocabulaire de Bakounine) constituera le modèle d’organisation politique et économique de la société après la révolution constitue une idée de base du bakouninisme et, plus tard du syndicalisme révolutionnaire, et plus tard encore de l’anarcho-syndicalisme.

Je rappelle également que Bakounine était *catégoriquement opposé* à la disparition des « sections centrales », c’est-à-dire des structures « horizontales », interprofessionnelles, c’est-à-dire politiques de l’AIT, qui anticipaient sur les bourses du travail : « Beaucoup, note Bakounine, pensent qu’une fois leur mission accomplie – la création d’une puissante organisation – les sections centrales devraient se dissoudre, ne laissant plus que des sections de métier. » C’est une grave erreur, dit-il, car la tâche de l’AIT « n’est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c’est en même temps et au même degré une œuvre éminemment politique ¹. »

La section centrale, et par extension l’organisation générale des sections centrales sur le plan international, est donc la structure qui donne à l’organisation ouvrière son sens profond, en offrant des perspectives élargies aux travailleurs qui y adhèrent. C’est elle qui définit et constitue le prolétariat en classe en affirmant et en pratiquant le principe de la solidarité d’intérêts des travailleurs. La suppression de ces structures n’est évidemment pas à l’ordre du jour, contrairement à ce que pense Toledo.

César de Paepe, le militant belge proche de Bakounine, écrit : « Nous voulons montrer que l’Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l’ordre social futur ². » « La société de résistance est destinée à organiser le travail dans l’avenir », dit encore De Paepe. On retrouve de tels propos en permanence sous la plume de militants internationalistes proches de Bakounine.

¹ Bakounine, *Protestation de l’Alliance*.

² Cesar De Paepe, « Les institutions actuelles de l’Internationale du point de vue de leur avenir », Cité dans Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès du Locle*, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l’article « L’Internationale et ses institutions de l’avenir ».

Ce schéma de double organisation sera confirmé en France en 1902 avec la fusion de la Fédération des syndicats et de la Fédération des bourses du travail (non sans quelque réticence de la part des militants des bourses du travail). La question de la disparition des syndicats, que Toledo attribue aux « anarchistes », ne se pose en réalité pas puisque l'organisation syndicale sera la structure organisatrice de la société de demain. *Mais il faut préciser que nous parlons de l'anarchisme dans sa filiation bakouninienne* – qui est pour ainsi dire absente de la vision tolédienne de l'anarchisme.

Mais déjà du temps de l'Internationale, l'idée qui fonde le syndicalisme révolutionnaire (l'organisation syndicale vue comme la structure organisatrice de la société de demain) a été très vigoureusement combattue par Marx et Engels. Marx récuse de manière très caricaturale, mais d'une manière qui montre qu'il a parfaitement compris les enjeux, le point de vue syndicaliste révolutionnaire dans une lettre à Paul Lafargue du 19 avril 1870 : « La classe ouvrière ne doit pas faire de politique. Sa tâche se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants. » Ainsi, lorsque Toledo établit une filiation entre marxisme et syndicalisme révolutionnaire, ou entre socialisme et syndicalisme révolutionnaire, lorsqu'elle affirme le courant socialiste comme l'un des inspirateurs du syndicalisme révolutionnaire, elle évacue le fait que cette idée essentielle de double fonction est *totale*ment *récusée par Marx*, à savoir que l'organisation de classe, aujourd'hui organe de lutte quotidienne, sera demain structure organisationnelle de la société, ce qui constitue le cœur de la doctrine bakouninienne et du syndicalisme révolutionnaire. Elle oublie surtout que cette idée est *totale*ment *absente du discours socialiste*. Lorsque des militants socialistes se sont ralliés au syndicalisme révolutionnaire, ils l'ont fait en tant que dissidents du courant socialiste – comme ce fut le cas en Italie.

Comme Marx, Engels avait lui aussi parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique : il écrit à Théodore Cuno : « Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'État, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future¹. » C'est là, incontestablement, une idée qui anticipe le syndicalisme révolutionnaire, dont on voit qu'elle se trouve à l'opposé des positions

¹ Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.

marxistes.

Malheureusement, le rôle de l'organisation « horizontale », ou encore géographique, du syndicalisme révolutionnaire, ce que Bakounine appelle les « sections centrales », a souvent été occulté par les militants libertaires alors même qu'elle constitue la structure strictement politique du mouvement. C'est à travers elle que le syndicalisme révolutionnaire, et plus tard l'anarcho-syndicalisme, peuvent avoir une intervention politique, en créant dans les localités une présence syndicale, en créant des athénées, des écoles, des bibliothèques, etc., ce que faisaient les bourses du travail en France et ce que faisait la CNT d'Espagne en implantant systématiquement des unions locales de syndicats. A chaque fois qu'on a voulu réduire l'influence du syndicalisme révolutionnaire, on a tenté de museler les structures horizontales, les unions locales.

Selon les anarchistes, dit Toledo, il y a à travers l'histoire un développement progressif de l'esprit anti-autoritaire qui serait inhérent à la nature humaine. Pour Kropotkine la philosophie du XVIII^e siècle qui oppose la raison à la religion ferait partie de ce mouvement. Toledo fait cependant une distinction judicieuse entre anarchisme comme *philosophie* et anarchisme comme *mouvement* : l'anarchisme comme *mouvement*, dit-elle, « apparaît dans un contexte historique très précis de critique du capitalisme et son histoire comporte une grande complexité et diversité de visions »¹.

Mais elle précise que la *doctrine anarchiste* (selon ses propres paroles) inclut la lutte contre l'autorité sous toutes ses formes : État, capital, religion. Elle souligne également le souci privilégié de nombreux anarchistes de l'époque envers l'éducation, les écoles libertaires – un point qui est commun au Brésil et à la France. Elle en parle très justement comme d'une « passion culturelle des milieux anarchistes »². Mais cette « passion culturelle », le mouvement libertaire doit la revendiquer !

Cette distinction entre philosophie et mouvement permet de surmonter les restrictions rigides apportées par Schmidt et van der Walt qui, dans *Black Flame*, voient l'anarchisme comme un mouvement apparu dans la seconde moitié du XIX^e siècle – ce qui n'est pas contestable – mais qui semble à peu près dépourvu de précurseurs. Même Proudhon, dans leur typologie, n'a pas l'honneur de figurer comme théoricien de l'anarchisme.

L'anarchisme est en outre caractérisé par une grande diversité de visions, mais le trait essentiel de sa doctrine serait la destruction de l'autorité dans ses diverses formes : État, capital, religion. Il y a je crois

¹ « o anarquismo como movimento, porém, surge num contexto histórico muito preciso de crítica ao capitalismo e sua história envolve uma grande complexidade e diversidade de visões » Toledo, *op. cit.*, p. 41.

² « paixão cultural dos meios anarquistas » (Toledo, p. 42.)

une ambiguïté sur cette question. En effet, le mot « autorité » a rapidement pris, après la fin de la Première internationale, un sens comportemental et psychologique ; mais à l'origine, chez Proudhon, l'autorité désignait les manifestations diverses du *pouvoir politique*. « En fait de politique, il y a une idée qui gâte tout : c'est l'autorité. L'autorité, c'est le plein pouvoir sur les personnes et les fortunes ; l'autorité, c'est le droit de faire marcher les autres à sa guise ; l'autorité, c'est le droit d'imposer des opinions, des croyances... » (*Correspondance*, IV, 128). Toledo semble cependant oublier que Proudhon fut le premier à publier une analyse critique et systématique des mécanismes de fonctionnement du système capitaliste : c'est son *Système des contradictions économiques*, qui, n'en déplaise à Marx, a servi de modèle au *Capital*¹. C'est oublier aussi les préoccupations majeures de Bakounine en ce qui concerne la stratégie et l'organisation du mouvement ouvrier². Réduire l'anarchisme à une problématique liée à l'« autorité » est extrêmement réducteur.

Sans doute Toledo ne fait-elle que nous restituer l'image de l'anarchisme tel qu'il lui apparaît dans la période qu'elle étudie ; on peut simplement regretter que cet anarchisme-là apparaisse souvent comme l'anarchisme « en général ». Le reproche que lui fait Corrêa est donc justifié sur ce point. Par exemple l'anarchisme que nous montre Toledo n'a rien à voir avec celui de Bakounine. Mais il est vrai que l'image que donne Toledo du mouvement anarchiste de São Paulo est la même que celle qu'on peut observer en France à la même époque ; des groupes affinitaires éparpillés, sans lien organique, établissant une coopération occasionnelle et spontanée, sans obligation ni sanction et, effectivement obsessionnellement tournés vers la lutte contre l'« autorité ».

Les groupes qu'observe Toledo à São Paulo sont divisés par des divergences profondes sur la stratégie et la tactique. Tout cela reflète une image absolument identique à celle du mouvement anarchiste en France. À cette époque, la principale préoccupation des anarchistes était la théorie : « être anarchiste c'était être un penseur », dit Toledo : « La tâche essentielle du militant était de discuter d'anarchisme avec d'autres anarchistes et parler ou écrire dans des journaux, des réunions, des campagnes et des conférences »³. Elle ajoute que « le rêve de chaque

¹ Voir : René Berthier, *Études Proudhoniennes, L'économie politique*, Éditions du Monde Libertaire.

² Voir : Bakounine, *Politique de l'Internationale*, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article501>

³ «A tarefa essencial do militante era discutir o anarquismo com ouros

groupe était d'avoir son propre journal »¹.

La description que fait Toledo de l'anarchisme à São Paulo n'est évidemment pas très flatteuse, mais je suis d'autant plus porté à la croire exacte qu'elle ressemble étonnamment à celle d'une partie du mouvement anarchiste français de la même époque : les critiques du mouvement anarchiste faites par Amédée Dunois au congrès d'Amsterdam en 1907 en témoignent. On peut également se reporter au diagnostic extrêmement sombre que Jean Grave fait du mouvement anarchiste en 1910².

Selon Toledo, l'une des raisons du malentendu consistant à associer tout le mouvement ouvrier de la Première république du Brésil à l'anarchisme vient de la tendance à incorporer le syndicalisme révolutionnaire à l'anarchisme, sous le nom d'anarcho-syndicalisme : or ce sont là, dit-elle, des mouvements différents (p. 49). Elle précise ailleurs que l'anarcho-syndicalisme est apparu plus tard, ce qui est exact. En cela, Toledo se différencie de beaucoup d'auteurs qui ne semblent pas savoir que syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme, malgré leurs évidentes convergences, sont deux mouvements différents apparus à des moments différents dans des contextes différents et qui ne peuvent donc pas être confondus : l'anarcho-syndicalisme est apparu environ une génération après le syndicalisme révolutionnaire.

C'est sur cette question que se fait la distinction entre l'approche historique de la question, fondée sur les faits attestés par des documents, et l'approche idéologique qui consiste à interpréter les faits en fonction du sens qu'on veut leur donner.

Sans doute Edilene Toledo a-t-elle fait le constat que le terme « anarcho-syndicalisme » n'apparaît dans les textes que tardivement. Une recherche sur les articles de la presse anarchiste et bourgeoise du tournant du XIX^e-XX^e siècle révèle que le mot « anarcho-syndicaliste » existe bien, mais qu'il ne désigne que des individus, et signifie tout simplement « anarchiste se livrant à une activité syndicale ». Il ne désigne jamais un mouvement. Ce n'est qu'après la révolution russe que « anarcho-syndicalisme » apparaît pour désigner un courant, et ce mot mettra plus de dix ans à s'imposer. Sous réserve que des documents d'époque aient pu échapper à ma recherche, ce constat se fonde historiquement sur des faits.

La question du « syndicalisme d'intention révolutionnaire », qui répond manifestement à une préoccupation idéologique, se complique parce que

anarquistas et falar ou escrever em jornais, comícios, campanhas e conferências. » Toledo, *op. cit.*, p. 46.

¹ « O sonho de cada grupo era ter o proprio jornal. » *Ibid.*

² Jean Grave, *L'entente pour l'action* (extraits). (« Diagnostic de l'état du mouvement anarchiste en 1911 », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article521>)

certain auteurs, comme Schmidt et van der Walt, contestent que le syndicalisme révolutionnaire soit apparu en France vers 1890-1900 et le font remonter à l'AIT anti-autoritaire et à la Fédération jurassienne. Là encore, il y a d'évidentes concordances entre les pratiques préconisées par l'AIT et le syndicalisme révolutionnaire, mais si on s'en tient à une approche historique, tous les documents concordent pour fait apparaître un courant qui se définira et se nommera lui-même « syndicaliste révolutionnaire » aux alentours de l'année 1900. La première apparition du terme date d'un congrès de la CGT en 1904.

Gaston Leval écrivit une brochure intitulée « Bakounine fondateur du syndicalisme révolutionnaire » qui, naturellement, conforte l'opinion de ceux qui veulent faire remonter ce courant à l'AIT mais le titre, selon moi, aurait dû être « Bakounine, *précurseur* du syndicalisme révolutionnaire » : si la brochure de Leval est assez convaincante, elle se fonde sur les analogies évidentes entre le point de vue de Bakounine et les thèmes du syndicalisme révolutionnaire, mais personne ne se réclama d'un courant ainsi nommé avant les années 1900.

Alors que « syndicalisme révolutionnaire » évoque un mouvement précis et historiquement situé, « syndicalisme d'intention révolutionnaire » a pour fonction d'élargir le syndicalisme révolutionnaire dans le temps et dans l'espace ; de créer la confusion entre syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme, ces deux mouvements étant caractérisés par des distinctions parfaitement fantaisistes. Il a aussi et peut-être surtout pour fonction d'intégrer dans la catégorie « syndicalisme révolutionnaire » des auteurs comme Malatesta et Kropotkine qui n'en sont pas. C'est là que l'intention idéologique apparaît clairement, et tout ce que les lecteurs y gagnent est un sentiment de confusion.

Les rapports entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme sont complexes et trouvent des interprétations divergentes. Pour les uns, ce sont deux mouvements différents : « Selon cette interprétation, le syndicalisme révolutionnaire était vu comme une rupture à la fois avec l'anarchisme et avec le socialisme. Il s'agirait d'un autre socialisme, le socialisme ouvrier »¹. Pour illustrer cette idée, Toledo cite un article de *A Voz do Trabalhador* du 1^{er} janvier 1915 :

¹ « Nesta interpretação, o sindicalismo revolucionário era visto como uma ruptura tanto com o anarquismo como com o socialismo. Ele seria um outro socialismo, o socialismo operário. » Toledo, p. 50.

« L'anarchisme séparé du mouvement ouvrier en vint à végéter, à se consumer dans un criticisme stérile et impuissant, à se diviser en petites chapelles parfois ridicules, avec la pénétration de l'individualisme bourgeois et du mysticisme, des divagations métaphysiques et des tournois intellectuels de dilettantes et de snobs¹... »

On trouve une opinion équivalente *presque mot pour mot* sous la plume de l'anarchiste et syndicaliste révolutionnaire Amédée Dunois. Au congrès anarchiste international d'Amsterdam de 1907, celui-ci avait violemment attaqué les individualistes et les opposants à toute forme d'organisation en évoquant le temps où les anarchistes, « isolés les uns des autres, plus isolés encore de la classe ouvrière, semblaient avoir perdu tout sentiment social ; où l'anarchisme, avec ses incessants appels à la réforme de l'individu, apparaissait à beaucoup comme le suprême épanouissement du vieil individualisme bourgeois »... Dans le cours de ce débat, Dunois avait rappelé la période où « la majeure partie des anarchistes était opposée à toute pensée d'organisation ». Certains anarchistes, « déniaient toute réalité à la lutte de classe, ne consentaient à voir dans la société actuelle que des antagonismes d'opinion... »² Je précise que Dunois était anarchiste *et* syndicalisme révolutionnaire.

Au congrès d'Amsterdam, Dunois affirme que l'anarchisme est *issu* du mouvement ouvrier. Il est « une des modalités du socialisme révolutionnaire. Ce qu'il nie, ce n'est donc pas l'organisation (...), c'est le gouvernement (...). L'anarchisme n'est pas individualiste ; il est fédéraliste, "associationniste", au premier chef. On pourrait le définir : le fédéralisme intégral ». Selon Dunois, la crise de l'anarchisme en France est la conséquence de l'absence d'organisation – mais il ne semble pas se demander si l'absence d'organisation ne serait pas le *symptôme* de la crise du mouvement anarchiste. Il conclut son propos en disant que les anarchistes doivent se regrouper autour d'un « programme d'action pratique ».

Significativement, l'intervention de Dunois ne suscita *aucun commentaire lors du congrès*.

L'article de *A Voz do Trabalhador* cité par Toledo ajoute :

¹ « O anarquismo apartado do movimento operário entrou de definhar, de se consumir num criticismo estéril e impotente, de se dividir em pequenas capalas por vezes ridículas, com infiltração de individualismo burguês ou de misticismo, divagações metafísicas e torneios intelectuais de dilettantes e de *snobs*. » Toledo, p. 50.

² *Anarchisme & syndicalisme, le congrès anarchiste international d'Amsterdam*, introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli. Nautilus et les éditions du Monde libertaire,

« Les syndicats, déçus par le réformisme ennuyeux et par le démocratisme, acquirent en France un esprit nouveau; et les anarchistes, réveillés, se lancèrent de nouveau dans le mouvement ouvrier... Ils réactivèrent la tradition de l'Internationale avec l'enrichissement de la pratique et de la théorie et avec les changements des temps nouveaux. Ils revivifièrent l'anarchisme ouvrier, sous le nom de "syndicalisme révolutionnaire", qui est pour beaucoup un simple euphémisme ¹. »

La formulation est étonnamment exacte en ce sens que :

- a) L'article constate qu'il y avait eu une désaffection des anarchistes envers le mouvement ouvrier, puisqu'ils s'y lancèrent « *de nouveau* »;
- b) La mémoire de l'Internationale avait été perdue puisque les anarchistes la « réactivent »;
- c) Le syndicalisme révolutionnaire constitue un « enrichissement », autrement dit une continuation, de la pratique et de la théorie de l'Internationale.

La presse anarchiste française découvrit avec étonnement les positions de Bakounine et de la Fédération jurassienne après que James Guillaume les eût publiées : et on se mit à proclamer avec beaucoup de force que c'était là du syndicalisme révolutionnaire, et que le syndicalisme révolutionnaire, c'était « l'anarchisme en actes » ². On peut dire que le mouvement anarchiste spécifique découvrit avec étonnement, vers 1905-1907, l'existence du syndicalisme révolutionnaire que d'autres anarchistes avaient contribué à fonder. Le syndicalisme révolutionnaire était l'anarchisme ouvrier, un anarchisme réaliste et concret qui ne se satisfaisait pas de négations ou d'affirmations abstraites. Pour d'autres encore, c'était une réaction à la fois contre les dérives du socialisme vers le parlementarisme, et de l'anarchisme vers l'intellectualisme, l'antiorganisationnisme et le terrorisme. Pour ceux-là, le syndicalisme devait dépasser les deux et assumer la tâche de l'émancipation de la classe ouvrière. L'enthousiasme ne dura cependant pas car l'idée que le « syndicat

¹ « Os sindicatos, desiludidos do reforismo chato e do democratismo, adquiriram na França novo espírito; e os anarquistas, reanimados, lançavam-se de novo no movimento operário. Eis reatada a tradiçõe da Internacional com o enriquecimento da prática e da teoria e com as modificações dos novos tempos. Eis revivificado o anarquismo operário, às vezes sob o nome de 'syndicalismo revolucionário', que é para muitos um simples eufemismo. » Toledo, op. cit., p. 50.

² Voir Maurizio Antonioli, *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, Editions Noir&Rouge.

suffisait à tout », élaborée au sein de la CGT, fut rapidement perçue comme une remise en cause de l'anarchisme, ou plus exactement une remise en cause de la nécessité d'une organisation spécifiquement anarchiste.

Outre les anarchistes qui virent dans le syndicalisme révolutionnaire le véritable anarchisme, des socialistes s'engagèrent également dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire : des militants qui pensaient que le syndicalisme était le véritable héritier du socialisme. Mais, je le répète, ceux qui pensaient cela se trouvaient en totale rupture avec la doctrine socialiste.

Corrêa a donc raison d'être choqué par ce qu'il appelle la « thèse centrale » du livre de Toledo, à savoir l'idée qu'« il y avait des socialistes engagés dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire qui pensaient que le syndicalisme était le véritable héritier du socialisme. »¹. Mais ce n'est pas vraiment une « thèse centrale » chez Toledo car elle prend soin de préciser qu'il y avait aussi « des anarchistes qui voyaient dans le syndicalisme révolutionnaire le véritable anarchisme. Et il y avait aussi des militants qui reconnaissaient le syndicalisme révolutionnaire comme un courant politique autonome par rapport au socialisme et à l'anarchisme ². »

Si on fait une approche historique de la question, et non une approche idéologique, je dois bien dire que Toledo a raison :

1. Dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire français (et je suppose également au Brésil, vu la similitude étonnante des processus) il y avait effectivement des socialistes qui tentaient de « récupérer » le mouvement pour leur propre chapelle. C'était en particulier en France le cas de Hubert Lagardelle, un militant très connu, et qui rattachait le syndicalisme révolutionnaire à Marx ; il niait que le syndicalisme ait existé antérieurement à 1900, ce qui est évidemment contraire à la réalité historique. Fernand Pelloutier était ainsi relégué au statut « présyndicaliste » ; il niait également que le syndicalisme révolutionnaire ait des rapports avec l'anarchisme ³.

Lagardelle n'était pas le seul à penser cela. Pour les socialistes, le syndicalisme (pas forcément le syndicalisme *révolutionnaire*, d'ailleurs) était l'héritage de Marx.

¹ « havia socialistas engajados no movimento sindicalista revolucionário que acreditavam que o sindicalismo fosse o verdadeiro herdeiro do socialismo. » Edilene Toledo. op. cit., p. 51.

² « Havia também anarquistas que viam no sindicalismo revolucionário o verdadeiro anarquismo. E havia ainda os militantes que reconheciam o sindicalismo revolucionário como uma corrente política autônoma em relação ao socialismo e ao anarquismo. » (*Ibid.*)

³ « Syndicalistes et anarchistes », débat Hubert Lagardelle / Marc Pierrot
<http://monde-nouveau.net/spip.php?article505>

2. Mais il est tout aussi *historiquement* vrai que certains anarchistes (français et italiens...) voyaient dans le syndicalisme révolutionnaire la forme en action de l'anarchisme. Ce fut en particulier le cas de Luigi Fabbri, pour qui le syndicalisme était « le socialisme anarchiste en action »¹. Là encore, Fabbri n'était pas le seul à penser ainsi. Ainsi, Marie Goldsmith (Maria Isidorovna) écrivit le 6 juillet 1907 un article dans *Les Temps Nouveaux* sur « Le syndicalisme révolutionnaire et les Partis politiques en Russie », dans lequel elle insistait « sur la ressemblance, et même, sous beaucoup de rapports, sur l'identité des idées syndicalistes avec les idées anarchistes ».

« Syndicaliste révolutionnaire, je suis en même temps et implicitement, anarchiste... Je dirai plus : j'identifie dans ma pensée syndicalisme révolutionnaire et anarchisme »² »

Mais il faut préciser qu'à cette époque, tous les anarchistes ne pensaient pas ainsi.

3. Les choses ne sont donc pas aussi simples que Corrêa voudrait qu'elles soient, d'autant qu'un autre élément vient tout compliquer : un courant va apparaître qui va balayer à la fois les socialistes et les anarchistes qui affirment que le syndicalisme révolutionnaire relève de leur chapelle : les partisans de l'autosuffisance syndicale, c'est-à-dire ceux qui pensent que « le syndicalisme se suffit à lui-même » : « la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus reposer sur personne du soin de sa propre émancipation »³. Une telle prise de position, relativement anodine lorsqu'elle fut formulée la première fois, prit une tout autre signification lorsqu'elle devint : le syndicalisme se suffit à lui-même « en tout et pour tout »⁴.

4. Enfin, pour A. Rosmer, « syndicalisme révolutionnaire et anarchisme

¹ Luigi Fabbri, « Il sindacalismo », in *Il Pensiero*, 1^{er} juin 1905. Cité par Maurizio Antonioli, *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, éditions Noir et Rouge.

² A. Dunois, *L'Action directe* n° 31, 23 septembre 1908.

³ Pierre Monatte, *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, Août 1907* — compte rendu analytique des séances et résumé des rapports sur l'état du mouvement dans le monde entier, Paris, La Publication Sociale, M. Delessale, 1908, p. 70. – Les références de pages font référence à l'édition originale Nautilus-Le Monde libertaire.

⁴ A. Dunois, *L'action directe*, 29 janvier 1908, cité dans J. Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, II, p. 324.

sont deux choses différentes »¹. Pour Édouard Dolléans, « le syndicalisme révolutionnaire est une rupture aussi bien avec l'anarchisme qu'avec le socialisme »². »

On constate donc qu'il n'y a pas un accord général sur la question. D'autant que certains militants peuvent voir leurs conceptions évoluer avec le temps, comme Dunois, qui était un militant anarchiste *et* syndicaliste révolutionnaire de premier plan, qui déclara en décembre 1906 que le syndicalisme « ne suffit pas à tout »³, mais qui dira en novembre 1907 que le syndicalisme révolutionnaire s'identifie à l'anarchisme : « Anarchisme ouvrier, syndicalisme révolutionnaire, c'est pour moi tout un »⁴. Or en disant que le syndicalisme révolutionnaire s'identifie à l'anarchisme, Dunois déclare implicitement que le « le syndicat sert à tout ». Que s'est-il passé ?

Une hypothèse : avant le congrès d'Amiens de 1906, les libertaires de la CGT peuvent déclarer que « le syndicat suffit à tout ». Mais au lendemain du congrès, ils ont bien dû voir (les plus clairvoyants en tout cas), qu'ils n'avaient pas précisément remporté une victoire, même s'ils ont réussi à éviter une scission. Ils ont peut-être compris que l'activité militante dans la CGT devait être soutenue par une activité en dehors de l'organisation syndicale. C'est alors que Dunois écrit dans *Les Temps Nouveaux* du 1^{er} décembre 1906, un article préparatoire en quelque sorte au congrès anarchiste d'Amsterdam, mais qui tente en même temps de tirer la leçon du congrès d'Amiens qui fut qualifié de « défaite pour les anarchistes » par un dirigeant socialiste. Dans cet article, Dunois écrit que le syndicalisme « ne suffit pas à tout »⁵. C'est clairement un appel aux anarchistes pour qu'ils s'intéressent à ce qui se passe dans la CGT, pour leur dire qu'ils ont leur rôle à jouer.

Ce n'était pas la première fois qu'un leader syndicaliste révolutionnaire expliquait aux anarchistes qu'ils avaient une place dans la CGT : Pelloutier l'avait déjà fait dans *Les Temps Nouveaux*, le 20 octobre 1895, dans un article intitulé « L'Anarchisme et les syndicats »⁶. Dunois constate qu'il n'y a pas d'organisation spécifiquement anarchiste en France, tandis que les militants des Pays-Bas et de Belgique, qui organisent le congrès d'Amsterdam, sont « constitués déjà en groupements et en fédérations de propagande, ils sont forts où, nous, nous défailions ». Clairement, c'est là un regret qui s'exprime sous la plume du militant.

Je pense que cet article de Dunois est d'une importance capitale pour comprendre le lien qui aurait pu exister entre le mouvement anarchiste et le

¹ *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, Paris, Librairie du Travail, p. 34.

² [Histoire du mouvement ouvrier](#), t. II, p. 120.

³ *Les Temps nouveaux*, n° 31, 1^{er} décembre 1906.

⁴ *Le Réveil socialiste anarchiste*, Genève, 2 novembre 1907.

⁵ *Les Temps nouveaux*, n° 31, 1^{er} décembre 1906.

⁶ Voir: Fernand Pelloutier et l'entrée des anarchistes dans les syndicats, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article637#nh1>

syndicalisme révolutionnaire. Le discours qu'il adresse aux anarchistes, destiné à mettre leur mouvement en valeur, est en même temps ponctué d'allusions très critiques, comme par exemple sur le congrès anarchiste international de 1881 auquel participa Kropotkine, et dont Dunois dit « qu'il se contenta de l'épithète de révolutionnaire ». Dunois explique que le syndicalisme est un « mécanisme essentiel à la lutte de classe », et il n'a pas à jouer de rôle « platement corporatif », comme l'entendent à la fois Jules Guesde, mais aussi « quelques anarchistes attardés aux formules d'autrefois » (Malatesta ?). En revanche, pour les travailleurs et pour les anarchistes qui ne sont pas « attardés aux formules d'autrefois », on comprend que le syndicat est devenu « l'institution politique par excellence », mais qui « ne saurait réaliser à lui seul l'entière transformation sociale ». Si le syndicat se suffit bien à lui-même, « il ne suffit pas à tout ». Ainsi Dunois dit-il :

« Si ample que nous apparaisse pourtant sa capacité politique et révolutionnaire, le syndicalisme ne saurait réaliser à lui seul l'entière transformation sociale. Il se suffit à lui-même, nous a dit le Congrès d'Amiens. D'accord, et j'entends clairement cette formule. Mais s'il se suffit à lui-même, il ne suffit pas à tout. »

C'est presque mot pour mot ce que disait Bakounine sur les limites de l'AIT.

Les propos qui suivent posent problème car on peut se demander si Dunois pense réellement ce qu'il écrit ou s'il se positionne en retrait, pour des raisons d'opportunité, par rapport aux fondements du syndicalisme révolutionnaire : il se trouve même en retrait par rapport à la Charte d'Amiens qui affirme, rappelons-le, que « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »

Manifestement soucieux de montrer que le syndicat ne suffit pas à tout, Dunois nous explique que dans le domaine de la répartition et de la consommation, dans le mode d'organisation de la société issu de la révolution, le syndicalisme n'apporte pas de solution, « le syndicalisme ne sait rien ». La mission du syndicalisme est « d'agir dans la société telle qu'elle est, sans chercher à prévoir celle qui pourrait être. Son pouvoir est d'action, non de spéculation. » Or de telles affirmations vont *totalemment à l'encontre* des principes fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire : « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale » – c'est là l'un des points de la Charte d'Amiens dont on peut dire qu'il est un

héritage direct de l'AIT.

L'hypothèse que je formule est que Dunois tient, à la veille du congrès anarchiste d'Amsterdam, des propos qui se situent en deçà de ce qu'il pense vraiment afin de persuader les anarchistes à s'investir, pas nécessairement dans l'action *au sein* de la CGT, mais en tant que groupe « spécifique » à ses côtés. Ce qui explique qu'il écrive qu'à « l'avant-garde du mouvement ouvrier », il y a place « pour un mouvement plus spécialement idéologique, pour un "groupement d'opinion" constitué et agissant. »

On a vu que les congressistes d'Amsterdam n'ont pas répondu à ce pressant appel. Dunois fait partie de ces militants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires qui, fatigués de l'impuissance du mouvement anarchiste et déçus du déclin révolutionnaire de la CGT après le congrès d'Amiens, quitteront le mouvement. Il rejoint en 1912 le parti socialiste ¹.

Il y a à ce propos un point qu'il serait intéressant d'étudier. Considérant que les anarchistes s'investissent de manière importante dans le syndicalisme à partir des années 1890, comment expliquer le passage, chez beaucoup d'entre eux, du statut d'« anarchiste syndicaliste », c'est-à-dire d'anarchiste militant dans le mouvement syndical, à celui de syndicaliste révolutionnaire développant l'idée selon laquelle « le syndicat suffit à tout » – une idée qui, assez explicitement, évacue l'anarchisme de l'action syndicale ? L'idée qu'on ne peut pas exclure est que l'anarchisme spécifique français n'a pas su, comme en Espagne après 1907, puis après la fondation de la CNT en 1910, « rencontrer » le mouvement syndical et trouver avec la CGT les modalités d'une collaboration constructive et d'une certaine forme de division du travail. Repli sur soi des groupes spécifiques ? Manque de vision stratégique ?

Lorsqu'on plonge dans le factuel, on a du mal à trouver la moindre confirmation à l'hypothèse de Schmidt et van der Walt selon laquelle le syndicalisme révolutionnaire est une « stratégie » de l'anarchisme.

En effet, lorsqu'on lit des propos tels que ceux-ci, tenus par Amédée Dunois : « Le syndicalisme révolutionnaire, c'est l'anarchisme, mais un anarchisme régénéré, rafraîchi au souffle de la pensée prolétarienne, un anarchisme réaliste et concret qui ne se satisfait plus, comme l'ancien, de négations ou d'affirmations abstraites, un *anarchisme ouvrier* qui confie à la classe ouvrière, fortifiée par des années de lutte, et non plus aux seuls initiés, le souci de sa réalisation... » ², on serait plutôt tenté de déduire, une fois de plus, que c'est *l'anarchisme* qui est devenu une stratégie du syndicalisme révolutionnaire, et au vu des résultats, on est tenté de conclure que sur ce point l'anarchisme (en France en tout cas) a failli à sa tâche. Il faudra attendre trente ans pour qu'un autre leader syndicaliste révolutionnaire expose de nouveau, mais avec une clarté remarquable, les liens pouvant exister entre anarchisme et anarcho-syndicalisme : il s'agit de

¹ Paul Delessalle quittera la CGT en 1907. Émile Pouget en 1909. Le premier a 37 ans, le second 49.

² *Pages libres* n° 360, 23 novembre 1907.

Pierre Besnard au congrès anarchiste international de 1937 ¹.

Quelle qu'ait pu être à un moment donné la relation entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire, ce dernier finit par prendre ses distances avec l'anarchisme « traditionnel » de ceux qui « s'entêtent dans l'immobilité du dogme et l'impuissance de la formule » ² ou ceux qui, se consumant « dans un égoïsme stérile et impuissant », selon les termes de *Altevo* de *Malabaudin*. Ce qui est une façon de dire que si une partie du mouvement anarchiste a su s'adapter et s'intégrer dans le syndicalisme, l'autre partie est restée figée dans un discours archaïque et des pratiques dépassées. En disant en 1908, autrement dit *après le congrès d'Amsterdam*, que désormais le syndicalisme révolutionnaire est « décidé à se suffire à lui-même en tout et pour tout » ³, Dunois affirme le syndicalisme révolutionnaire comme une doctrine autonome dont il dira qu'il est une « réconciliation » de Bakounine et de Marx : « Les anarchistes qui veulent comprendre pleinement le mouvement ouvrier contemporain doivent revenir à Bakounine d'abord et, par ce dernier, remonter ensuite jusqu'à Karl Marx. Il n'est pas de meilleurs guides pour l'intelligence de l'action ⁴. » Si on peut comprendre le point de vue de Dunois, il convient de préciser que la référence à Marx concerne le théoricien qui a permis une compréhension générale du système capitaliste (ce en quoi Bakounine était d'ailleurs parfaitement d'accord). Mais la pratique du syndicalisme révolutionnaire était en totale opposition avec les positions de Marx.

Mais le syndicalisme révolutionnaire, né avant tout du double rejet de « la déviation du socialisme dans la politique » et de « la déviation de l'anarchisme dans l'intellectualisme » ⁵, se pose maintenant comme seul organe de la classe ouvrière en marche vers son auto-émancipation. Le syndicalisme révolutionnaire apparaît donc d'autant moins comme une « stratégie » de l'anarchisme que le second a été d'une certaine façon absorbé par le premier.

Cette relative « amnésie » du syndicalisme révolutionnaire envers l'anarchisme, cet oubli de la dette qu'il doit à l'anarchisme se paiera très

¹ Pierre Besnard, *Anarcho-syndicalisme et anarchisme. Tactique et intervention syndicale*. Rapport de Pierre Besnard, Secrétaire de l'AIT au Congrès Anarchiste International de 1937.

http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/rapport_de_pierre_besnard_1937.pdf

² A. Dunois, *L'Action directe*, n° 1, 15 janvier.

³ *L'Action directe* n° 3, 29 janvier 1908.

⁴ A. Dunois, « A l'occasion d'un anniversaire », *L'Action directe*, n° 9, 11 mars 1908.

⁵ A. Dunois, *L'Action directe*, n° 20, 27 mai 1908.

cher après la révolution russe dans la mesure où la fixation obsessionnelle des syndicalistes révolutionnaires sur l'idée de « neutralité » syndicale, issue du congrès d'Amiens de 1906, va les rendre totalement incapables de résister à la pénétration communiste dans le mouvement syndical après la révolution russe. Si la « trahison » du syndicalisme révolutionnaire par Pierre Monatte et son courant y fut pour beaucoup, l'absence de vision stratégique des anarchistes spécifiques français fit le reste.

Je ne peux donc qu'approuver *totalem*ent Schmidt et van der Walt lorsqu'ils écrivent que « le courant du syndicalisme révolutionnaire qui nie le besoin d'une organisation politique spécifiquement anarchiste ou syndicaliste révolutionnaire ne peut expliquer comment un syndicat peut être défendu, en l'absence d'une telle instance, contre l'inévitable émergence de courants politiques concurrents dans ses rangs¹. » De la même manière, les auteurs de *Black Flame* nous disent que la propagande révolutionnaire dans un syndicat « présuppose un groupe qui est en accord avec ces idées, qui joue un rôle central dans le syndicat, et qui est prêt à engager la bataille des idées contre les autres idéologies. Il n'y a aucun autre moyen pour empêcher que le syndicat soit capturé ou qu'il scissionne². » L'Alliance bakouninienne fournit précisément le modèle d'une telle organisation.

Le mouvement anarchiste brésilien avait lui aussi compris que le seul moyen d'avoir un impact sur la classe ouvrière était de soutenir la formation de syndicats. Pour Toledo, il s'agit là d'une « *nouvelle stratégie* » (p. 52), par laquelle « les anarchistes décidèrent d'accélérer leur entrée dans les sociétés de résistance, mais pour éviter que les socialistes ne s'en emparent ». Là encore, une similitude totale avec la situation en France : un rapport de police du 6 novembre 1892 révèle l'existence d'un document qui a circulé dans les groupes anarchistes français, et qui appelle à « tout faire pour détacher les masses ouvrières des soi-disant socialistes qui se servent aujourd'hui du peuple pour se faire une situation³... »

Toledo dit la même chose : elle écrit que « l'entrée des anarchistes dans les sociétés de résistance et leurs efforts pour les diriger semblait n'avoir, du point de vue libertaire, qu'une justification tactique : empêcher l'avancée des socialistes ou des autres tendances »⁴. Ce constat pour le Brésil rejoint donc totalement celui qui a pu être fait pour la France.

¹ *Black Flame*, p. 262.

² *Black Flame*, p. 243.

³ Cité par Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Tel Gallimard, p. 268.

⁴ « o ingresso dos anarquistas nas sociedades de resistência e seu esforço para presidi-las pareciam ter uma justificativa, do ponto de vista libertário, puramente tática : deter avanços socialistas ou de outras tendências. » Toledo, p. 52.

La manière dont le mouvement anarchiste voyait les syndicats, *dans un premier temps*, peut se résumer ainsi :

- a) Les syndicats sont une source d'« autorité », sans doute par le fait même qu'ils sont une organisation ;
- b) Ils ne sont pas des organismes de lutte ouvrière ;
- c) On y entre pour faire de la propagande anarchiste ;
- d) On y entre pour contrer les socialistes.

Bien entendu cette attitude ne dura pas, mais cela ne concorde pas précisément avec les thèses de Schmidt et van der Walt.

Les anarchistes français des années 1890 étaient, pour une partie d'entre eux, sceptiques à l'idée de lutter côte à côte avec les travailleurs et à partager leurs combats, car il régnait parmi eux une défiance sur l'efficacité des luttes revendicatives. Pour eux, il ne s'agit que d'utiliser les syndicats comme lieux de débat, comme foyers d'éducation grâce auxquels les travailleurs comprendraient que leur émancipation sociale ne pourrait résulter que de la révolution. Les anarchistes considéraient alors qu'ils ne devaient se consacrer qu'aux actions qui menaient *directement* à la révolution, l'action revendicative étant réputée détourner les travailleurs de la révolution.

Cette attitude changea assez rapidement lorsque les anarchistes se sont rendu compte que leur implication dans l'activité syndicale était nécessaire pour qu'ils aient une audience. Je dirais que le syndicalisme était devenu non pas une *stratégie*, mais une *tactique* du mouvement anarchiste. Ensuite, ce n'est que *progressivement* que beaucoup d'anarchistes en sont venus à adopter le syndicalisme comme mode principal d'action.

Ce n'est donc que *progressivement*, qu'une fraction du mouvement anarchiste intégra l'idée (qui avait pourtant été développée par l'AIT et par Bakounine et d'autres) que le syndicat, organe de lutte aujourd'hui, pouvait être le modèle de l'organisation de l'avenir. James Guillaume, qui avait quitté la Suisse et s'était rapproché des syndicalistes révolutionnaires parisiens, joua un rôle déterminant dans cette « redécouverte », grâce à la publication d'articles qui étaient parus dans le *Bulletin* de la Fédération jurassienne.

À lire Toledo, on a l'impression que le rejet de l'activité syndicale était la position de *tout* le mouvement anarchiste brésilien, ce qui n'est pas cohérent parce qu'on n'a jamais vu *tout* le mouvement anarchiste être d'accord sur quoi que ce soit...

On ne peut pas vraiment dire, comme le fait Toledo, que les anarchistes

se soient « rapprochés » de la stratégie du syndicalisme révolutionnaire sous le prétexte de « rationaliser leurs efforts de diffusion de l'idée anarchiste » (p. 52). Une telle formulation laisse entendre une certaine forme de préméditation intéressée de la part de ces anarchistes. C'est oublier que, en France par exemple, la grande majorité des militants anarchistes de la CGT étaient à la pointe des luttes du prolétariat, et que nombre d'entre eux étaient des vétérans de la lutte syndicale, *bien avant la fondation de la CGT*. Le paradoxe entre la réticence de certains anarchistes envers l'action syndicale et la présence ancienne d'anarchistes dans le mouvement syndical n'est qu'apparent. À cette époque les effectifs du mouvement anarchiste étaient relativement importants et diverses perceptions de l'action coexistaient¹. Il faut donc avoir constamment à l'esprit qu'on doit être prudent en parlant du mouvement libertaire comme d'un tout homogène. Il ne faut pas être surpris d'entendre un militant comme Pelloutier appeler les anarchistes à rejoindre la lutte syndicale alors qu'un rapport de police nous confirme que la plupart des anarchistes étaient déjà à la CGT : *ce ne sont pas les mêmes anarchistes*.

Donc, le facteur décisif de la formation du syndicalisme révolutionnaire fut :

- L'intégration des anarchistes dans le mouvement syndical français – à la Fédération des bourses du travail, d'abord (fondée en 1892), puis lors de la fusion de celle-ci avec la CGT (1902).
- Leur implication dans les luttes ouvrières sans arrière-pensée ;
- L'apport d'idées nouvelles.

Le fait que les anarchistes aient pu rapidement occuper les postes de direction à la CGT après la fusion tient à deux choses : la CGT des tout débuts était une organisation peu structurée, encore précaire ; les anarchistes, venant en particulier des bourses du travail, étaient des militants aguerris. Nous ne sommes pas du tout dans l'esprit de Malatesta, qui voulait « faire de la propagande et profiter du mouvement ouvrier au bénéfice de notre cause »². Les anarchistes syndicalistes³ dans la CGT française, c'était *beaucoup plus que ça*.

Toledo est loin de la réalité lorsqu'elle dit que des hommes comme

¹ Cf. René Berthier, « Le syndicalisme, la presse anarchiste et les effectifs anarchistes jusqu'en 1914 »,

<http://monde-nouveau.net/spip.php?article633>

² E. Malatesta, « Ancora tra Guillaume e Malatesta », *Volontà*, 21 mars 1914.

³ C'était, avant la révolution russe, un terme couramment utilisé dans la presse anarchiste (en concurrence avec le terme « syndicalo-anarchiste »), avant que l'expression « anarcho-syndicaliste » ne s'impose.

Pouget, « dont les textes furent continuellement publiés par la presse ouvrière du Brésil »¹, était un exemple de militant (avec Giulio Sorelli) qui, « tout en n'abandonnant pas la doctrine anarchiste comme théorie hors du syndicat, à l'intérieur de celui-ci acceptait les idées du syndicalisme révolutionnaire, et qui adoptait des idées non anarchistes comme celle du syndicat en tant qu'institution-base de la société future »².

On ne peut pas être plus loin de la réalité !

L'anarchiste Pouget avait été l'un des premiers anarchistes syndicalistes, dès 1879, et il n'a jamais cessé d'être l'un et l'autre, sans jamais abandonner l'un pour l'autre. C'est une erreur majeure, sans doute la plus grande erreur de Toledo dans son livre, que de dire que Pouget (ou qui que ce soit) ait adopté l'idée du « syndicat en tant qu'institution-base de la société future » *en dépit* du fait qu'il fût anarchiste. Car cette idée du syndicat comme organe de lutte aujourd'hui et organe de gestion de la société demain est au *fondement* de la doctrine de Bakounine et de l'Internationale anti-autoritaire, elle faisait déjà l'objet de débats dans l'AIT, elle fait en quelque sorte partie du code génétique de Bakounine !

Cette idée peut bien être « non anarchiste » pour Malatesta, mais si on prend Bakounine et l'Internationale anti-autoritaire comme référence, elle est au contraire *au fondement de l'anarchisme*. Donc Pouget n'avait pas *adopté* cette idée en reniant son anarchisme, il avait parfaitement conscience que le syndicalisme révolutionnaire et sa propre vision de l'anarchisme concordaient parfaitement sur ce point. J'ajoute que l'idée de la double fonction de l'AIT est *l'un des principaux fondements du rejet par Marx des thèses anarchistes !!!* De l'anarchisme bakouninien, en tout cas, pas de l'anarchisme malatestien – sans doute inconnu de Marx, d'ailleurs. Encore une fois, lorsqu'on parle d'anarchisme, il faut préciser de quel anarchisme on parle.

Pouget joua comme secrétaire adjoint de la CGT un rôle exceptionnel aux côtés de Victor Griffuelhes, secrétaire d'origine blanquiste. Les deux hommes constituèrent de 1901 à 1908 une « équipe parfaite »³, d'une

¹ « cujos textos foram continuamente publicados pela imprensa operária no Brasil ». Toledo, p. 52.

² « embora não abandonando a doutrina anarquista como teoria fora do sindicato, dentro deste aceita as idéias do sindicalismo revolucionário, e acaba assumindo idéias não-anarquistas como a do sindicato na condição de instituição-base da futura sociedade. » Toledo, pp. 52-53.

³ « En 1902, Griffuelhes est nommé secrétaire général de la CGT, Émile Pouget est son adjoint à la section des fédérations. Grâce à la diversité de leurs dons, ces deux militants vont former une équipe parfaite. » Édouard Dolléans, *Histoire du*

extraordinaire complémentarité. Pouget assumait son rôle de dirigeant ouvrier, de stratège, d'organisateur, d'éminence grise auprès de son secrétaire Griffuelhes, mais ne cessa *jamais* d'être un anarchiste – tout en étant syndicaliste révolutionnaire ¹.

Toledo et la naissance du syndicalisme révolutionnaire

Sur la date d'apparition du syndicalisme révolutionnaire, Edilene Toledo ², qui suit une démarche historique, et non idéologique, a un point de vue tout à fait conventionnel. Selon elle, le syndicalisme révolutionnaire est apparu à São Paulo dans les années 1890 et s'intensifia avec la création de la Fédération ouvrière en 1905. Elle identifie clairement le syndicalisme révolutionnaire à un mouvement international, avec un rythme de propagation extrêmement rapide. Elle souligne que « le mouvement ouvrier de chaque pays a une histoire propre et qu'il suit des chemins qui sont fréquemment le résultat de ses expériences particulières liées au contexte et à la mentalité dominante » ³. Le syndicalisme révolutionnaire, dit encore Toledo, « va se constituer en un projet international à partir de la décennie 1890, par le moyen de la circulation des formes de lutte, des pratiques et des modèles d'organisation » (p. 13).

Elle a raison, mais malheureusement, dans sa tentative de séparer anarchisme et syndicalisme révolutionnaire afin de « réhabiliter » le socialisme, elle occulte le rôle déterminant que les anarchistes ont joué. Ainsi Maurizio Antonioli peut-il écrire :

« Jusqu'alors, en outre, la présence des anarchistes dans les luttes mais aussi aux niveaux organisationnels, avait été déterminante. En Hollande, en Belgique, en Suisse romande, en Bohême, en France (et même en Argentine), le mouvement anarchiste constituait le principal soutien des organisations syndicalistes. Ce n'est pas un hasard si, aux réunions syndicalistes organisées par le Nationaal-Arbeids-Secretariaat hollandais, en même temps que le congrès d'Amsterdam, tous les délégués qui étaient intervenus étaient anarchistes, à l'exception de Fritz Kater, président de la Freie Vereinigung Deutscher

mouvement ouvrier (1871-1936) : tome II. Librairie Armand Collin. p. 81.

¹ Voir : Émile Pouget, *1906 le congrès d'Amiens*, et la présentation de Miguel Chueca. Éditions CNT région parisienne, 2006.

² Edilene Toledo. *Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário : trabalhadores e militantes em São Paulo na Primeira República*. São Paulo : Perseu Abramo, 2004.

³ « É claro que o movimento operário de cada país tem uma história própria e segue caminhos que são frequentemente o resultado de suas experiências peculiares e ligações com o ambiente e a mentalidade dominante. » Toledo, p. 56.

Gewerkschaften (qui n'a rompu avec la social-démocratie qu'en 1908, comme l'écrivait Rucker) ¹ »

Selon Toledo, l'originalité du projet syndicaliste révolutionnaire se trouvait dans la tentative de concilier la lutte pour les avantages immédiats avec une perspective à long terme visant à instaurer la propriété et la gestion collectives des moyens de production. Toledo a raison de dire :

« ... la fonction du syndicat était double : elle consistait en même temps à améliorer la condition ouvrière et à préparer son émancipation future, fusionnant ainsi la lutte politique et la lutte économique, ce qui impliquait le rejet, la marginalisation, l'évacuation du projet du parti politique. De ce point de vue, un parti était avant tout une opinion ou une idéologie. Un syndicat était avant tout une classe ². »

Mais ce qu'écrivait Toledo ne peut en aucun cas être opposé aux positions du courant anti-autoritaire de l'AIT, aux positions de Bakounine et de ses amis qui dès les années 1870, disaient la même chose, alors qu'aucun parti socialiste ne parlait de syndicat préparant l'émancipation future et de fusion de la lutte politique et de la lutte économique. Surtout pas, dirais-je.

La divergence entre Corrêa, qui a écrit une réfutation des thèses de Toledo ³, et cette dernière sur la date de fondation du syndicalisme révolutionnaire résulte de la divergence de leurs approches respectives, et je dois dire que sur ce point je partage plutôt le point de vue de Toledo. Corrêa, Schmidt & van der Walt en tiennent à leur vision du syndicalisme révolutionnaire comme création de l'AIT anti-autoritaire et de Bakounine – un point de vue historiquement faux, même si d'une façon très générale, leur opinion n'est pas entièrement dénuée de fondement.

Corrêa doit pressentir l'erreur de cette thèse puisque pour qualifier la période 1870-1880, il parle de « syndicalisme d'intention révolutionnaire »

¹ Maurizio Antonioli, *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, Editions Noir&Rouge.

² « Portanto, a função do sindicato era dupla : consistia ao mesmo tempo em melhorar a condição operária e preparar sua emancipação futura, fundindo, dessa forma, luta política e econômica, o que implicava a recusa, a marginalização e o esvaziamento do papel do partido político. Desse ponto de vista, um partido era sobretudo uma opinião ou uma ideologia. Um sindicato era sobretudo uma classe. » E. Toledo, *op. cit.*, p. 57.

³ Felipe Corrêa, « Anarquismo e sindicalismo revolucionário », in *Idéologia e estratégia, Anarquismo, movimentos sociais e poder popular*. Faisca Publicações Libertárias, 2011.

(« sindicalismo de intenção revolucionária » [*je souligne*]). À vrai dire, il importe peu de savoir si, oui ou non, le syndicalisme révolutionnaire s'est répandu sur le globe en prenant modèle sur le syndicalisme français. Dans la mesure où j'attribue la fondation du syndicalisme révolutionnaire en France à la conjonction d'un certain nombre de facteurs historiques, il me paraît évident que la reproduction de ces facteurs dans d'autres pays a pu avoir les mêmes effets, avec quelques différences liées au contexte de chaque pays.

Il n'est pas difficile de trouver dans la période 1870-1900 de nombreux exemples de luttes ouvrières radicales auxquelles auront participé des anarchistes, et de leur appliquer le qualificatif de « syndicaliste révolutionnaire ». Une telle attitude reste artificielle parce qu'elle aboutit à dissoudre le concept de « syndicalisme révolutionnaire » dans une quantité de pratiques qui vident celui-ci de son sens et qui enlèvent à tous les exemples auxquels on veut le rattacher leur identité historique.

L'effort de Toledo pour « réhabiliter » la social-démocratie » vise à tenter de dissocier le syndicalisme révolutionnaire de l'anarchisme, tandis que Schmidt & van der Walt (et Felipe Corrêa) font tout pour l'y attacher.

Le travail de dissociation de Toledo consiste soit à déposséder l'anarchisme de certains de ses principes (la lutte des classes ne serait pas un principe anarchiste mais socialiste), soit à associer socialisme et anarchiste sur certaines questions, par exemple lorsqu'elle dit que « le syndicalisme révolutionnaire apparaît à l'intérieur des syndicats, avec la pratique de l'action directe, et ensuite il acquiert la forme d'une doctrine politique, réunissant des idées socialistes et anarchistes ». Il est certain qu'une telle hypothèse ne saurait convenir à Corrêa – ni à Schmidt & van der Walt s'ils ont lu Edilene Toledo. Pourtant son point de vue est proche de la réalité, si on prête attention à ses paroles. Elle dit en gros ceci : le syndicalisme révolutionnaire apparaît dans les syndicats comme pratique, et devient une doctrine politique par l'intermédiaire d'anarchistes et de socialistes, ce qui est vrai, encore une fois, à condition de préciser qu'il s'agit de socialistes *dissidents*.

Toledo a raison de dire que le syndicalisme révolutionnaire ne fait pas son apparition partout de manière uniforme, qu'il « provient dans chaque pays de traditions différentes et rassemble des militants de différentes tendances. En Italie et en Argentine, par exemple, le syndicalisme révolutionnaire est né comme dissidence du parti socialiste »¹. Le cas de l'Argentine est très complexe car si on veut être précis, ce qu'on y appelait « syndicalisme révolutionnaire » était une production d'intellectuels

¹ « ...em cada país surge de tradições diferentes e reúne militantes de tendências distintas. Na Itália e na Argentina, por exemplo, o sindicalismo revolucionário nasce como dissidência do partido socialista. »

socialistes soréliens, et c'était une arme de guerre contre les anarchistes de la FORA.

Toledo a cependant raison de dire qu'en France (et je suppose au Brésil) « il apparaît en tant que pratique syndicale impliquant des militants de différentes tendances politiques »¹. Et je partage la conclusion de son propos : « bien qu'il y ait une certaine ressemblance avec les propositions anarchistes, le syndicalisme révolutionnaire n'est pas synonyme d'anarchisme, ni ne peut se réduire à lui »². Je pense que, en dehors de Schmidt et van der Walt et quelques autres, tout le monde sera d'accord avec elle.

Tout cela est assez conforme à la réalité, à *condition de préciser* de quels anarchistes, et de quels socialistes il s'agit. En France le socialiste Hubert Lagardelle a été un moment un « compagnon de route » du syndicalisme révolutionnaire, mais certainement pas Jean Jaurès. Et encore moins Jules Guesde, qui voulait subordonner les syndicats au parti – un précurseur de Lénine, en somme. Ceux des socialistes (une très petite minorité, précisons-le, en comparaison avec les anarchistes) qui ont fait un bout de chemin avec le syndicalisme révolutionnaire étaient inévitablement des *dissidents* du mouvement socialiste de leur temps parce que le syndicalisme révolutionnaire, sous l'influence des anarchistes, développait des thèmes *totalément étrangers* à l'« orthodoxie » socialiste : action directe, antiparlementarisme, anti-étatisme, grève générale, etc.

Le syndicalisme révolutionnaire est pour Toledo un effort de construction d'une identité ouvrière, de classe, capable de surmonter les autres identités

« ...c'est un phénomène international, une pratique syndicale qui se constitue comme courant politique autonome; c'est un mouvement de défense du syndicat comme unique organe capable et suffisant pour garantir les conquêtes présentes et futures des travailleurs; qui défend la lutte des classes, l'action directe des travailleurs, l'autonomie ouvrière associée à l'autonomie syndicale et la neutralité politique du syndicat, en d'autres termes la non-association de ce dernier à quelque courant

¹ « ele surge como pratica sindical, envolvendo militantes de diferentes tencências politicas ».

² « embora haja semelhança com algumas das propostas anarquistas, o sindicalismo revolucionario nao é sinonimo de anarquismo nem pode ser reduzido a ele ».

politique que ce soit, ce qui garantit son autonomie et le dépassement des divisions entre les travailleurs ¹. »

On perçoit cependant une réserve de sa part lorsqu'elle dit que c'est un mouvement de défense du syndicat comme « unique organe capable et suffisant pour garantir les *conquêtes présentes et futures* des travailleurs ». Cette formulation limite explicitement le syndicat à son rôle de défense des intérêts immédiats des travailleurs, aujourd'hui et demain. Elle est très en retrait de la Charte d'Amiens, qui dit : « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. » Il est vrai qu'une organisation syndicale qui entend prendre en charge la réorganisation sociale de l'avenir cadre mal avec le projet social-démocrate que Toledo semble vouloir réhabiliter. En fait, dans sa définition du syndicalisme révolutionnaire, *il manque l'essentiel de ce qui définit le syndicalisme révolutionnaire !*

Les intellectuels socialistes et le syndicalisme révolutionnaire : Georges Sorel, Hubert Lagardelle et Édouard Berth

Comme beaucoup de commentateurs universitaires du syndicalisme révolutionnaire, Toledo fait la part un peu trop belle au rôle joué par Georges Sorel. L'attrait du syndicalisme révolutionnaire dans les milieux intellectuels de l'époque était le résultat de la déception envers le socialisme réformiste de Jaurès. Le syndicalisme fut un temps à la mode dans les milieux socialistes français, qu'on qualifierait aujourd'hui d'intellectuels de gauche, au début des années 1900.

Sorel fut un de ces intellectuels éclectiques picorant à droite et à gauche selon la mode du jour. Il fut une étoile filante dans le syndicalisme révolutionnaire. Socialiste et marxiste en 1893, il prend le parti d'Eduard Bernstein contre Kautsky. Attiré par le syndicalisme révolutionnaire en 1905, il publie ses *Réflexions sur la violence* en 1908 mais, déçu par la CGT, il se rapproche du nationalisme intégral, puis de l'Action française (monarchiste), qu'il rejette ensuite ; il devient l'inspirateur du « Cercle Proudhon », un groupe de réflexion issu du mouvement nationaliste et monarchiste dont on ne comprend pas très bien la référence à Proudhon, qu'il quitte assez rapidement. En 1911 il cofonde une revue nationaliste et antisémite qu'il quitte en 1913. En 1917 il n'a pas de mots assez louangeurs pour Lénine. Nul doute que l'époque dans laquelle Sorel vivait était bouillonnante d'événements et de courants d'idées plus passionnantes les uns que les autres, et qu'on ne doit pas le juger à partir du recul que nous avons aujourd'hui, mais le moins qu'on puisse dire est qu'il manquait quelque peu de constance et que son statut de « théoricien » du syndicalisme révolutionnaire est nettement surévalué.

¹ Toledo, *op. cit.* p. 13.

Depuis 1896, le social-démocrate allemand Édouard Bernstein prônait une « révision » du marxisme, un dépassement des aspects révolutionnaires du marxisme et se prononçait en faveur d'une approche progressive de la transformation sociale. Le « révisionnisme » initié par Bernstein voulait que le parti socialiste abandonne sa phraséologie « révolutionnaire », qu'il adopte la « vérité des prix » et qu'il se reconnaisse comme réformiste. Ce débat, qui s'était étendu à tous les mouvements socialistes européens, s'accompagnait de l'idée d'une révision nécessaire du marxisme et des principes théoriques sur lesquels il se fondait. On considère alors que le marxisme est réfuté par l'évolution de l'économie capitaliste et par l'activité pratique du mouvement ouvrier, qui a fait la démonstration de sa capacité à obtenir des réformes. Cette tentative de révision du marxisme va échouer parce que les dirigeants social-démocrates vont fermement s'accrocher au discours révolutionnaire (lutte des classes, révolution, dictature du prolétariat, etc.), quitte à pratiquer le réformisme le plus basique. C'est ainsi que le congrès de Dresde, en 1903, récusait catégoriquement les thèses révisionnistes et réaffirma les thèses révolutionnaires du marxisme.

Cette réaffirmation de la vocation révolutionnaire du socialisme fut prise au sérieux par certains socialistes de gauche et renforça temporairement les positions des socialistes français les plus radicaux. La décision du congrès de Dresde avait mis les socialistes modérés, comme Jaurès, dans l'embarras (temporairement il est vrai). Ce congrès allait avoir une grande influence chez des militants socialistes radicaux français tels que Hubert Lagardelle, Édouard Berth et Charles Guieysse : ne percevant pas le hiatus entre le discours et la pratique de leurs camarades allemands, ils pensaient assister à une renaissance du « socialisme révolutionnaire » auquel ils aspiraient. Il était naturel, par conséquent, que ces militants portent le regard sur la CGT.

L'adoption, peu après, du principe de la grève générale au congrès de la CGT tenu à Bourges, en 1904 – lors duquel apparaît encore la mention au « syndicalisme révolutionnaire » – conforta les socialistes dissidents opposés au réformisme. La revue *Le Mouvement socialiste* adhéra à la stratégie de grève générale adoptée à Bourges – une stratégie qui, rappelons-le, avait déjà été adoptée dès 1893, avant même la fondation de la CGT, par un congrès convoqué par les Bourses du Travail¹. Les

¹ Voir : « 1893 : Débat sur la grève générale au congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article284>

rédacteurs du *Mouvement socialiste* avaient le sentiment que le congrès de Bourges renouait avec ce qu'ils considéraient comme le socialisme des origines. Ils ne s'interrogèrent pas sur le fait que les partis socialistes ne parlaient jamais de grève générale, et que le parti socialiste allemand la refusait catégoriquement.

En matière d'action politique et sociale, les intellectuels n'inventent en général pas grand-chose ; en revanche ils peuvent être très sensibles à « l'air du temps » et ils perçoivent très bien les tendances qui se font jour dans les mouvements sociaux, et lorsqu'ils s'y intéressent d'un peu près, ils s'en font les interprètes. Cela ne retire rien à la sincérité de leurs engagements, fussent-ils éphémères, ni à la valeur des réflexions qu'ils fournissent. Un mouvement social attirera peu d'attention s'il reste confiné dans des limites confidentielles. En revanche, s'il prend une réelle ampleur, les philosophes et chercheurs en tout genre y verront un intéressant sujet d'étude, quitte même éventuellement à adhérer plus ou moins temporairement aux thèses, implicites ou non, contenues dans ce phénomène.

Ce propos vaut d'ailleurs pour Bakounine, qui fut incontestablement un des plus grands théoriciens du mouvement social de l'Europe de la seconde moitié du XIX^e siècle, mais dont l'œuvre théorique n'est fondée que sur l'observation attentive qu'il en fit. Mais à la différence de beaucoup d'autres, il s'impliqua passionnément dans le mouvement ouvrier de son temps, dont il fut un acteur incontestable.

Aucun auteur, pas plus Bakounine qu'un autre, n'a « inventé » le syndicalisme révolutionnaire. En revanche, lorsque au sein du mouvement ouvrier, ce courant apparut, il ne manqua pas d'auteurs pour l'observer et le théoriser. Georges Sorel est sans doute l'exemple le plus significatif, mais pas le seul et de loin.

On peut accorder à Sorel le statut de « théoricien » du syndicalisme révolutionnaire, mais seulement dans la mesure où il se place comme auteur ayant réfléchi sur ce phénomène historique, en aucun cas en tant qu'auteur ayant développé une théorie dans le cadre d'une activité militante pratique. C'est la grande différence avec Bakounine, qui fut certes un théoricien, mais aussi un militant totalement engagé dans le mouvement ouvrier de son temps. Sorel eut beau être en relations avec des dirigeants syndicalistes révolutionnaires en vue de son temps, il était ignoré de la masse des militants, ce qui n'était pas le cas de Bakounine.

Le concept même de « syndicalisme révolutionnaire » n'est pas une invention de l'anarchisme, un produit de l'anarchisme, malgré ce qu'affirment certains auteurs qui tentent à tout prix de « s'approprier » ce mouvement en le présentant comme implicitement « anarchiste » et en le désignant comme une « stratégie » de l'anarchisme. On voit mal l'intérêt

d'une telle appropriation, sinon pour amplifier les « mérites » présumés de l'anarchisme et pour cataloguer dans la rubrique « Anarchisme » des personnes et des mouvements qui n'en sont pas. Une telle attitude est inutile dans la mesure où ces deux courants ne sont pas antagoniques (en principe) ¹, dans la mesure également où de nombreux anarchistes ont contribué à la formation du syndicalisme révolutionnaire.

Le concept de syndicalisme révolutionnaire, apparu tout d'abord très timidement dans les congrès de la CGT, a été repris dans des revues socialistes françaises – donc « marxistes » – sous la plume de théoriciens tels que Hubert Lagardelle Édouard Berth, Carles Guieysse, dont aucun n'était anarchiste.

Édouard Berth (1875-1939) est un penseur socialiste français et le plus fidèle disciple de Georges Sorel. Il est défini comme un théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Il est partisan d'un socialisme anti-étatique et de l'autonomie de la classe ouvrière. Selon lui, le syndicat constitue la cellule de base de la future société prolétarienne. Il collabore régulièrement au *Mouvement socialiste* à partir de 1899, soutient les réformes de Millerand jusqu'en 1902 puis évolue vers le syndicalisme révolutionnaire sans abandonner son penchant au mysticisme hérité de Sorel et de Charles Péguy. Édouard Berth traduisit de nombreux ouvrages de socialistes allemands, notamment Marx et Kautsky. Il rompt avec la revue *Le Mouvement socialiste* en 1909 et se rapproche du mouvement monarchiste : il fonde avec Georges Valois les *Cahiers du Cercle Proudhon* en 1911, d'orientation monarchiste.

Le syndicalisme révolutionnaire qui, en tant que pratique, fut une production naturelle de la classe ouvrière française, a préexisté au syndicalisme révolutionnaire tel qu'il fut théorisé. Les *théoriciens* du syndicalisme révolutionnaire n'en sont que les observateurs extérieurs, n'étant pas issus du mouvement ouvrier lui-même.

Comme Lagardelle et Guieysse, Édouard Berth est donc considéré comme un théoricien du syndicalisme révolutionnaire ; tous trois étaient des intellectuels de formation socialiste (c'est-à-dire marxiste) dont le statut socioprofessionnel les situait, d'un point de vue personnel, à cent lieues de la moindre activité syndicale. Ces théoriciens, qui n'ont pas « inventé » le syndicalisme révolutionnaire, sont extérieurs au processus de constitution d'un mouvement qui prendra le nom de syndicalisme

¹ Même si certains anarchistes ont pu percevoir le syndicalisme révolutionnaire comme un « concurrent » de l'anarchisme.

révolutionnaire. C'est donc avec raison que Gaëtan Pirou distingue les « théoriciens » et « la doctrine des militants ». Il avait parfaitement raison lorsqu'il écrivait en 1925 : « Si l'on veut présenter avec leur physionomie exacte les doctrines du syndicalisme français d'avant-guerre, il est nécessaire d'examiner séparément les idées des militants et celles des théoriciens ¹. »

Selon lui, « les militants du syndicalisme révolutionnaire – un Griffuelhes qui, pendant plusieurs années, remplit les fonctions de Secrétaire général de la CGT, un Merrheim, Secrétaire de la Fédération des métaux, un E. Pataud, un E. Pouget, un G. Yvetot – ont de la société future une vision qui est plus proche de l'anarchisme que du collectivisme ». « Collectivisme » signifiant alors « socialisme étatique ». Mais Griffuelhes et Merrheim n'étaient pas anarchistes.

Si l'attrait du syndicalisme révolutionnaire dans les milieux intellectuels de l'époque en France fut le résultat de la déception envers le socialisme de Jaurès, le principe de réalité devait vite frapper ces intellectuels bourgeois : la grève d'Armentières de 1903 révéla les lignes de fracture. En octobre 1903 les ouvriers du textile de la vallée de la Lys, dans le Nord de la France, se mirent en grève pour réclamer une harmonisation et une augmentation des salaires. Les patrons restèrent intraitables. Les municipalités socialistes d'Armentières et de Houppelines soutinrent la grève. Jean Jaurès prononça un discours remarqué. La grève dura 46 jours, elle fut très dure, la ville fut déclarée en état de siège et le mouvement fut sauvagement réprimé par l'armée. Aux cris de « Vive la révolution ! Le tarif ou la mort ! », une manifestation de 6 000 tisseurs grévistes envahirent les magasins d'Armentières, jetant à la rue les articles textiles qu'ils avaient fabriqués.

Cette grève divisa les rédacteurs du *Mouvement socialiste* : Guieysse estimait qu'un droit nouveau devait s'imposer contre la légalité existante ; Daniel Halévy pensait que les méthodes de la CGT nuisaient à la classe ouvrière – sans doute s'estimait-il compétent pour en juger – et quitta peu après la revue, qui s'était positionnée en faveur de la grève générale.

En Italie

Toledo a parfaitement raison de souligner que le syndicalisme révolutionnaire fut un mouvement international. En Italie, la formation de ce mouvement ne suivit pas le même chemin qu'en France. Le parti

¹ Gaëtan Pirou, *Les doctrines économiques en France depuis 1870*, Librairie Armand Colin, 1925. Édition électronique « Les classiques des sciences sociales » Site web:

http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

socialiste, fondé en 1892, avait toujours été unifié et exerçait une réelle influence sur le mouvement ouvrier. La confédération des syndicats ne fut créée qu'en 1906. Le parti socialiste était donc une référence incontournable dans l'unification des exploités et dans leur identification sociale. C'est donc au sein du mouvement socialiste que le syndicalisme révolutionnaire est apparu. Par ailleurs, les syndicalistes italiens furent tentés par une expérience de type britannique et, contre le syndicalisme révolutionnaire français, envisagèrent l'utilisation du parlement par les organisations ouvrières.

Il est donc compréhensible que des historiens puissent considérer qu'en Italie l'« idéologie » syndicaliste révolutionnaire se rapprochait plus du socialisme que de l'anarchisme, comme le dit Toledo¹, mais le propos me paraît un peu catégorique, et il serait peut-être bon de creuser un peu plus la question. En effet, il faut préciser ce qu'on entendait par « marxisme » en Italie en 1907. En France comme en Italie, cette doctrine ne commença à se diffuser qu'entre 1893 et 1900, et encore de manière fragmentaire et imprécise. Jules Guesde était considéré comme le dépositaire de la pensée de Marx qui lui avait été transmise par Lafargue. Or Marx était épouvanté de la manière dont Lafargue avait compris son œuvre : c'est après avoir lu un ouvrage de Lafargue qui résumait de manière caricaturale sa pensée économique, que Marx déclara : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste. » Il voulait simplement dire : si c'est ça le marxisme, je ne suis pas marxiste. L'interprétation qui est habituellement donnée de cette vise à montrer un Marx opposé à tout dogmatisme et refusant de faire de sa pensée un système. Ce n'est pas du tout ça. Marx avait parfaitement conscience de ce que valait sa pensée, et il voulait simplement dire : « Lafargue est idiot, il n'a rien compris à ma pensée, ce n'est pas ça le marxisme. » Quant à Jules Guesde, qui croyait pouvoir se dire marxiste sans avoir lu Marx, il instrumentalisait sa connaissance confuse de la doctrine pour ses besoins de politicien. En réalité, le marxisme ne commença réellement à se diffuser qu'après la Révolution russe, « surdéterminé », pourrait-on dire, par l'interprétation léninienne de la doctrine.

En Italie, au moment de la scission des syndicalistes, le marxisme n'est pas mieux loti. Pour bien saisir le problème dans son contexte, il faut savoir que l'introduction du marxisme en Italie se limita tout d'abord à un marxisme théorique, propagé par des bourgeois – surtout des professeurs

¹ “vários historiadores italianos consideram que a ideologia sindicalista revolucionária aproximava-se mais do marxismo que do anarquismo” Toledo, p. 61.

d'université, comme Labriola. Politiquement, le marxisme ne faisait guère de progrès en comparaison avec l'anarchisme. Sur le plan théorique, il restait le monopole d'imposteurs dont les déformations égalaient celles de leurs homologues français. Achille Loria, qu'Engels traitait de charlatan, cohabitait bien avec Jules Guesde.

Cela explique que le syndicalisme ait pu être considéré par les socialistes comme un réveil de l'anarchisme : en effet, accusant le parti de rompre avec sa politique de classe dans un but électoraliste, les syndicalistes au sein du parti se retrouvèrent dans une situation de plus en plus difficile. Au congrès de Rome en 1906 une tendance vigoureusement antisindicaliste accéda à la direction du parti, ce qui poussa les syndicalistes à quitter celui-ci en juillet 1907 lors d'un congrès tenu à Ferrare.

Dire par conséquent, avec Toledo, que l'idéologie syndicaliste révolutionnaire « se rapproche plus du marxisme que de l'anarchisme » n'a pas de fondement. Le syndicalisme révolutionnaire italien est issu d'une scission syndicaliste au sein du parti socialiste, c'est donc une réaction *contre* le socialisme. Mais d'une certaine manière on peut dire presque la même chose pour la France, où le syndicalisme révolutionnaire fut pour une part une réaction contre les divisions du mouvement socialiste.

L'indignation de Corrêa devant la suggestion de Toledo concernant la « non-influence de l'anarchisme sur le syndicalisme révolutionnaire »¹ est légitime : l'affirmation de Toledo est une erreur manifeste. Mais d'une certaine façon il a tort d'avoir raison dans la mesure où son indignation est motivée par l'assimilation mécanique qu'il fait entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire. Il en découle que suggérer que le syndicalisme révolutionnaire ait pu avoir une autre source que l'anarchisme devient pour lui une remise en cause de l'anarchisme.

Si l'anarchisme a joué un rôle considérable dans la formation du syndicalisme révolutionnaire, il reste que celui-ci est une production spontanée de la classe ouvrière, il est apparu à chaque fois que les conditions l'ont rendu possible et nécessaire. Le fait que l'anarchisme a été lié d'une façon ou d'une autre au syndicalisme révolutionnaire tient à ce que les thématiques anarchistes correspondaient, à un moment donné, à celles qui étaient développées *par la classe ouvrière*, mais il fallait pour cela que le mouvement anarchiste produise des hommes et des idées qui répondaient aux aspirations des prolétaires. Si dans le mouvement anarchiste français il n'y avait eu que des André Lorulot et des Ernest Armand, et pas de Fernand Pelloutier ni d'Émile Pouget, le syndicalisme révolutionnaire se serait développé quand même, mais *il n'aurait eu*

¹ « nãoinfluência do anarquismo no sindicalismo revolucionário ».

aucune relation avec l'anarchisme. Ce qui soulève une question de méthode : on ne peut jamais parler de l'anarchisme sans préciser de quel anarchisme on parle. Car lorsqu'on dit par exemple que le mouvement anarchiste a joué un rôle important dans la formation du syndicalisme révolutionnaire, on émet une approximation dans la mesure où à la même époque il y avait des anarchistes opposés à toute stratégie syndicale, voire opposés à toute forme d'organisation.

Dans le cas de l'Italie, on ne peut pas nier le fait historique que le syndicalisme révolutionnaire se soit développé à partir d'une dissidence du mouvement socialiste, mais il se développa sous l'impulsion de *militants syndicalistes*. D'une certaine manière ce fut le cas en France aussi : le syndicalisme révolutionnaire se développa sous l'impulsion d'anarchistes qui voulaient soustraire le syndicalisme à l'influence socialiste. Que le syndicalisme révolutionnaire italien ait été fondé par une dissidence du parti socialiste est une vérité historique, mais c'est parfaitement circonstanciel : il reste une production de la classe ouvrière.

Il n'y a pas grand-chose à gagner à persister à identifier de manière dogmatique l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire, à mettre un signe égal inamovible entre ces deux mouvements dont les rapports contradictoires contribuent à leur donner vie.

Classes et lutte des classes

C'est à juste titre que Toledo insiste sur l'importance de la notion d'autonomie à laquelle le mouvement syndicaliste révolutionnaire était attaché, et c'est à juste titre qu'elle fait remonter cette notion à Proudhon, qui avait insisté très fortement sur la nécessité pour la classe ouvrière de se séparer radicalement de la bourgeoisie et par conséquent de définir elle-même, de manière autonome, sa propre « idée » et ses propres pratiques. Mais il subsiste quand même un doute sur la connaissance que Toledo peut réellement avoir du mouvement anarchiste. Elle semble considérer que certains thèmes du syndicalisme révolutionnaire viennent du socialisme parce que selon elle, ils ne se trouveraient pas dans la doctrine anarchiste.

C'est le cas de la lutte des classes :

« ...dans la théorie syndicaliste révolutionnaire convergent des idées socialistes comme la lutte des classes, que les anarchistes récusent en tant que base de leur doctrine, et des idées anarchistes, comme la destruction de l'État ¹... »

¹ « para a teoria sindicalista revolucionária convergiam idéias socialistas como a

Elle écrit encore que « le concept de lutte de classes présent dans le syndicalisme révolutionnaire est, sans doute, inspiré de l'idée marxiste de lutte de classes »¹. On comprend la légitime indignation de Felipe Corrêa et du lecteur anarchiste devant de tels propos.

Toledo a beau se cantonner au mouvement anarchiste de São Paulo dans la période qu'elle étudie, on a du mal à imaginer qu'elle connaisse si peu le mouvement anarchiste ! On pourrait concevoir qu'elle évoque une *fraction* du mouvement anarchiste, celle qui récuse la lutte des classes (les individualistes en particulier), mais attribuer une telle position à l'*ensemble* du mouvement anarchiste de l'époque est proprement incroyable. Par ailleurs ignorer les innombrables passages des auteurs anarchistes « classiques » évoquant la confrontation entre Capital et Travail est peu crédible de la part d'une historienne, sauf à imaginer qu'elle tienne absolument à diviser artificiellement le travail, l'anarchisme se cantonnant à la lutte contre l'État, laissant la lutte des classes au socialisme. Malheureusement cette division du travail ne correspond pas à la réalité. Toledo ignore ou feint d'ignorer les analyses extrêmement pertinentes de Proudhon, suivi par Bakounine, sur la dialectique liant l'État et les classes dominantes, l'État n'étant qu'une forme dérivée des structures économiques qui reproduit, au niveau politique, les hiérarchies et les contradictions constituées au sein de la société économique, garantissant la pérennité d'une société d'exploitation. Tout cela est extrêmement banal.

C'est à croire que Toledo n'a jamais lu Bakounine ni Proudhon. Voici une citation de Bakounine, parmi de nombreuses autres :

« L'antagonisme qui existe entre le monde ouvrier et le monde bourgeois prend un caractère de plus en plus prononcé. Tout homme qui pense sérieusement et dont les sentiments et l'imagination ne sont point altérés par l'influence souvent inconsciente de sophismes intéressés doit comprendre aujourd'hui qu'aucune réconciliation entre eux n'est possible². »

Difficile d'être plus clair. Et une citation de Proudhon, parmi beaucoup d'autres, encore :

« La lutte des classes entre elles, l'antagonisme de leurs intérêts, la manière dont ces intérêts se coalisent, déterminent le régime politique,

luta de classes, que os anarquistas recusavam como base de sua doutrina, e idéas anarquistas, como a destruição do Estado... » Toledo, *op. cit.*, p. 59.

¹ « o conceito de luta de classes presente no sindicalismo revolucionário è, sem dúvida, inspirado na idéia marxista de luta de classes » (p.66).

² Bakounine, « La politique de l'internationale », http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/politique_de_l_internationale.pdf.

conséquent le choix du gouvernement, ses innombrables variétés et ses variations plus innombrables encore ¹. »

Et on pourrait multiplier ce genre de citations. Dire que l'anarchisme ne reconnaît pas la lutte des classes est une grave erreur. Si certains penseurs se disant anarchistes, postérieurement aux deux fondateurs de l'anarchisme, ont pu récuser le principe de la lutte des classes, c'est qu'ils ont gravement dévié d'un des postulats fondamentaux de la doctrine. Or Toledo ne prend pas la peine de préciser que le discours des anarchistes qu'elle étudie ne représente pas le point de vue habituellement admis dans le mouvement. Mais, fait qui me semble encore plus grave, elle semble ne pas avoir trouvé, dans les milieux anarchistes de São Paulo, de militants qui considéraient comme acquis le principe de lutte des classes, ce qui me paraît extrêmement curieux. Pour elle, c'est définitif, les socialistes et les syndicalistes révolutionnaires croient à la lutte des classes, les anarchistes non !

Les travaux d'Alexandre Samis, par exemple, contredisent à l'évidence la thèse de Toledo ². À cette époque, en France comme au Brésil sans doute, une partie du mouvement anarchiste, celui qui était influencé par l'individualisme, ne reconnaissait certes pas le principe de la lutte des classes : mais un travail faisant état de cette récusation aurait dû préciser qu'il ne concernait pas l'ensemble du mouvement. Toledo a beau décrire le mouvement anarchiste *de son temps*, et celui-ci a beau être influencé par des conceptions éducationnistes, individualistes, etc., il est tout de même faux de dire que *tous* les anarchistes de l'époque aient récusé le principe de la lutte des classes. C'est d'autant plus incohérent que Toledo dit elle-même que les anarchistes étaient nombreux à participer à l'activité

¹ Proudhon, *Du principe fédératif*, Librairie internationale, 1868, p. 31. (Version digitalisée : https://fr.wikisource.org/wiki/Proudhon_-_Du_Principe_f%C3%A9d%C3%A9ratif/Texte_complet)

² Les œuvres ci dessous d'Alexandre Samis suffiraient à elles à elles seules à constituer un commentaire critique à la fois de Schmidt-van der Walt et de Toledo.

Voir :

- « A luta operária e o anarquismo nos anos de 1920 e 1930. »
 - « Do sindicalismo revolucionário ao colaboracionismo cooperativismo. »
 - *Clevelândia : anarquismo, sindicalismo e repressão política no Brasil*. São Paulo/Rio de Janeiro; Imaginário/Achiamé, 2002.
 - « Anarquismo, “bolchevismo” e a crise do sindicalismo revolucionário. »
 - « Sindicalismo e anarquismo no Brasil. 1903-1934. »
- <https://ithanarquista.wordpress.com/2013/01/14/alexandre-samis-sindicalismo-e-anarquismo-no-brasil-1903-1934/>

syndicale : est-ce à dire qu'ils ne découvraient la lutte des classes que dans le syndicat *et grâce aux socialistes* ? Ce n'est pas cohérent. Fernand Pelloutier, Émile Pouget, Amédée Dunois et tous leurs camarades auraient bien ri en apprenant cela.

Une partie du mouvement anarchiste français également ne reconnaissait pas l'existence de classes sociales, donc pas de « lutte des classes ». Pour les individualistes, dont les idées sont *largement diffusées* autour de 1900, il n'y a pas de classes, seuls existent les individus. Voici ce qu'écrivait André Lorulot en 1905 : «...Pour nous, il n'existe pas de classes, nous ne reconnaissons que des individus »¹. Cette idée se retrouva dans les « Principes de base » de la Fédération anarchiste française qui considéraient, tels qu'ils furent rédigés après la guerre, que l'anarchisme n'était pas un positionnement de classe mais de l'esprit. Cette clause a été modifiée dans les années 70, mais cela faisait très longtemps qu'elle était tombée en désuétude. De telles positions sont loin d'être anecdotiques autour de 1900, mais elles ne représentent pas le mouvement anarchiste dans son ensemble ; en France et, j'en suis certain, au Brésil, *il restait quand même quelque chose de la mémoire de l'AIT et de Bakounine*.

Toledo ajoute encore à la confusion en disant que les syndicalistes révolutionnaires entendent remplacer l'État par l'organisation syndicale tandis que « les anarchistes veulent détruire toutes les institutions de la société bourgeoise, parmi lesquelles se trouve aussi le syndicat »². Là encore, c'est une simplification outrancière. Certes, tous les anarchistes ne pensent pas que l'organisation syndicale pourra se substituer à l'État, mais ils pensent surtout que la liquidation des institutions bourgeoises doit s'accompagner de la création d'autres institutions pour les remplacer, syndicats ou non, fondées sur une organisation fédéraliste de la société.

Et la citation que Toledo fait de Labriola, élevé au rang de « théoricien du syndicalisme révolutionnaire », est totalement mal venue : Labriola nous dit que l'antiétatisme syndicaliste est différent de l'antiétatisme anarchiste dans la mesure où « le premier tend à transférer l'autorité de l'État vers le syndicat », tandis que le second tend à la détruire de fait. Le premier est « organisateur et disciplinateur », le second est « contre toute règle préétablie d'autorité, même consensuelle ». C'est là une manière très caricaturale de décrire l'anarchisme : en cherchant bien, on trouvera peut-être des anarchistes pour penser cela, mais ce point de vue ne représente pas la majorité du mouvement, et de loin. Je dirais que dans la citation de Labriola, le terme « autorité » est incongru. Il ne s'agit pas de « transférer

¹ André Lorulot, « Syndicalisme et organisation », *L'Anarchie*, n° 27, 12 octobre 1905.

² « ...os anarquistas queriam destruir todas as instituições da sociedade burguesa, entre as quais inclusam também o sindicato. » Toledo, p. 59.

l'autorité de l'État vers le syndicat », il s'agit plutôt que l'organisation de classe des travailleurs s'approprie les compétences jusque-là dévolues à l'État.

Précisons que dans le même texte de Labriola cité par Toledo – *passages que cette dernière ne mentionne pas* –, le socialiste italien nous définit le syndicalisme comme un « libéralisme de classe » et le présente comme l'héritier de la société capitaliste ; l'opposition à cette dernière ne se trace pas dans le « principe économique » mais dans le « principe d'organisation sociale, c'est-à-dire hiérarchique »¹. Dans un autre texte, *Spiegazzioni a me stesso*, Labriola explique qu'il s'est formé à l'école d'un « syndicalisme naissant » qu'il appelle « syndicalisme économique » compris « dans le double sens de l'organisation ouvrière et de l'organisation capitaliste »...

Je ne suis pas du tout certain que les militants syndicalistes révolutionnaires et anarchistes de cette époque – qu'ils soient brésiliens ou français – auraient apprécié ce langage, qui me paraît très confus, et particulièrement caractéristique d'un intellectuel qui ne comprend pas grand-chose au syndicalisme. Labriola n'est pas la référence vers laquelle je me tournerais pour parler du syndicalisme révolutionnaire...

À l'examen, les débats extrêmement virulents entre partisans de l'activité syndicale et opposants étaient, au Brésil comme en France, les mêmes. Ces débats pourraient légitimer la thèse selon laquelle la lutte des classes était assumée par les syndicalistes révolutionnaires mais pas par les anarchistes, comme semble le penser Toledo, mais c'est là une vision superficielle des choses car il y avait des anarchistes qui n'étaient pas syndicalistes révolutionnaires mais qui ne niaient pas la lutte des classes, de la même manière qu'il y avait des anarchistes syndicalistes, mais pas syndicalistes révolutionnaires...

« De fait, une partie considérable des anarchistes au Brésil se déclaraient ouvertement hostiles au syndicalisme, car l'idée anarchiste était de sauver toute l'humanité, et pas seulement les ouvriers, comme on peut l'observer dans cet article du journal libertaire *La Barricata* de São Paulo, écrit en italien : "Le syndicalisme n'a rien de commun avec l'anarchisme, ou mieux; le caractère effectif de l'action du syndicalisme est la négation de l'anarchisme"² »

¹ A. Labriola, « Sindacalismo e Riformismo » (1905) cité dans Melis, *Sindacalisti italiani*, pp. 57-58.

² « de fato, parte consideravel dos anarquistas no Brasil se manteve abertamente hostile ao sindicalismo, pois a idéia anarquista era salvar toda a humanidade, et não

Voilà qui ne colle pas avec le schéma développé dans *Black Flame* mais qui ressemble étrangement à ce que disait *une partie* du mouvement anarchiste français de la même époque. Le problème est que Toledo insiste systématiquement sur les exemples qui *dissocient* l'anarchisme du mouvement ouvrier, au détriment des exemples qui montrent l'implication des anarchistes (pas les mêmes, bien entendu) dans le mouvement ouvrier. *La Barricata* était le centre de gravité de l'antisindicalisme anarchiste, mais cette publication était loin de représenter la majorité du mouvement anarchiste brésilien.

La suite de l'article de *La Barricata*, datant du 16 mars 1913, poursuit en disant que ce n'est pas parce que le syndicalisme se déclare en faveur de l'action directe et des méthodes violentes qu'il conçoit la révolution dans le sens anarchiste – une manière de dissocier anarchisme et syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est donc pas seulement Toledo qui adopte le parti-pris de la dissociation, c'était, semble-t-il, une attitude adoptée également par certains anarchistes brésiliens – et, je tiens à le préciser, français également.

Le « parti syndicaliste », dit encore l'article de *La Barricata* (un journal anarchiste, je le rappelle), est une vaste tromperie dans laquelle furent réunis les principes fondamentaux du socialisme et de l'anarchisme pour enrôler les éléments prolétariens et les lancer « à la glorieuse conquête de l'augmentation sacrée de 2 centimes par jour de travail »¹. L'auteur de l'article en appelle même à George Sorel selon lequel la domination du syndicat remplacera celle de la bourgeoisie. Il est certain qu'on ne trouvera jamais une telle affirmation chez un syndicaliste révolutionnaire... mais on constate le même discours dans le mouvement anarchiste français qui, après avoir rejeté le syndicalisme parce qu'il était impuissant, finira par le rejeter parce qu'il était devenu, avec la CGT, trop puissant !

Après avoir affirmé dans un premier temps que le syndicalisme révolutionnaire est la forme spécifique par laquelle l'anarchisme se manifeste dans la classe ouvrière, les anarchistes français évolueront d'une manière qui va les conduire à se confronter au syndicalisme révolutionnaire, qui se trouve dans ce que Maurizio Antonioli appelle une « logique d'absorption », assumant à la fois la fonction d'organisation de masse et d'organisation spécifique. Les anarchistes, et en particulier Malatesta, vont reprocher au syndicalisme révolutionnaire de ne laisser aucune place à l'organisation fondée sur un « idéal », c'est-à-dire à

somente os operários, como se pode observar nesse artigo do jornal libertário *La Barricata*, de São Paulo, escrito em italiano : “O sindicalismo nada tem de comum com o anarquismo, ou melhor tem demais; o caracter efetivo de ação do sindicalismo é a negação do anarquismo”. » Toledo, p. 60.

¹ Toledo, p. 60.

l'organisation politique. Pendant en gros les quinze ans qui précèdent la Grande Guerre, les anarchistes – ceux qui ne sont pas engagés dans l'action syndicale en tout cas – se plaindront des prétentions des syndicalistes révolutionnaires à l'hégémonie et de leur idée selon laquelle « le syndicat suffit à tout » – sans se demander si la raison pour laquelle la CGT avait développé cette idée ne venait pas précisément des carences mêmes du mouvement libertaire.

La citation complète que fait Toledo de *La Barricata* pourrait se retrouver textuellement dans certains journaux anarchistes français du début du XX^e siècle : le syndicalisme perçu comme une négation de l'anarchisme ; le mépris des augmentations des salaires ; le remplacement du privilège du patron par le privilège du syndicat ; le syndicat qui ne veut pas libérer l'humanité mais seulement les syndiqués, etc. Ces thèses étaient à l'époque courantes, même si elles ne représentaient pas une majorité du mouvement, et ceux des anarchistes qui se lançaient dans l'action syndicale se faisaient copieusement injurier ! On retrouve tous ces arguments dans une grande partie des journaux anarchistes français. C'est un fait que Schmidt-van der Walt (et Corrêa) devraient prendre en considération lorsqu'ils affirment que le syndicalisme est une « stratégie » de l'anarchisme. Les choses sont trop complexes pour être réduites à une telle affirmation.

Il est stupéfiant à tel point on trouve le même discours, presque mot pour mot, dans la presse anarchiste antisindicaliste française homologue à *La Barricata* et à *La Battaglia*. L'ironie de l'histoire est que l'opposition des anarchistes « insurrectionnalistes » et individualistes à l'action syndicale était fondée sur une erreur théorique – si tant est que la théorie ait eu la moindre importance pour eux. L'argument des anarchistes antisindicalistes se fondait sur l'idée qu'il ne servait à rien de revendiquer car le salaire d'un ouvrier ne pouvait pas être en dessous de ce qui était nécessaire à l'ouvrier pour vivre, et ne pouvait pas non plus dépasser cette somme ¹. C'était la fameuse « loi d'airain des salaires », dont on savait pourtant à cette époque qu'elle était fautive. Henry Dhorr (Lucien Weill) pensait qu'en dehors d'une révolution, il n'y avait aucun moyen « d'augmenter d'une livre de pain la consommation totale de la classe ouvrière ou de diminuer d'une heure la totalité de ses heures de travail » ².

On considérait que le capitalisme disposait d'une masse globale fixe de numéraire pour payer les salaires, et que toute demande d'augmentation

¹ H. Dhorr, « La Loi des salaires », *Le Libertaire*, n° 77, 29 avril-4 mai 1897.

² *Le Libertaire*, n° 77, 29 avril-4 mai 1897.

dans un secteur se répercuterait par une baisse dans un autre. Les ouvriers se seraient donc syndiqués pour pouvoir obtenir une plus grosse part du salaire incompressible que les capitalistes accordent à la classe ouvrière : toute augmentation de salaire dans une entreprise se faisait donc au détriment des ouvriers des autres entreprises. Il va de soi, dans ces conditions, que toute revendication de salaire venant d'ouvriers syndiqués était considérée comme une manifestation réactionnaire d'égoïsme : se syndiquer, c'était « faire œuvre bourgeoise, réactionnaire »¹. Il faut donc déconseiller aux ouvriers d'entrer dans les syndicats, qui sont un « élément de faiblesse au point de vue révolutionnaire » ; il faut déconseiller à l'ouvrier d'y entrer car il deviendra alors un « conservateur féroce, autoritaire et presque gouvernemental »². Les ouvriers syndiqués sont les « pires ennemis de la révolution ». Ceux qui avaient les faveurs des militants du *Libertaire*, c'étaient « les rageurs, les impatientes, les révolutionnaires, c'est la masse noire, la masse des sans-travail et des affamés qui doit servir de point de départ aux revendications anarchistes »³. Au risque d'avoir l'air d'insister, sachant que de telles positions étaient assez fréquentes dans le mouvement anarchiste français de l'époque (mais pas seulement⁴), on est en droit de se demander en quoi le syndicalisme pourrait s'inscrire comme « stratégie » de l'anarchisme. Les thèses de Michael Schmidt et Lucien van der Walt ne résistent pas à un examen historique sérieux. Difficile d'affirmer que pour ces anarchistes-là, le syndicalisme fût une « variante » de l'anarchisme...

Dans un autre article du *Libertaire*, la « base sociale » du mouvement anarchiste est constituée par les « sans-métier, les sans-travail, trimardeurs, pilons⁵, prostituées, déclassés », qualifiés de « révolutionnaires de demain » : « En revendiquant les sans-travail, l'anarchisme individualiste et antisyndical aura une base économique et possédera une signification sociale⁶ », peut-on lire dans *Le Libertaire*. C'est donc avec ces catégories

¹ H. Dhorr, « La Loi des salaires », *Le Libertaire*, n° 78, 5-11 mai 1897.

² Imanus, « Les Syndicats », *Le Libertaire*, n° 17, 7-14 mars 1896.

³ Ernest Girault, « Les Sans-travail », *Le Libertaire*, n° 82, 3-9 juin 1897.

Ernest Girault 1871-1933, typographe, chimiste, ingénieur agronome, anarchiste individualiste, adhère à la CGT en 1901, puis communiste après 1917, adhère au PC en 1921. Jean Maitron, l'historien du mouvement anarchiste français le décrit comme un jeune homme « très prétentieux et infatué de lui-même ». D'un tempérament autoritaire, Girault se brouilla avec beaucoup de ses relations. Il eut des rapports très conflictuels avec les syndicats.

⁴ Même en Espagne, qu'on a tendance à mythifier, le rejet du syndicalisme a marqué fortement le mouvement anarchiste au début du XX^e siècle.

⁵ Argot : mendiant avec une jambe de bois (pilon).

⁶ G. Paul, « L'Anarchie et les sans-travail », *Le Libertaire*, n° 23, 7-14 avril 1907. Paul Gille (1864-1950) est né à Anderlecht (Belgique). Professeur de

socio-professionnelles, dont je ne conteste pas l'honorabilité, que les anarchistes de l'époque entendaient réorganiser la société de demain, remettre en route la production pour le bien de la communauté : on suppose donc que les « sans-travail », après avoir fait la révolution, assumeront les tâches de la production à la place de ceux qui ont du travail.

La grève est un moyen d'action revendiqué par ces anarchistes lorsqu'elle est un acte de révolte, mais pas la grève organisée : la grève spontanée, qui « aura pour couronnement la suppression du salariat et du gouvernement »¹.

Le Libertaire en 1907 jouait donc le même rôle que *La Barricata* en 1913. Mais l'argumentation antisindicaliste du *Libertaire* évolua avec le temps. Axé d'abord autour de l'impuissance du syndicalisme, il est maintenant axé autour de son excès de puissance : étant en mesure d'améliorer leurs conditions d'existence, les ouvriers rendent la condition de salarié acceptable et désertent la révolution, prolongeant l'existence du capitalisme. L'individualiste Paraf-Javal peut ainsi écrire qu'un syndicat est « un groupement où les abrutis se classent par métiers, pour essayer de rendre moins intolérables les rapports entre patrons et ouvriers. De deux choses l'une : ou ils ne réussissent pas, alors la besogne syndicale est inutile ; ou ils réussissent, alors la besogne syndicale est nuisible car un groupe d'hommes aura rendu sa situation moins intolérable et aura, par suite, fait durer la société actuelle²... »

Paraf-Javal, l'auteur de ces lignes, était un inspecteur de navigation et professeur de sciences naturelles, ce qui, autour des années 1900, le rendait peu sensible aux fins de mois difficiles. À partir d'avril 1905, les individualistes auront leur propre journal, *L'Anarchie*, avec l'élite des individualistes de l'époque : Libertad, Mauricius, Lorulot, Armand, qui développeront chacun leur propre argumentaire antisindicaliste. Il était courant dans la littérature individualiste de qualifier les ouvriers d'« abrutis », surtout s'ils étaient syndiqués.

philosophie.

¹ H. Dhorr, « La loi des salaires », *Le Libertaire*, n° 83, 11-17 juin 1897. Lucien Weill, dit Henri Dhorr (1865- ?) vers 1892 il faisait l'apologie du vol et des actions individuelles et condamnait les compagnons "tombant dans les travers de l'organisation". Il rompit avec Pouget, trop favorable à ses yeux au travail des anarchistes dans les syndicats. Il écrivit dans le *Libertaire* de Sébastien Faure où il exposa à plusieurs reprises en 1897 sa conception de la « loi d'airain des salaires » qui, à ses yeux, rendait inutile pour un révolutionnaire de militer dans les syndicats. Cet ex-représentant de commerce vivait surtout du produit de ses conférences.

² *Le Libertaire* n° 22, 2-9 avril 1904.

Ce très rapide survol de l'attitude des anarchistes antisindicalistes, qui je le rappelle ne représentent qu'une fraction du mouvement mais qui sont extrêmement « bruyants » et ont une grande « visibilité » à travers leur presse, permet de comprendre pourquoi les syndicalistes révolutionnaires, selon Toledo, « étaient soucieux de ne pas se confondre et de ne pas être confondus avec les anarchistes »¹. On les comprend. Et on comprend comment les communistes, en France comme au Brésil, ont si facilement investi le mouvement syndical après la révolution russe, faute de la cohésion nécessaire à l'élaboration d'une stratégie commune et à la construction d'une organisation anarchiste. L'attitude de très nombreux anarchistes par rapport au syndicalisme peut expliquer que des syndicalistes révolutionnaires, exaspérés par leurs reproches permanents, aient pu dire qu'« il était possible d'être anarchiste en théorie », « mais pas en pratique »² – affirmation qui est évidemment une contre-vérité et qui choque Felipe Corrêa, mais qui traduit bien la distance qui sépare la théorie et la pratique chez beaucoup d'anarchistes.

Les propos de Toledo sur les anarchistes qui nient la lutte des classes, voire qui contestent le syndicalisme, ne sont pas dénués de fondement, mais ils s'appliquent malgré tout à une situation marginale : Toledo attribue à l'ensemble du mouvement anarchiste des caractéristiques qui ne concernent qu'une petite partie de celui-ci. Lorsqu'elle décrit des situations propres à la période et au lieu qu'elle étudie, elle ne précise pas que ce sont des positions minoritaires et qu'il existe d'autres points de vue. C'est manifestement ce que veut dire Corrêa lorsqu'il écrit que Toledo « généralise fréquemment des stratégies minoritaires comme si elles étaient majoritaires »³. Il a parfaitement raison.

Incontestablement, les analyses de Toledo sur la différence entre le syndicalisme révolutionnaire et l'anarchisme sont largement fondées sur une démarche historique – c'est-à-dire sur des documents de l'époque. Mais il semble qu'un certain nombre de documents historiques lui aient échappé... On a parfois l'impression qu'elle cherche à dépouiller le syndicalisme révolutionnaire de sa composante manifestement anarchiste pour réhabiliter la social-démocratie. J'ajouterais que Toledo semble par ailleurs complètement évacuer les racines proudhoniennes du syndicalisme révolutionnaire, par l'intermédiaire en particulier de Pelloutier. Dans sa

¹ « se preocuparam em não se confundir e em não ser confundidos com o anarquistas » (Toledo, p.60)

² « era possível ser anarquista na teoria », « mas não na prática » (Toledo, p. 87).

³ « ela frequentemente generaliza estratégias minoritárias do anarquismo, como se elas fossem majoritárias. »

brochure *L'action directe*, Émile Pouget, anarchiste et figure éminente du syndicalisme révolutionnaire, se réclame de Proudhon¹. Un chercheur français, Daniel Colson, a parfaitement expliqué l'apparent paradoxe qui veut que des syndicalistes révolutionnaires se réclament d'un auteur qu'on dit être opposé aux grèves².

Pour Corrêa, la distinction que fait Toledo entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire est erronée dans la mesure où elle attribue à l'anarchisme génériquement parlant les caractéristiques de l'anarchisme insurrectionnaliste.

« Certaines positions auxquelles elle [*Toledo*] a recours pour définir l'anarchisme et le différencier du syndicalisme révolutionnaire ne se situent pas, comme nous l'avons vu, dans les principes de l'idéologie anarchiste mais dans le domaine de la stratégie; la négation du syndicat comme espace d'action, la société future fondée sur les fédérations d'individus, et la négation de la lutte pour les réformes. Les autres nous paraissent être des affirmations sans fondement : que l'anarchisme pourrait être une théorie sans impliquer une pratique, que l'anarchisme est contre la lutte des classes et qu'il "serait fondé uniquement sur la solidarité morale"³ »

¹ *Proudhon, fondateur de l'anarchisme ?*

<http://www.alternativelibertaire.org/?Proudhon-fondateur-de-l-anarchisme>

² Pour rappel, il existe en français une nombreuse littérature sur les liens entre Proudhon et le syndicalisme révolutionnaire :

• *Le syndicalisme révolutionnaire, la Charte d'Amiens et l'autonomie ouvrière*, chapitre « Proudhon et le syndicalisme révolutionnaire », Miguel Chueca, Maurizio Antonioli, Editions CNT Région parisienne 2009).

• Daniel Colson, « Proudhon et le syndicalisme révolutionnaire », (<http://raforum.info/spip.php?article3475>) :

• Samuel Hayat, « De l'anarchisme Proudhonien au syndicalisme révolutionnaire : une transmission problématique » (http://www.academia.edu/2636763/De_lanarchisme_Proudhonien_au_syndicalisme_r%C3%A9volutionnaire_une_transmission_prob%C3%A9matique)

• *Proudhon et les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire*, Philippe Soulez, *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Nouvelle série, Vol. 55 (Juillet-décembre 1973), Presses Universitaires de France

• *Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire*, Gaëtan Pirou, Arthur Rousseau éditeur, 1910.

³ Felipe Corrêa, *Anarquismo e sindicalismo revolucionario*:

« Algumas posições que ela utiliza para definir o anarquismo e diferenciá-lo

Corrêa voit dans la démarche de Toledo une « grave erreur » parce qu'elle considère les « positions stratégiques des anarchistes » comme des « principes politico-idéologiques ». De son côté, certaines des positions que Toledo définit comme relevant de la doctrine anarchiste relèvent pour Corrêa de la stratégie. La négation par certains anarchistes du syndicat comme sphère d'intervention de l'anarchisme relèverait donc de la stratégie, ainsi que la négation des luttes pour les réformes et la constitution de « fédérations d'individus » – quoi que cela veuille dire.

En transférant dans le registre « Stratégie » des prises de position d'une partie du mouvement anarchiste qui selon moi ne relèvent pas de la stratégie mais d'erreurs d'analyse, Corrêa évacue le constat qu'une partie notable du mouvement anarchiste a pu tout simplement dévier par rapport à un anarchisme « classique » dont il n'existait d'ailleurs pas de modèle à l'époque, mais dont Schmidt et van der Walt voudraient sans doute définir les contours ou dont ils s'estimeraient être les détenteurs.

« Positions de classe »

Attribuer au syndicalisme révolutionnaire « la défense d'une culture de classe »¹, comme le fait Toledo, et la récuser au mouvement anarchiste est injuste. Il faut n'avoir jamais lu Proudhon ni Bakounine pour récuser à ces auteurs l'analyse de la société en termes de classe. Imaginer que les anarchistes présents dans la Première internationale aient pu contester la lutte des classes est absurde. Il est vrai qu'après la disparition de l'AIT il y eut une période sombre, et pas seulement à cause de la répression étatique et des attentats qui suscitaient encore plus de répression : ce fut une période de régression générale de la pensée anarchiste, de perte de repères, voire même d'amnésie.

Il est vrai que certains anarchistes de renom ont pu aider à confirmer la thèse de Toledo. La thèse de Malatesta, selon lequel l'objectif à atteindre n'est pas l'émancipation de la classe ouvrière mais celle de l'humanité, pourrait être interprétée comme une négation du caractère de classe de l'anarchisme. L'insistance à vouloir émanciper « l'humanité tout entière » au détriment du prolétariat peut conduire à des dérives fâcheuses : « Nous nous adressons à tous, (...) aux hommes de cœur, (...) aux dominants

dosindicalismo revolucionário não se encontram, como vimos, nos princípios da ideologiaanarquista, mas no campo da estratégia: a negação do sindicato como espaço de atuação, asociedade futura baseada em federações de indivíduos e a negação da luta pelas reformas. Asoutras nos parecem afirmações sem fundamentos: que o anarquismo poderia ser somente umateoria sem implicar uma prática, que o anarquismo é contra a luta de classes⁴¹ e que ele sebasearia tão-somente na solidariedade moral. »

¹ « a defesa de uma cultura classista », Toledo, *Ibidem.*, p. 69

même », peut-on lire dans le premier numéro de *O Amigo do Povo*, à l'origine d'orientation anarcho-communiste¹. Le périodique adoptera cependant une ligne nettement syndicaliste à partir de 1903.

Contrairement à l'idée reçue, Voline, par exemple, ne nie pas le caractère de classe de l'anarchisme, il conteste la vision dogmatique de ceux qui affirment qu'il n'est *que cela*. Mais il précise dans l'*Encyclopédie anarchiste*

« ...qu'une doctrine qui ne tiendrait pas compte du fait social saillant de l'histoire humaine durant des dizaines de siècles : la lutte des classes ou mieux la lutte des classes exploitées pour leur émancipation comme force progressive de nos jours, une telle doctrine serait, précisément, une abstraction, une fiction qui ne saurait avoir aucune valeur, ni sociale, ni humanitaire, ni individuelle. Elle ne saurait être qu'une doctrine d'aveugles ne pouvant jamais nous démontrer de quelle façon l'humanité entière ou les individus qui la composent, auraient pu arriver au maximum de bonheur possible sur la terre, en dehors de la lutte salutaire des millions et des millions d'opprimés². »

Toledo n'est pas fondée à dire que les anarchistes n'avaient pas une « culture de classe » ; elle omet simplement de préciser le caractère parfaitement circonstanciel des prises de position de ceux qui nient l'existence des classes et de la lutte des classes – qu'il s'agisse du mouvement anarchiste « paulista » de l'époque qu'elle étudie, ou du mouvement anarchiste français. Il est vrai que la préoccupation de Toledo n'est pas d'étudier les dérives théoriques du mouvement anarchiste depuis les fondateurs « classiques » du mouvement, mais d'étudier l'anarchisme à São Paulo sous la Première république. Le champ étroit de son étude n'aurait cependant pas dû l'empêcher d'élargir un peu ses vues.

L'idée selon laquelle les déterminations de classe ne sont pas essentielles a pu caractériser un temps le mouvement anarchiste pendant la période où il a subi une terrible régression théorique qui a ouvert la voie à un prétendu anarchisme « individualiste ». Mais c'est passer totalement à côté de la pensée de Proudhon que d'ignorer sa sociologie des classes sociales, telle qu'elle est explicitée dans les œuvres de Georges Gurvitch,

¹ *O Amigo do Povo*, n°1, 19 avril 1902. Cité par Jacy Alves de Seixas, *Mémoire et oubli, Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire au Brésil*, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, p. 105.

² Article « Lutte des classes » dans *L'Encyclopédie anarchiste*.

Pierre Ansart et bien d'autres ¹.

Il est tout à fait erroné d'affirmer que le syndicalisme révolutionnaire avait des positions « de classe » et pas l'anarchisme. Les anarchistes de la CGT française ont au contraire grandement contribué à imprimer un caractère de classe à un mouvement ouvrier qui, au lendemain de la Commune, tendait plutôt à la conciliation de classe. Les anarchistes qui ont rejoint la CGT n'étaient pas mus par le souci de contester la réalité de la lutte des classes. Lorsque Émile Pouget déclare que les non-syndiqués sont des « zéros humains », il emploie sans doute des termes très durs, mais il veut signifier que l'organisme de base de la classe ouvrière, c'est son organisation de classe, le syndicat. Un travailleur non syndiqué était donc effectivement un « zéro humain » ² pour le patron, parce que face à ce dernier, le travailleur isolé n'est *rien*. (Mais ce « zéro humain » non syndiqué bénéficiera quand même des avantages obtenus par la lutte de ses camarades en grève.)

J'ai l'impression que ce qui préoccupe Felipe Corrêa, c'est que le syndicalisme révolutionnaire est présenté par Toledo comme un mouvement qui, dans différentes parties du monde, s'est transformé en « un courant politique autonome par rapport à l'anarchisme et au socialisme » ³. Ce débat a eu lieu dans la CGT française lorsque les syndicalistes révolutionnaires – parmi lesquels beaucoup d'anarchistes – ont lancé le slogan « le syndicat se suffit à lui-même » – une idée qui n'a « pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes », déclara Pierre Monatte au congrès anarchiste international d'Amsterdam, et à laquelle Malatesta s'opposa catégoriquement. Monatte nous explique que désormais, « la classe ouvrière est en mesure de déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres », autrement dit, la classe ouvrière, « devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation ». Monatte cite textuellement Proudhon lorsque ce dernier expose, à la fin de sa vie, les conditions d'acquisition de la capacité

¹ G. Gurvitch : *Proudhon, sa vie, son œuvre*, PUF, 1965. — *Dialectique et sociologie*, Flammarion, 1^{re} édition 1962, 2^e édition 1972. — « Proudhon et Marx », in : *L'actualité de Proudhon, colloque de novembre 1965*, éditions de l'institut de sociologie, université libre de Bruxelles.

P. Ansart : *Sociologie de Proudhon*, PUF, 1967. — *Socialisme et anarchisme : Saint-Simon, Proudhon, Marx*, PUF, 1969. — *Naissance de l'anarchisme*, PUF, 1970. — *Proudhon, Le Livre de poche*, 1984

² Émile Pouget, *La Confédération générale du travail*,

<http://kropot.free.fr/Pouget-CGT.htm>

³ Toledo : “um movimento que, em várias partes do mundo, se transformara em uma corrente política autônoma em relação ao anarquismo e o socialismo” (p. 12).

politique par la classe ouvrière : avoir conscience d'elle-même ; avoir une idée de sa propre constitution, et déduire les « conclusions pratiques » pour parvenir à ses fins – c'est-à-dire le syndicalisme révolutionnaire.

Mais là encore, il faut expliciter : en effet, la transformation du syndicalisme en un courant indépendant du socialisme et de l'anarchisme est en grande partie *l'œuvre des anarchistes eux-mêmes*, ou plutôt de cette partie du mouvement anarchiste qui décida de s'investir dans le syndicalisme et qui joua, pendant une période, un rôle décisif dans la constitution de la centrale syndicale française : la Confédération générale du travail. Il y a un étalon de mesure très simple pour évaluer la permanence du courant anarchiste au sein de la CGT française : les motions de congrès antimilitaristes continuèrent d'être votées à la majorité.

« Quel anarchiste pourrait trouver à redire à une volonté d'action si hautement affirmée ? », demande Monatte, à juste titre. Précisément, beaucoup d'anarchistes y trouvèrent à redire, parce qu'affirmer que le « syndicat suffit à tout » équivalait, à leurs yeux, à remettre en cause le rôle des organisations anarchistes – ce qui pourrait être interprété comme le refus du syndicalisme révolutionnaire d'être une « stratégie » de l'anarchisme...

Felipe Corrêa rappelle à juste titre que Bakounine considérait que l'organisation de classe du prolétariat, à savoir l'AIT, n'était pas à l'époque en mesure de prendre l'initiative de la révolution, mais qu'elle devait regrouper le maximum de travailleurs en vue de la lutte pour les améliorations immédiates de leurs conditions de vie, afin de pouvoir, dans un deuxième temps, prendre en charge l'organisation générale de la société. C'est exactement ce que disait Bakounine : on ne peut demander à l'AIT plus qu'elle ne peut donner, dit Corrêa :

« Bakounine reconnaissait que les associations de classe, bien qu'elles ne fassent pas immédiatement la révolution, pourraient contribuer à l'organisation et à la lutte des exploités pour des conquêtes à court terme, afin d'améliorer leurs conditions de vie et habituer les travailleurs à la lutte, à l'organisation et à la gestion de leurs propres vies, éléments fondamentaux dans la perspective de conquêtes à long terme ¹. »

¹ « Bakounin reconhecia que as associações de classe, ainda que não fizessem imediatamente a revolução, poderiam contribuir na organização e na luta dos explorados por conquistas de curto prazo, melhorando sua condição de vida e habituando os trabalhadores à luta, à organização e a gestão de suas próprias vidas, elementos fundamentais para o horizonte das conquistas de longo prazo. » F.

L'idée de cette « double tâche » se retrouve très fréquemment dans les textes et dans les déclarations des Internationaux – elle n'est pas à proprement parler une « invention » de Bakounine, même s'il a ensuite tenté de l'expliquer. Pour les Internationaux, il y avait une relation évidente entre les luttes revendicatives d'aujourd'hui et la réalisation des tâches de la révolution de demain, parce que ces deux activités se faisaient dans la même organisation. C'est sans doute là le point essentiel qui définira plus tard à la fois le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme.

La nécessité de la lutte revendicative en vue de réduire le temps de travail et d'augmenter les salaires est un point programmatique décisif dans les écrits de Bakounine du temps de l'Internationale, qu'on trouve notamment développé dans ce qui est probablement l'un des textes le plus important écrit par Bakounine : « Politique de l'Internationale », publié en 1869 et en quelque sorte « redécouvert » par les anarchistes du début du XX^e siècle¹. Il est significatif d'ailleurs que la dernière phrase du Livre III du *Capital* désigne la réduction du temps de travail comme une priorité pour le mouvement ouvrier. Ainsi, malgré leurs divergences, les deux grands penseurs du mouvement ouvrier parviennent à la même conclusion, une conclusion qui peut paraître totalement triviale, mais qui est en réalité au cœur de toute stratégie révolutionnaire : l'amélioration des conditions d'existence immédiates des travailleurs est une condition de la révolution prolétarienne parce que la misère n'est pas productrice de révolutions. Et pour compléter le tableau, ou pourrait ajouter cette phrase de Kropotkine, qui disait que c'est l'espoir qui produit les révolutions, pas le désespoir².

Felipe Corrêa a raison également de souligner par ailleurs que l'objectif de Bakounine était de rassembler les travailleurs dans un vaste mouvement de masse large et populaire, sans distinctions politiques ou religieuses. Bakounine répétait que l'AIT devait être une organisation de masse et qu'à ce titre elle ne devait en aucun cas adopter un programme politique, car cela créerait des scissions : du fait même de la disparité des conditions existant dans chaque pays, vouloir définir une politique unique pour l'Internationale signifiait imposer à l'organisation le programme politique d'un seul pays. On en viendrait ainsi, dit Bakounine, à « dissoudre

Corrêa, *op. cit.*, p. 73.

¹ Voir le document programmatique intitulé « La Politique de l'Internationale » (1869).

<http://monde-nouveau.net/spip.php?article501> <http://monde-nouveau.net/spip.php?article501>

² « ...souvenons-nous que si l'exaspération pousse souvent aux émeutes, c'est toujours l'espoir de vaincre qui fait les révolutions. » Kropotkine, *L'Esprit de révolte*, publication des Temps nouveaux, n° 42, 1914.

l'Internationale, en la divisant en plusieurs parties, dont chacune suivrait son propre programme politique »¹ : on en arriverait à une situation où « il y aurait autant d'Internationales qu'il y aura de programmes différents »², alors que ce qui cimentait l'organisation, c'était la nécessité de mettre en pratique la solidarité.

La lutte revendicative, intrinsèquement réformiste ?

Nombre d'anarchistes français se réfugièrent dans l'idée que la lutte revendicative était intrinsèquement réformiste, que seule comptait l'action qui menait *directement* à la révolution [quelle action mène *directement* à la révolution ???], et que les anarchistes ne devaient pas se disperser dans l'action syndicale – à un moment où la répression étatique se faisait très vive et la montée de la tendance réformiste dans la CGT prenait de l'ampleur.

Une partie du mouvement anarchiste se mit donc à s'opposer à ce qu'ils considéraient comme une logique d'absorption de la CGT : il fallait « rester complètement anarchiste, dans les syndicats comme ailleurs »³. Le problème est que l'idée de « rester complètement anarchiste dans les syndicats » a pour conséquence : soit la remise en cause de toute revendication immédiate et partielle, ce qui dans les faits conduit à rendre inutile l'existence des syndicats ; soit la transformation des syndicats en groupes affinitaires, comme ce fut le cas de la Fédération jurassienne à la fin. C'était incohérent. Ce que confirme le compte rendu fait par Marc Pierrot d'une conférence de Bertoni, organisée en 1910 par *Les Temps Nouveaux*. On peut y lire un comment : « Nous ne pouvons rien attendre que de l'expropriation »⁴ [Que fait-on en attendant ?] Il va de soi que, puisque pour les anarchistes l'action revendicative au jour le jour n'avait pas lieu d'être, les travailleurs eurent vite fait de comprendre qu'il ne fallait pas compter sur ceux des anarchistes communistes qui développaient cette thèse. Ajoutons que Marc Pierrot était médecin, journaliste et critique d'art et devait être personnellement peu sensible à une augmentation, même

¹ Bakounine, *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1872.

² *Ibid.*

³ J. Mesnil, *l'Esprit révolutionnaire*, in *Les Temps Nouveaux*, 13 mars 1909. Ce débat est décrit avec précision par Maurizio Antonioli dans *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme, Organismes spécifiques et organismes de masse : le débat au début du siècle (1907-1914)*, éditions Noir & Rouge.

⁴ M. Pierrot, « La Conférence de Bertoni », *Les Temps Nouveaux*, 11 juin 1910. On n'est pas certain que Bertoni lui-même ait prononcé ces paroles ; il ne s'agit que d'un compte rendu de ses propos, sujet à interprétation.

minime, des salaires ouvriers, ou à une diminution, même minime, du temps de travail.

Si le débat anarchisme/syndicalisme révolutionnaire a pu prendre une tournure parfois vigoureuse, il convient de préciser que ce débat était essentiellement le fait des anarchistes « spécifiques » qui n'étaient pas à la CGT et qui pour la plupart n'auraient pas pu y adhérer, n'étant pas salariés. La plupart des « ténors » du mouvement anarchiste de l'époque – ceux qui écrivaient dans les nombreuses revues anarchistes – n'étaient pas des travailleurs salariés.

Malatesta, fin observateur, fit le constat que cette situation « a induit beaucoup de camarades à se retirer du mouvement syndical et même à le combattre comme quelque chose de réactionnaire et de nuisible ». La conséquence, reprend Malatesta, en a été que « notre influence parmi ces ouvriers a diminué et que le champ a été laissé libre à ceux qui désiraient exploiter le mouvement dans un intérêt personnel ou dans un intérêt de parti »¹. Le constat est sévère. Mais la fin de l'article de Malatesta a quelque chose d'irréel. Si le militant italien reconnaît que « la faute d'avoir abandonné le mouvement ouvrier a fait beaucoup de mal à l'anarchie », il ajoute, à titre de consolation, qu'au moins, cela « l'a laissée pure avec son caractère distinctif » ! On ne doit donc pas s'étonner que le militant syndicaliste révolutionnaire Alfred Rosmer ait pu déclarer en septembre 1912 que « la plus grande partie d'entre eux [*les anarchistes*] ne sont pas dans la CGT. Ils sont en dehors de la CGT parce qu'ils ne sont pas ou ne peuvent pas être syndicalistes »². Rosmer, tout syndicaliste révolutionnaire qu'il soit, n'éprouve pas une sympathie débordante pour les anarchistes, et il déforme un peu les faits. En effet, beaucoup d'anarchistes ne sont pas à la CGT parce qu'ils ne peuvent pas se syndiquer, mais les rapports de police montrent qu'à la veille de la guerre la plupart des anarchistes *en mesure de se syndiquer* sont à la CGT.

Toledo écrit que la CGT française (comme la FOSP brésilienne) avait des militants syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes, ou d'autres tendances. Cependant, dans l'un comme l'autre cas, dit-elle, prévalait l'idée selon laquelle le syndicat ne pouvait être ni anarchiste ni de quelque autre tendance politique. Si le syndicalisme révolutionnaire a eu un tel succès auprès des travailleurs, dit-elle encore, c'est parce qu'il défendait les luttes quotidiennes pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ; il réduisait les divergences qui divisaient les travailleurs ; il

¹ Malatesta, « Anarchisme et syndicalisme », *Les Temps Nouveaux* 28 décembre 1907.

² A. Rosmer, *Il sindacalismo francese e le mensogne di Cesare Alessandri*, in « L'Internationale », 27 septembre 1912. Cité par Maurizio Antonioli, *op. cit.*

était un facteur d'unification important.

« Les anarchistes qui agissaient dans les syndicats avec les syndicalistes révolutionnaires purs, socialistes et autres, manifestaient des degrés d'adhésion différents avec les idées syndicalistes révolutionnaires. Pourtant, je tiens à le souligner, une partie des militants et des adhérents des syndicats et fédérations étaient anarchistes, mais les syndicats et fédérations ne l'étaient pas ni ne se comportaient comme tels : ils avaient des cotisations mensuelles, des secrétaires et développaient une lutte réformatrice, en d'autres termes ils se consacraient à améliorer les conditions des travail et les salaires et à diminuer les horaires de travail – visant des réalisations au sein du système existant ¹. »

En fait Edilene Toledo ne fait que répéter Bakounine pour qui l'AIT était le lieu où s'exerçait la solidarité des travailleurs dans leurs luttes quotidiennes pour améliorer leurs conditions d'existence, augmenter leurs salaires et réduire leurs horaires de travail : ceci est exposé explicitement dans son texte datant de 1869, « Politique de l'Internationale ». Bakounine disait en outre que les grèves permettaient de cimenter l'unité ouvrière à travers l'expérience des luttes. On retrouvera cette idée dans une formule émise par Émile Pouget, anarchiste et syndicaliste révolutionnaire, qui disait que les grèves étaient une « gymnastique révolutionnaire ». Ces réflexions de Toledo justifient les protestations de Corrêa et ont l'intérêt de montrer la manière restrictive avec laquelle elle perçoit l'anarchisme et ses relations avec le syndicalisme.

Comme Bakounine qui refusait que l'AIT adopte un programme politique parce que cela susciterait la création d'autant d'Internationales qu'il y aurait de programmes, les anarchistes de la CGT française savaient très bien qu'un mouvement syndical qui se réclamerait spécifiquement de l'anarchisme serait réduit à peu de chose, et que la fonction de l'organisation syndicale était de rassembler les travailleurs non pas en tant

¹ « Os anarquistas que atuaram nos sindicatos, junto a sindicalistas revolucionários puros, socialistas e outros, manifestaram graus de adesão variáveis em relação as ideias sindicalistas revolucionárias. Porém, volto a frisar, parte dos militantes e dos participantes dos sindicatos e federações eram anarquistas, mas os sindicatos e federações não o eram nem se comportavam como tais : tinham cotas mensais, secretários e desenvolveram uma luta reformista – ou seja, dedicada a melhorar as condições de trabalho e os salários e a diminuir as horas de trabalho –, visando conquistas dentro do sistema existente. » Toledo, p. 53.

qu'ils partagent le même programme politique mais en tant qu'ils sont travailleurs liés par la solidarité de classe. Il suffit de remonter – encore une fois – à l'AIT et à Bakounine :

« ...les fondateurs de l'Association Internationale ont agi avec une très grande sagesse en éliminant d'abord du programme de cette association toutes les questions politiques et religieuses. Sans doute, ils n'ont point manqué eux-mêmes ni d'opinions politiques, ni d'opinions antireligieuses bien marquées; mais ils se sont abstenus de les émettre dans ce programme, parce que leur but principal, c'était d'unir avant tout les masses ouvrières du monde civilisé dans une action commune. Ils ont dû nécessairement chercher une base commune, une série de simples principes sur lesquels tous les ouvriers, quelles que soient d'ailleurs leurs aberrations politiques et religieuses, pour peu qu'ils soient des ouvriers sérieux, c'est-à-dire des hommes durement exploités et souffrants, sont et doivent être d'accord. ¹»

On voit que Bakounine lui-même récusait que l'AIT puisse avoir un programme, fût-il « anarchiste ».

L'idée que l'organisation de classe des travailleurs, c'est-à-dire l'organisation qui regroupe les travailleurs *en tant que travailleurs*, sur la base de leur rôle dans le processus de production, doit jouer un double rôle, celui de la lutte quotidienne aujourd'hui, et celui de l'organisation de la société future, date de l'AIT : Bakounine y souscrit totalement. On retrouve cette idée dans les débats de l'Internationale, avant de la retrouver dans les congrès de la CGT. Les anarchistes qui ont milité dans la CGT n'avaient donc aucune intention d'en faire un « syndicat anarchiste ». Mais ils n'avaient aucune intention non plus de renoncer à l'idée que « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale » comme le dit la Charte d'Amiens en 1906, reprenant un thème discuté au sein de l'AIT *quarante ans plus tôt*. Il est donc surprenant de lire sous la plume de Toledo que l'activité revendicative d'un syndicat puisse le mettre en opposition avec l'anarchisme !

Mais ce qui est encore plus surprenant, c'est que Toledo considère que le paiement de cotisations est la preuve du caractère « non anarchiste » des syndicats ! Peut-être motivée par son souci de dissocier à tout prix l'anarchisme du syndicalisme révolutionnaire, elle affirme à deux reprises (pp. 53 et 79) que les anarchistes brésiliens étaient opposés au recueil des cotisations. Pour prouver que les syndicats de São Paulo n'étaient pas

¹ Bakounine, « Politique de l'Internationale),
<http://monde-nouveau.net/spip.php?article501>

« anarchistes », elle nous dit qu'ils avaient des « cotisations mensuelles », des « secrétaires » et luttait pour « améliorer les conditions de travail et les salaires et diminuer les horaires de travail »¹. Il ne vient pas à l'idée de Toledo que les anarchistes aient pu avoir une position sur les cotisations dans l'organisation spécifique et une autre dans l'organisation syndicale. Mais là n'est pas le problème.

J'avoue que dans un premier temps je me suis demandé d'où elle tenait une vision aussi fantaisiste du mouvement anarchiste. En effet les luttes revendicatives – pour l'amélioration des conditions de travail, pour la diminution du temps de travail et pour l'augmentation des salaires – se trouvaient *au fondement* de la création de l'Association internationale des travailleurs, un fondement que Bakounine réaffirme dans « Politique de l'Internationale » (1869). Encore une fois Toledo fait une confusion entre le particulier et le général. Si certains courants du mouvement anarchiste ont pu contester l'utilité de la lutte revendicative, cela ne concerne en rien le mouvement anarchiste en général : Toledo aurait pu au moins le signaler. Encore une fois, on a l'impression que cette caractéristique partielle du mouvement anarchiste qu'elle pointe du doigt est, sous sa plume, représentative de l'ensemble du mouvement, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Concernant le refus de payer des cotisations, je n'ai pas connaissance de faits équivalents dans le mouvement français, mais à la réflexion, cela pourrait être tout à fait convenir à une partie du mouvement anarchiste – aussi bien brésilien que français – vers 1890-1910. Sans doute Toledo se fonde-t-elle sur des éléments concrets pour dire à deux reprises que les anarchistes de l'époque qu'elle étudie étaient opposés aux cotisations mensuelles : « Il est important de souligner que les anarchistes s'opposaient aux cotisations fixes et aux collectes dans les syndicats, une preuve de plus que ces derniers n'étaient pas anarchistes 2. »

J'avoue n'avoir jamais étudié la question, tellement elle me paraît farfelue. Cependant, la question du refus des cotisations est cohérente avec l'esprit de l'anarchisme individualiste qui a imprégné une partie du mouvement libertaire, même chez ceux qui ne se reconnaissaient pas expressément dans l'individualisme. L'obligation de verser régulièrement

¹ ...« melhorar as condições de trabalho et os salarios e a diminuir as horas de trabalho », p.53.

² « É importante destacar que os anarquistas se opunham às cotas fixas para a federação e às arrecadações das ligas, mais uma prova de que estas últimas e os sindicatos n ão eram anarquistas. » (p. 79)

une somme donnée aurait pu être considérée comme une attitude « autoritaire », une contrainte : ce n'est là qu'une hypothèse. Mais en France, en tout cas, si le mouvement anarchiste a pu être fortement marqué par l'individualisme pendant un temps, ce dernier a progressivement régressé devant l'anarchisme communisme et le syndicalisme. On a pu voir qu'il a été très vigoureusement rejeté lors d'un congrès d'unification du mouvement anarchiste qui s'est tenu à Paris en 1913. On ne peut donc pas analyser les positions du mouvement libertaire de manière statique. On ne peut pas dire : « le mouvement libertaire pense que... », d'une part parce que le mouvement anarchiste n'est pas uniforme, d'autre part parce que ses positions varient, parfois grandement, avec le temps. Or pour Toledo, le refus des cotisations serait un *trait caractéristique* de l'anarchisme. Je pense qu'elle fait quand même preuve d'une certaine dose de partialité. En effet, il peut y avoir différentes formes de recueil de cotisations et le fait de verser à intervalles réguliers des sommes fixes n'est qu'une convention, qui devient inévitable dans une structure très nombreuse, comme une organisation syndicale, mais qui ne l'est pas dans un groupe de quelques individus où on met la main à la poche en fonction des besoins.

Le fait de contribuer financièrement au fonctionnement des groupes anarchistes a forcément dû être réglé d'une façon ou d'une autre, pas forcément par le cambriolage. Les adhérents devaient être appelés à contribuer selon leurs moyens, et selon les circonstances. Comme nombre de groupes tenaient à avoir un journal, il fallait bien récolter de l'argent, de toute façon.

Les anarchistes qui se sont investis dans le mouvement syndical n'ont pas remis en cause le principe de cotisations mensuelles. Les comptes rendus analytiques des congrès de la CGT française de l'époque syndicaliste révolutionnaire montrent qu'une *très grande attention* est portée à la question des cotisations, en particulier pour valider les mandats : les syndicats qui ne sont pas à jour ne peuvent y avoir de délégués. C'est d'ailleurs la même chose aujourd'hui pour la Fédération anarchiste en France : les groupes doivent être à jour pour pouvoir participer aux congrès. Personne ne songerait à remettre ce principe en cause et ce que dit Corrêa est tout à fait juste :

« En ce qui concerne les cotisations, les anarchistes ont toujours défendu les contributions des militants, un fait qui peut être attesté par les contributions qui ont été recueillies, au fil des ans, pour ses publications et ses associations de classe. Quant aux permanents rémunérés, les anarchistes ont cherché à les éviter, mais dans les cas

inévitables, ils préconisaient qu'ils ne reçoivent pas plus qu'un ouvrier ¹... »

Alexandre Samis fournit une explication qui me paraît intéressante. Il cite le cas d'un journal, *A Batalha*, bastion des anti-organisationnels, qui résumait en 1905 la position d'un groupe nommé La Propaganda, qui n'était pas un groupe permanent, son activité dépendant des circonstances : la publication d'une brochure, l'aide morale et matérielle aux révolutionnaires, l'éducation rationnelle des enfants... Le but atteint, le groupe se dissolvait. C'est pourquoi il n'avait pas de local. L'article conclut :

« Cette pratique nous fut dictée, ou plutôt imposée, par le danger de fossilisation qui pesait sur tous les groupes permanents et fixes (...) et surtout par l'amour que chaque anarchiste doit toujours avoir pour son indépendance individuelle intégrale ² »

Cette citation nous fournit deux informations : a) La question des cotisations ne se pose pas, car une cotisation implique une structure à laquelle cotiser ; b) L'absence de cotisation est le signe d'une « indépendance individuelle intégrale ». Mais une telle attitude caractérise le milieu des anarchistes individualistes et anti-organisationnels, pas le mouvement anarchiste en général.

Toledo s'efforce de montrer que les anarchistes au Brésil n'ont été qu'un courant parmi d'autres à s'investir dans le mouvement syndical, relativisant leur importance. Cette attitude irrite manifestement son commentateur Felipe Corrêa, qui lui reproche de mal connaître le mouvement anarchiste :

¹ Corrêa : « Em relação às cotas, os anarquistas sempre defenderam as contribuições dos militantes, fato que pode ser atestado com as cotizações que houve, ao longo dos anos, para suas publicações e associações de classe. Sobre os funcionários pagos, os anarquistas buscaram evitá-los, mas, em casos imprescindíveis, pregavam que estes não recebessem mais do que um operário... » « Anarquismo e sindicalismo revolucionário », in *Idéologia e estratégia, Anarquismo, movimentos sociais e poder popular*. Faisca Publicações Libertárias, p. 76.

² « Essa pratica nos foi ditada, ou melhor imposta, pelo perigo da fossilização que gravita sobre todos os grupos permanentes e fixos (...) e sobretudo pelo amor que cada anarquista deve sempre ter pela sua integral independência individual. » *Minha Pátria é o Mundo Inteiro : Neno Vasco, o anarquismo e o sindicalismo revolucionário em dois mundos*, Letra livre, pp. 159-160.

« Je montre qu'elle ne connaît pas ni ne comprend l'anarchisme classique et son histoire – dont nous pensons qu'il a commencé lors de la première vague de syndicalisme d'intention révolutionnaire dès les années 1860 – l'auteure se trompe dans ses prémisses, ce qui se traduit par une distorsion de la plupart de ses conclusions. Le nombre d'affirmations erronées ou généralisatrices est en effet impressionnant, qui démontrent une méconnaissance significative du sujet abordé dans le livre ¹. »

La difficulté du « dialogue » entre Corrêa et Toledo se situe dans le constat que le premier se place sur le plan de l'idéologie, avec toutes les approximations subjectives que cela implique, et la seconde sur le plan historique, avec toutes les lacunes factuelles qu'une méconnaissance de la doctrine peut impliquer. S'il me paraît évident que Corrêa cherche à « prouver » sa propre interprétation de l'histoire, je ne suis pas certain qu'une telle intention soit absente de l'argumentaire de Toledo, mais de manière moins voyante, à travers la relativisation du rôle de l'anarchisme visant à introduire un zeste de social-démocratie dans la fondation du syndicalisme révolutionnaire.

Mais s'il est vrai que les réserves émises par Toledo sur l'opposition d'une partie du mouvement anarchiste envers l'action syndicale et revendicative est justifiée, il convient cependant d'insister que ces réserves ont évolué avec le temps et qu'elles ne peuvent en aucun cas être généralisées à l'ensemble du mouvement anarchiste (ce qu'elle fait souvent). On ne peut pas se référer à une position uniforme des anarchistes par rapport à la question syndicale, ce qui naturellement remet en cause les présupposés des auteurs de *Black Flame* auxquels Corrêa se réfère, ces derniers à leur tout ayant tendance à occulter l'antisindicalisme d'une partie du mouvement anarchiste.

Corrêa, quant à lui, a l'air de considérer que l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire sont sortis de l'AIT avec tous les caractères de mouvements adultes, formés et accomplis et que le syndicalisme révolutionnaire de la CGT n'est qu'un avatar du syndicalisme d'« intention » révolutionnaire attribué à l'AIT. Une telle démarche oblitère des événements aux ramifications complexes qui se sont déroulés pendant la génération qui a suivi la fin de l'AIT, et dont l'examen montre qu'il est

¹ « Demonstrando não conhecer e nem entender o anarquismo clássico e sua história – que acreditamos ter dado início à primeira onda de um sindicalismo de intenção revolucionária, ainda na década de 1860 – a autora equivoca-se nas premissas assumidas, o que resulta na distorção da maioria de suas conclusões. Impressiona, de fato, o número de afirmações equivocadas ou generalizantes, que demonstram significativo desconhecimento do tema tratado no livro. » Corrêa, p. 28.

possible de constater des analogies, mais en aucun cas d'affirmer une filiation : il n'est pas possible de confondre le « syndicalisme *d'intention* révolutionnaire » de la Fédération jurassienne et le syndicalisme révolutionnaire : ce sont deux phénomènes différents ¹.

reprise

Intention : démarche historique ou idéologique.

&&&

Au Brésil comme en France, *une partie* du mouvement anarchiste s'est vigoureusement opposée à l'activité syndicale et à l'entrée des anarchistes dans les syndicats ; néanmoins, pour ce qui est de la CGT française en tout cas, il est indéniable que le mouvement anarchiste a joué un rôle tout à fait *déterminant* dans la formation de la CGT et du syndicalisme révolutionnaire. Il est vrai que d'autres courants y ont contribué, notamment les allemanistes ², un courant socialiste qui fut pendant un moment très proche du syndicalisme révolutionnaire, mais comme tous les socialistes qui flirtèrent un moment avec la révolution, ils rentrèrent vite au bercail, attirés par les sirènes parlementaires.

C'est que les tentatives de « récupération » du syndicalisme révolutionnaire par le mouvement socialiste se trouvaient sérieusement handicapées par deux choses :

- L'opposition des syndicalistes révolutionnaires à l'action parlementaire ;
- L'opposition des partis socialistes à la grève générale.

Les militants socialistes comme Hubert Lagardelle, qui adhéraient aux thèses syndicalistes révolutionnaires, se trouvaient constamment en porte-à-faux. Ce sont incontestablement les militants anarchistes qui ont « mené la danse » dans la CGT au moins jusqu'en 1906, c'est-à-dire jusqu'au vote de la Charte d'Amiens, qui marque pour le courant anarchiste syndicaliste une défaite dont il ne se relèvera pas.

Malgré le poids des anarchistes dans la CGT du début du XX^e siècle, ceux-ci n'envisageaient en aucun cas de considérer leurs syndicats ou leurs fédérations comme étant « anarchistes » – ce que suggère Toledo. Ils restaient malgré tout des syndicalistes révolutionnaires. Il existait d'ailleurs

¹ La Fédération jurassienne, réduite à 400 adhérents lors de la dissolution de l'AIT « anti-autoritaire », n'était plus une organisation de classe mais une organisation affinitaire, tandis que la CGT a eu jusqu'à 600 000 adhérents.

² Jean Allemane : fondateur du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

dans la CGT un très fort courant réformiste qui rend exagéré de parler de « CGT syndicaliste révolutionnaire » après 1906. Si les militants syndicalistes révolutionnaires, parmi lesquels beaucoup d'anarchistes, occupaient de nombreux mandats dans la confédération, ils avaient face à eux une opposition réformiste extrêmement puissante, dont la puissance grandissait avec l'adhésion progressive de syndicats et de fédérations ouvertement réformistes.

Avec Toledo, on a l'impression que les anarchistes n'ont rejoint le syndicalisme révolutionnaire qu'après que celui-ci se fut constitué. Là encore, ce n'est qu'une vérité très partielle. C'est en tout cas une contre-vérité que de dire que c'est « inspirés par le syndicalisme révolutionnaire » que les anarchistes se sont engagés dans l'action syndicale. La littérature anarchiste française de la fin du XIX^e siècle montre très clairement que l'une des principales raisons qui ont poussé les militants à entrer dans les syndicats était de contrer l'influence « autoritaire » des socialistes, mais on ne peut pas encore parler de syndicalisme révolutionnaire. Lorsque les anarchistes s'engageront dans les Bourses du travail, ce n'est pas « inspirés par le syndicalisme révolutionnaire » qu'ils le feront, ils contribueront au contraire de manière décisive à fonder celui-ci.

Le mouvement socialiste, auquel étaient liés les réformistes de la CGT, fut l'acteur majeur du déclin du syndicalisme révolutionnaire. Pour s'en convaincre il suffit de lire des procès-verbaux des deux congrès socialistes qui ont suivi le congrès d'Amiens, où éclate l'extrême satisfaction des dirigeants du Parti socialiste devant l'abandon des thèmes spécifiquement anarchistes qui dominaient jusqu'alors dans les orientations de la CGT. Toledo croit-elle vraiment que les choses ont pu être différentes au Brésil ?

Au congrès d'Amsterdam en 1907, Malatesta avait nié le lien créé entre les travailleurs par la solidarité de classe ; selon lui, l'anarchisme n'est pas le produit de la lutte des classes parce qu'il ne vise pas l'émancipation du prolétariat mais celle de l'humanité : en effet, dit-il, « la révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral. » Il affirmait que le seul lien qui puisse unir les travailleurs était la solidarité morale : « La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal », avait-il déclaré.

C'est sans doute en pensant à Malatesta qu'Edilene Toledo écrit :

« Pour les anarchistes, le syndicat était quelque chose qu'il fallait combattre ou qu'il fallait instrumentaliser comme espace de propagande

qui disparaîtrait dans la société future, ainsi que toutes les autres institutions du monde bourgeois ¹... »

Pour le révolutionnaire italien, le syndicat était un instrument de médiation lié à la société bourgeoise, et le syndicalisme un mouvement légalitaire et conservateur réservé à une aristocratie ouvrière. Pour les syndicalistes révolutionnaires, au contraire, le syndicat était, dit Toledo, « la base de la société future, à travers laquelle les travailleurs organisent la production et la distribution de la richesse, en remplacement de l'autorité et les fonctions de l'État » ². C'est une vision un peu déformée, dans la mesure où Toledo a l'air de limiter le point de vue anarchiste à celui de Malatesta ; or, au risque de me répéter, il y eut effectivement dans le mouvement anarchiste des tendances qui ne faisaient pas du syndicalisme un instrument privilégié – c'était le cas de Malatesta –, ou des tendances carrément anti-syndicales, allant des militants réticents envers le syndicalisme à ceux qui y étaient franchement opposés, avec toutes les nuances intermédiaires. Mais l'anarchisme ne se limite pas à cela.

Malatesta a raison de dire que « au sein de la "classe" ouvrière même [*c'est Malatesta qui met des guillemets*] existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte, les intérêts de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement [en opposition] avec ceux d'une autre catégorie » ³. Mais c'est là qu'on se demande si le militant italien a réellement compris la nature du syndicalisme, qu'il soit révolutionnaire ou non, d'ailleurs : à l'origine même du syndicalisme, au fondement même du syndicalisme, se trouve la volonté des travailleurs de s'organiser pour réduire la concurrence qu'ils se font face aux patrons, c'est-à-dire l'affirmation d'une solidarité fondamentale au sein de la classe ouvrière – et lorsque cette solidarité n'existe pas, lorsque les travailleurs n'ont pas conscience de sa nécessité impérieuse, il appartient aux militants révolutionnaires d'agir pour développer le sens de cette solidarité. *C'est l'un des principaux messages de Bakounine*. Le syndicalisme, c'est *avant tout cela*. Le reste : qu'on

¹ « para os anarquistas o sindicato era algo a ser combatido ou instrumentalizado como espaço de propaganda que desapareceria na sociedade futura, assim como todas as outras instituições do mundo burguês... » (Toledo, p.14)

² « a base da sociedade futura, por meio da qual os trabalhadores organizariam a produção e a distribuição das riquezas, substituindo a autoridade e as funções do Estado » (Toledo, p. 15)

³ On a là un écho du point de vue individualiste selon lequel une augmentation de salaire dans un secteur d'industrie entraînera une diminution dans un autre.

utilise le syndicalisme pour améliorer notre ordinaire, ou qu'on l'utilise pour renverser le capitalisme, ce sont des options, à la limite.

Sur ce point, Kropotkine a une position bien plus correcte que celle de Malatesta. « Vous avez montré le manque de solidarité entre ouvriers », dit-il dans une lettre à Max Nettlau :

« Très bien. Et puis? Pour ma part et, je crois être dans le cas de milliers d'anarchistes et de 100.000 socialistes, je n'ai pas eu besoin d'exagérer les vertus des ouvriers pour épouser la cause de la révolution sociale, éminemment ouvrière. Mais c'est pour forger peu à peu la solidarité entre divers métiers, et, plus tard, diverses nations, pour élargir l'idée de solidarité, pour vous permettre de l'élargir aujourd'hui comme vous l'avez fait, que l'Internationale fut fondée. C'est précisément pour réveiller cette solidarité – sans laquelle il serait difficile de progresser – qu'il faut travailler à ce que les syndicats et les *trade unions* ne soient pas escamotés par les bourgeois, qui, après avoir failli comme modérés, cherchent à arriver au pouvoir comme avancés¹. »

Si Kropotkine ne semble pas avoir compris ce qu'était le syndicalisme révolutionnaire, il perçoit en revanche une chose essentielle qui échappe totalement à Malatesta : la solidarité de classe est une *exigence éthique* que les militants révolutionnaires doivent contribuer à « forger », qu'il faut « réveiller », qu'il faut « élargir »: autrement dit, même si la solidarité de classe n'est pas nécessairement un phénomène observable dans la pureté du concept, elle est une chose à laquelle il faut tendre. Elle est un *objectif*.

Pourtant, il y a de nombreux cas où elle a été observable, ne serait-ce qu'au sein de l'AIT, lorsque des fédérations soutenaient des grèves se déroulant dans d'autres pays. Malatesta ignore-t-il que *c'est même pour cela que l'AIT fut fondée* ?

Ce n'est pas la simple solidarité économique qui a conduit les ouvriers de la presse parisienne à verser 10 % de leur salaire pendant 28 mois, entre février 1975 et juin 1978 pour soutenir leurs camarades du quotidien *Le Parisien libéré* en grève avec occupation. Ce n'est pas la simple solidarité économique qui a conduit 140 000 mineurs britanniques à faire une grève de presque un an, 1984-1985, contre les mesures décidées par Mme Thatcher : cette grève fut accompagnée d'une organisation efficace de la solidarité. Pour agir ainsi il faut un très profond sens moral et c'est faire injure au prolétariat que de lui dénier cette qualité. Bien sûr, les difficultés de la vie quotidienne font que cette profonde solidarité morale autant

¹ Kropotkine, lettre à Max Nettlau, 5 mars 1902, file:///C:/Users/René/Desktop/COREA-TOLEDO%20et%20a14/Kropotkin-Nettlau.pdf

qu'économique ne se manifeste pas à tout moment, que cette « volonté commune de transformation sociale » n'est pas permanente ; mais ce devrait précisément être le rôle des anarchistes de militer tous les jours pour stimuler l'une et l'autre.

Malatesta voit dans le syndicalisme une « doctrine », un « système », dont l'intérêt ne réside que dans le fait qu'il est un « terrain particulièrement propice à notre propagande révolutionnaire » et un « point de contact entre les masses et nous ». Cela lui paraît tellement évident qu'à Amsterdam il précisa : « Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. » Le syndicalisme n'est donc qu'un terrain de propagande et de recrutement pour le mouvement anarchiste, ce n'est pas une instance qui rassemble organiquement les travailleurs en tant que classe, alors que pour Monatte et ses camarades, il n'y a « qu'une classe ouvrière », et par conséquent *une seule organisation ouvrière* – ce qui par définition exclut le syndicalisme d'opinion. Or Malatesta se défend lui aussi très fermement de promouvoir des syndicats anarchistes (c'est-à-dire d'opinion).

Quant à l'instrumentalisation des syndicats comme espaces de propagande qui devaient disparaître dans la société future, là encore on a une caricature. Pour la plupart des anarchistes, le syndicat est un espace dans lequel ils doivent naturellement agir puisque c'est là qu'est organisée la classe ouvrière. Là encore, il y a des degrés divers d'investissement des militants, ce qui a suscité des controverses dans le mouvement. Quant à savoir si les syndicats doivent disparaître dans la société future, c'est à l'évidence une idée héritée de Malatesta qui n'engage que lui et ses partisans. Le projet anarchiste hérité de Bakounine dit tout autre chose. L'organisation syndicale, qui est aujourd'hui en charge de la lutte quotidienne, sera demain la matrice de l'organisation de la société ; il n'est donc pas question de la faire disparaître.

Mais ce que Toledo attribue à juste titre aux syndicalistes révolutionnaires (le syndicat constituant « la base de la société future », etc.), c'est exactement ce que disaient Bakounine et les Internationaux du courant fédéraliste ! Et on retrouve là la fracture entre anarcho-communisme (Malatesta) et anarcho-syndicalisme (Bakounine).

Mais c'est peut-être là que se trouve le problème, car Malatesta semble penser que le concept de classe ouvrière est trop imprécis pour être opérationnel : pour lui, l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas le but recherché, mais l'émancipation de l'humanité tout entière. Personne ne conteste que le but de la révolution est l'émancipation de l'humanité, même Bakounine, mais les syndicalistes révolutionnaires de l'époque de Griffuelhes, Pouget, Delesalle, Dunois, etc., objecteraient sans doute que

s'ils consentent volontiers à lutter pour l'émancipation sociale des bourgeois, il ne faudrait pas trop compter sur ces derniers pour prendre l'initiative du combat ¹.

Malatesta fit preuve selon moi d'une totale incompréhension de la morale ouvrière lors du débat avec Monatte au congrès anarchiste d'Amsterdam. Il s'indigna que des travailleurs puissent faire usage de violence à l'égard de travailleurs non grévistes lors d'une grève, alors qu'ils sont exploités comme les autres ². Outre l'extrême naïveté de son propos, cela révèle également l'ignorance d'un principe *essentiel* de la morale prolétarienne : *on ne brise pas une grève*. Le briseur de grève a beau être pour Malatesta « un exploité comme les autres », il n'en est pas moins un traître à sa classe. Personne ne nie que le briseur de grève est « un exploité comme un autre », mais quand il y a une grève et que des « exploités comme les autres » la brisent, que faut-il faire ? Cette solidarité de *classe* – car c'est bien de *classe* qu'il s'agit, non pas d'« humanité tout entière » – est constitutive de la conscience qu'ont (ou devraient avoir) les travailleurs d'appartenir à une communauté. Et là où le sentiment de solidarité de classe n'existe pas, il appartient aux militants libertaires de la susciter.

Sans doute Malatesta a-t-il grandement influencé le mouvement anarchiste brésilien, en particulier celui de São Paulo, du fait de l'importante immigration italienne, mais les choses, encore une fois, sont plus compliquées. Tous les anarchistes ne réagissaient pas comme le dit Toledo. En France, une partie importante du mouvement libertaire s'engagea d'emblée dans le mouvement syndical bien avant la constitution de la CGT en 1895. Émile Pouget fut un militant syndicaliste dès 1879, et il fut loin d'être le seul. De très nombreux anarchistes militaient dans les bourses du travail, qui se constituèrent en fédération en 1892, où ils

¹ Dans la doctrine marxiste, l'émancipation de l'humanité coïncide avec l'émancipation de la dernière classe dominée de l'histoire, le prolétariat. Bakounine faisait remarquer que si la politique marxiste prévalait, la dernière classe exploitée serait la paysannerie.

² Malatesta : « Je n'ai pas besoin de vous rappeler que, très souvent, dans les grèves, les ouvriers emploient la violence... contre la police ou les patrons ? Non pas : contre les Kroumirs [note: En Italie et en Suisse, on appelle ainsi les jaunes, ceux qui travaillent en temps de grève] qui pourtant sont des exploités comme eux et même plus disgraciés* encore, tandis que les véritables ennemis de l'ouvrier, les seuls obstacles à l'égalité sociale, ce sont les policiers et les patrons. » Malatesta, congrès d'Amsterdam. [*Traduction fautive de « disgraziato » qui ne signifie pas « disgracié » mais « malheureux »]

http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/le_syndicalisme_au_congres_anarchiste_international_d_amsterdam.pdf

jouèrent un rôle déterminant, quoi qu'aient pu en penser leurs camarades qui militaient dans des groupes « spécifiques » et qui critiquaient le syndicalisme. La différence sans doute avec la situation au Brésil pourrait se définir de deux manières :

1. Les militants anarchistes syndicalistes engagés dans le mouvement syndical français furent suffisamment nombreux et influents pour s'imposer de manière décisive comme courant incontournable, du moins pendant un temps.

2. Ils furent capables de contrer l'influence antisindicaliste propre à de nombreux anarchistes de leur temps.

Malatesta avait le sens pratique et il comprenait bien que le mouvement syndical, rassemblant un grand nombre de travailleurs, était un moyen irremplaçable pour mobiliser les masses. Les anarchistes devaient donc y être actifs, selon Toledo, et « favoriser leur développement et en faire l'un des piliers de leur action »¹. Mais le mouvement syndicaliste devait agir « en coopération avec d'autres forces progressistes existantes »² parce que le syndicalisme ne regroupait pas la totalité des personnes qui pouvaient avoir intérêt à changer la société. Malatesta pense qu'une organisation fondée sur les intérêts de ses membres ne suffit pas, et qu'il lui faut une impulsion, un ferment, des hommes animés de passion révolutionnaire, comme disait Bakounine, prêts à se sacrifier pour un idéal.

La relégation du syndicat à un espace de propagande était logique pour ces anarchistes qui pensaient qu'il ne servait à rien d'obtenir des augmentations de salaires ou une réduction du temps de travail puisque les améliorations obtenues n'étaient que temporaires et seraient accompagnées d'une augmentation du coût de la vie et d'une intensification du rythme de travail. La seule utilité des syndicats aurait été de servir de centres d'éducation des ouvriers, dans lesquels ils apprendraient que leur émancipation ne pouvait résulter que de la révolution et de la fin du salariat. De ce point de vue, on pourrait effectivement dire que le syndicalisme est une « stratégie » de l'anarchisme, mais je ne pense pas que c'est dans ce sens-là que Schmidt-van der Walt entendent la chose : il s'agit en effet de la simple transformation du syndicat en... groupe anarchiste.

Cette attitude du mouvement anarchiste montre la régression subie par

¹ « favorecer seu desenvolvimento e fazer dele um dos pilares de sua ação ».

² « em cooperação com outras forças progressistas existentes ».

la doctrine depuis la disparition de Bakounine et la fin de l'Association internationale des travailleurs. En effet, un point déterminant de la doctrine bakouninienne stipule très précisément que la réduction du temps de travail (et l'augmentation des salaires) sont une revendication *prioritaire* de la classe ouvrière. Précisons que Malatesta ne conteste pas la nécessité des luttes revendicatives en vue d'obtenir des gains immédiats. Il pensait seulement que les syndicats ne pouvaient pas être révolutionnaires – ce qui n'empêche pas Schmidt et van der Walt de l'inclure dans la rubrique « Syndicaliste révolutionnaire » en disant qu'il « préconisait » le syndicalisme.

Bakounine pensait que la lutte quotidienne était importante car elle contribuait à la prise de conscience des travailleurs – ce que Pouget appelait la « gymnastique révolutionnaire ». Mais c'est aller vite en besogne que de dire avec Corrêa que « Malatesta, en dépit de ses réticences, incitait les anarchistes à adopter la stratégie du syndicalisme révolutionnaire »¹. Il incitait simplement les anarchistes à militer dans les syndicats, ce qui ne suffit pas à définir leur action comme « syndicaliste révolutionnaire ». En effet, *l'invraisemblable erreur* de Schmidt et van der Walt est de cataloguer comme « syndicalistes révolutionnaires » des personnes qui rejettent le fondement incontournable de ce courant, l'idée que le syndicat, organe de lutte revendicative aujourd'hui, sera demain « le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale », pour reprendre les termes de la résolution de la CGT votée en 1906 à Amiens, principe par ailleurs déjà largement développé au temps de la Première Internationale.

L'une des curiosités de l'argumentaire de Toledo, c'est l'idée selon laquelle les anarchistes pensaient à une « fédération d'individus » (« federação de indivíduos »), tandis que les syndicalistes révolutionnaires « imaginaient un monde qui serait une fédération de syndicats ». « Les uns pariant sur la solidarité morale, les autres sur la solidarité de classe », dit-elle². Une allusion évidente à Malatesta qui, au congrès d'Amsterdam, déclara que la « solidarité morale » était le seul lien qui peut unir les travailleurs, c'est-à-dire la croyance en un idéal commun. C'est ce qui fonde en quelque sorte les groupes spécifiques (spécifiquement anarchistes). Toujours à Amsterdam, Malatesta avait nié qu'il puisse exister entre les travailleurs une « solidarité de classe », contrairement à ce que pensent les syndicalistes révolutionnaires. D'une certaine façon, Toledo

¹ « Malatesta, apesar das reticências, incetivava os anarquistas a adotar a estratégia do sindicalismo revolucionario »

Felipe Corrêa, *Ideologia e estratégia: anarquismo, movimentos sociais e poder popular*, São Paulo, Faisca Publicações, 2011, p. 92.

² p. 14

pose donc bien le problème ; pourtant je ne me souviens pas avoir jamais entendu l'expression « fédération d'individus » dans le mouvement anarchiste. Pour moi, une fédération, c'est une organisation qui regroupe un certain nombre de *structures constituées* sur la base des principes fédéralistes. C'est une forme qui respecte la liberté de l'individu mais qui n'a pas vocation à n'être que cela. Voici ce que dit l'*Encyclopédie anarchiste*¹ :

« Le fédéralisme est une forme d'organisation sociale qui a pour but d'assurer : 1° les rapports des individus entre eux ; 2° les rapports de l'individu avec le groupement ; 3° les rapports des groupements entre eux. Il a pour bases essentielles :

« 1° la liberté de l'individu ; 2° l'indépendance et l'autonomie du groupement.

« Il repose sur une grande loi naturelle : l'ASSOCIATION, dont les fondements moraux sont : la SOLIDARITÉ ET L'ENTR'AIDE. »

Il apparaît clairement que le fédéralisme est une « forme d'organisation sociale » dont le champ d'intervention est certes l'individu, mais aussi le « groupement », et les rapports des groupements entre eux. Dans la définition de l'*Encyclopédie anarchiste*, on pourra remplacer « groupements » par « syndicats », « groupes anarchistes » ou « clubs de football », on voit bien que le fédéralisme vu par les anarchistes ne se limite pas, et de loin, à créer de prétendues « fédérations d'individus » puisque la cellule de base est ici le groupement auquel les « individus » adhèrent.

Dans la doctrine anarchiste, le fédéralisme se fonde par définition sur l'existence de structures qui s'organisent entre elles selon des modalités déterminées. Supposons qu'à São Paulo il y ait quatre groupes anarchistes, à Campinas deux, à Rio de Janeiro quatre et à Salvador de Bahia trois, et que tous ces groupes décidaient de se fédérer, où se trouverait la prétendue « fédération d'individus » ? C'est absurde. Le jour où une fédération anarchiste brésilienne aura 100 000 adhérents, parlera-on de « fédération d'individus » ? On a là, encore une fois, l'illustration de la volonté de Toledo de présenter l'anarchisme sous une forme caricaturale.

¹ *Encyclopédie anarchiste*, <http://www.encyclopedie-anarchiste.org/>

Cet ouvrage de 2893 pages reste à ce jour la plus importante contribution écrite au mouvement anarchiste en France. Initialement prévue en cinq volumes, seul le premier volume (lui-même composé de 4 tomes) fut achevé.

L'article de l'*Encyclopédie anarchiste* semble avoir prévu les remarques de Toledo car il désigne par « association » le regroupement d'individus, et non pas « association d'individus ». C'est lorsque des associations se regroupent entre elles qu'on parle de « fédération ». Ainsi, pour que l'association soit viable, il faut que les associés « poursuivent un but commun et qu'ils soient d'accord sur les moyens à employer pour atteindre ce but », ce qui les conduit à « accepter tacitement un contrat, écrit ou non, qu'ils s'engagent à respecter volontairement et mutuellement, pendant toute la durée de l'association, que celle-ci soit limitée ou illimitée ».

L'association (sous-entendu : fédérative) implique la conclusion d'un « accord précis, nettement défini par le contrat qui le lie à ses associés ». De ce fait, « l'individu abandonne forcément quelques préférences personnelles qu'il conditionne, en quelque sorte, l'exercice de sa liberté ». De même, « il subordonne volontairement son intérêt particulier à un intérêt collectif, lequel donne tout naturellement naissance la constitution de l'association » : « Il se crée donc des droits et devoirs. Ses droits, c'est ce qu'il reçoit et doit recevoir des autres associés, pour sa collaboration à l'œuvre commune. Ses devoirs, c'est ce qu'il doit à ses associés, pour leur participation à cette même œuvre. S'il doit exiger l'intégralité de ses droits, il doit aussi remplir scrupuleusement ses devoirs¹. » [*souligné par moi*]

Des associations qui se regroupent entre elles forment une fédération.

« En effet, si une association est forcément limitée à un milieu restreint, un très grand nombre d'associations peuvent avoir une communauté de vue, d'intérêts matériels et moraux, immédiats et futurs.

« Ceci les oblige à se réunir, à reconnaître l'identité de leurs buts, à déterminer les moyens à employer pour les atteindre, à se donner une doctrine commune, à établir un contrat, à dresser un statut pour agir ensemble.

« A ce moment, le fédéralisme est né. »

Naturellement, les règles qui régissent les rapports entre associés – droits, devoirs, etc. – subsistent dans la fédération. On voit donc que le propos de Toledo est, encore une fois, trop caricatural pour correspondre à la réalité qu'elle prétend décrire.

¹ J'invite le lecteur à se reporter à l'article « Fédéralisme » de l'*Encyclopédie anarchiste*, <http://www.encyclopedie-anarchiste.org/articles/f/federalisme.html>

Autonomie/neutralité/indépendance

Le principe de l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques figure déjà dans les statuts fondateurs de la CGT dès 1895. Réaffirmer cette indépendance en 1906 n'est donc pas réellement une nouveauté. Par ailleurs il ne fait pas de doute que la question de l'autonomie ouvrière n'est pas une invention du syndicalisme révolutionnaire puisque cette question se trouve au fondement de l'opposition entre le courant fédéraliste de l'AIT et le courant centraliste. Mais au-delà de l'AIT, on le trouve très clairement exprimé chez Proudhon dans sa *Capacité politique des classes ouvrières*, où il affirme que pour qu'il agisse de manière autonome, le prolétariat doit remplir trois exigences :

- Qu'il « ait conscience de lui-même, de sa dignité, de sa valeur, de la place qu'il occupe dans la société, du rôle qu'il remplit, des fonctions auxquelles il a droit de prétendre, des intérêts qu'il représente ou personnifie »,
- Qu'il « affirme son idée, c'est-à-dire qu'il sache se représenter par l'entendement, traduire par la parole, expliquer par la raison, dans son principe et ses conséquences, la loi de son être »,
- Que, de cette idée, étant posée « il puisse, selon le besoin et la diversité des circonstances, déduire toujours des conclusions pratiques ».

Les syndicalistes révolutionnaires se reconnaissent parfaitement dans ces propos. Proudhon avait constaté de près l'influence de la bourgeoisie radicale sur la classe ouvrière et préconisait que celle-ci se sépare radicalement de la bourgeoisie.

Il faut cependant préciser que la question de l'autonomie ouvrière trouva d'autres manières de s'exprimer. En effet, vers la fin du Second Empire en France, 60 ouvriers, sous l'impulsion d'Henri Tolain – l'un des fondateurs français de l'Internationale –, signèrent un « Manifeste des Soixante » qui réclamait la possibilité de présenter des candidats spécifiquement ouvriers aux élections. Ce manifeste provoqua un choc car du point de vue de l'idéologie républicaine, dans la mesure où la monarchie avait été abolie, les ordres féodaux supprimés et l'égalité de tous assurée devant la loi, il n'existait plus de classes sociales : il n'y avait donc pas lieu de présenter des candidatures *ouvrières*. La bourgeoisie elle aussi, à sa manière, était favorable à l'abolition des classes – des classes qui se trouvaient au-dessus d'elle... Il est évident que les avocats, médecins, notaires et autres boutiquiers ne voyaient pas d'un œil favorable la candidature d'ouvriers qui risquaient de leur faire concurrence pour l'accès

aux bonnes places. La lutte des places, en somme.

Les notions d'autonomie syndicale et de neutralité syndicale peuvent être comprises de différentes manières, et au sein de la CGT le puissant courant réformiste a déployé toute sa force pour infléchir l'interprétation de ces notions dans son sens. Les réformistes vont jouer sur le fait que le syndicat est un lieu où se surmontent les divisions entre travailleurs, un lieu d'unification de la classe ouvrière – un point sur lequel Toledo insiste beaucoup. Or pour que les divisions soient surmontées – aplanies, plutôt – il faut que l'organisation syndicale fonctionne sur la base du plus petit commun dénominateur. Par conséquent, on évacue tout ce qui peut diviser, autrement dit on évacue toute la dimension politique du syndicalisme révolutionnaire.

Mais à l'origine, la neutralité syndicale, pour les anarchistes syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires, signifiait que l'organisation syndicale n'avait pas à collaborer avec les partis politiques, en particulier en période d'élections ; ce concept de neutralité allait de pair avec l'idée d'autonomie, ou d'indépendance syndicale, ce qui signifiait que l'organisation syndicale se réservait le droit de prendre position sur tout sujet qu'elle considérait comme important, y compris des questions réputées « politiques ». La notion de « rien n'est étranger au syndicat » est une notion qui est parfaitement cohérente avec les positions de cette partie du mouvement anarchiste qui a adhéré à l'action syndicale et qui y a vu la forme par laquelle l'action anarchiste devait s'exercer. Mais ce point de vue a également suscité l'opposition très ferme d'une autre partie du mouvement anarchiste qui se voyait ainsi dépossédée de son champ d'intervention.

L'examen attentif des débats du congrès d'Amiens montre l'ampleur de l'assaut réformiste en vue de retirer à l'idée d'autonomie syndicale toute substance. C'est ainsi que la direction confédérale se vit reprocher de ne pas respecter l'« apolitisme » confédéral parce que la propagande anti-religieuse ne respectait pas les croyances de nombreux adhérents de la confédération. De même, « lorsque vous votez la grève générale expropriatrice [...] vous ne respectez pas les opinions du radical. Pas plus, vous ne respectez les opinions du nationaliste lorsque vous faites de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme ¹. » On est là dans une perspective de « neutralité » au sens le plus étroit du mot, pas d'indépendance du syndicat dans le sens où celui-ci peut décider de toute orientation, fût-elle politique, du moment qu'elle émane de syndicat lui-même et pas d'une instance extérieure.

C'est cette conception restrictive du neutralisme et de l'« apolitisme »

¹ Victor Renard, délégué (guesdiste) du Textile, congrès d'Amiens, 1906.

syndical qui a fini par dominer au congrès d'Amiens en 1906 : il n'est désormais plus question de lutte contre l'État, contre l'armée, contre le parlementarisme¹. C'est dans ce sens que je considère que la résolution d'Amiens ne fut pas, contrairement à l'idée communément admise, l'exposé-type de la doctrine syndicaliste révolutionnaire, elle fut au contraire l'expression du début de son reflux.

Je pense que Toledo fait une confusion entre autonomie et indépendance. Le fait que le syndicat ait été perçu comme le véhicule de l'autonomie ouvrière signifie qu'il était l'organisme dans lequel la classe ouvrière définissait elle-même sa stratégie, son projet de société, etc. L'indépendance du syndicat signifie que cette autonomie se réalisait en dehors de toute influence extérieure, des partis politiques en particulier.

Par ailleurs, le concept de « neutralité » syndicale a subi, dans la CGT française, une « dérive sémantique », en quelque sorte. Dans un premier temps cela signifiait que la CGT ne prenait pas position dans les affaires politiques des organisations « extérieures » à elle-même. Ce qui n'excluait pas qu'elle prenne des positions politiques si c'était la CGT qui les élaborait de sa propre initiative. Or insidieusement, la « neutralité » a fini par vouloir dire que la CGT ne devait pas avoir de position politique *du tout*. Il est clair que c'est l'énorme pression du courant réformiste qui a conduit à cette évolution.

On est arrivé insidieusement au résultat inverse de celui qui était voulu initialement : alors que les syndicalistes révolutionnaires prônaient l'autonomie de la classe ouvrière dans le sens où elle prenait toutes les décisions qu'elle voulait dans son organisation de classe sans en référer à aucune structure extérieure, la notion d'« indépendance » a fini par ôter à l'organisation syndicale toute capacité de décision en dehors de la sphère strictement revendicative, *l'action politique étant réservée aux partis politiques*. La résolution d'Amiens reconnaît implicitement cette division du travail typiquement social-démocrate.

Pour Émile Pouget, il ne s'agit pas d'être indifférent aux activités qui ne seraient pas strictement professionnelles. Dans *La C.G.T.*, il écrit que la Confédération est « neutre du point de vue politique », mais cette « neutralité affirmée n'implique point l'abdication ou l'indifférence en face des problèmes d'ordre général, d'ordre social ; il n'est nullement question d'un neutralisme qui réduirait la Confédération à évoluer dans les cadres

¹ Cf. Compte rendu intégral du congrès d'Amiens :
http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf/11_-_1906_-_Congres_Amiens.pdf

d'un corporatisme étroit et à ne rien voir au-delà des besoins momentanés et restreintes d'une défense professionnelle s'adaptant à la société capitaliste »¹.

La neutralité des syndicalistes révolutionnaires n'est pas une neutralité fermée qui limite la capacité d'initiative du mouvement syndical, mais qui l'étend, pourvu que cette initiative émane du mouvement syndicaliste lui-même.

« Ainsi s'éclaire et se définit la neutralité du syndicalisme français, en face des problèmes d'ordre général; sa neutralité n'implique pas sa passivité. La Confédération n'abdique devant aucun problème social non plus que politique (en donnant à ce mot son sens large). Ce qui la distingue des partis démocratiques, c'est qu'elle ne participe pas à la vie parlementaire : elle est a-parlementaire, comme elle est a-religieuse, et aussi comme elle est a-patriotique. Mais son indifférence en matière parlementaire ne l'empêche pas de réagir contre le gouvernement, et l'expérience a prouvé l'efficacité de son action, exercée contre les pouvoirs publics, par pression extérieure »² »

Toledo montre que le problème se posait exactement de la même manière au Brésil. Parlant d'une motion présentée au Congresso Estadual Paulista de 1908, elle écrit :

« La motion présentée stipulait que les ligues de résistance continuent dans une neutralité absolue à l'égard des différents partis politiques et que toute action considérée comme politique, telle que l'anti-militarisme et la réaction contre les abus des autorités, devait être faite sans ingérence d'éléments étrangers aux ouvriers »³... »

Il n'est pas exagéré de dire que la « neutralité » syndicale est un couteau à deux tranchants et qu'elle peut servir d'arme efficace contre l'autonomie ouvrière.

Entendue dans le sens large (le syndicat prend en toute indépendance ses propres positions politiques) ou dans le sens étroit (le syndicat ne prend par lui-même aucune position politique), la « neutralité » dépend du rapport des forces. En 1906 au congrès d'Amiens, la CGT se voit imposer

¹ Bibliothèque du Mouvement Proletarien, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière, 1910 (<http://kropot.free.fr/Pouget-CGT.htm>).

² Émile Pouget, *op. cit.*

³ « A moção apresentada foi que as ligas de resistência continuassem na mais absoluta neutralidade perante os diversos partidos políticos e que qualquer ação considerada politica, como o antimilitarismo e a reação contra os abusos das autoridades, deveria ser feita de acordo com uma tática operária sem intromissão de elementos estranhos aos operários... »

une vision restrictive de la neutralité : il paraît évident que la « politique » est réservée aux partis et que le syndicat ne doit pas concurrencer le parti sur ce terrain.

Il est coutume de dire qu'à Amiens, il y eut effectivement un compromis entre syndicalistes révolutionnaires et une partie des socialistes réformistes contre une autre fraction socialiste se réclamant de Jules Guesde. Les guesdistes préconisaient la subordination du syndicat au parti. La fraction majoritaire du courant socialiste avait compris que la neutralité syndicale, au sens restrictif, leur convenait tout à fait, dès lors qu'elle imposait à la CGT de ne pas prendre de position politique. L'enjeu n'était pas seulement d'empêcher les partis politiques de pénétrer dans le syndicat ; il était aussi, et peut-être plus, d'empêcher le syndicat d'empiéter sur les attributions des partis politiques.

Si les syndicalistes révolutionnaires ont accepté ce compromis, c'est parce que le guesdisme apparaissait comme un danger plus grand, mais la lecture attentive des minutes des congrès socialistes après Amiens montre que l'objectif des réformistes modérés était le même que celui des guesdistes, leur tactique étant simplement beaucoup plus intelligente.

J'ajouterai que le syndicalisme français s'est formé après la Commune de Paris dans un contexte où les sectes politiques pullulaient. Le syndicalisme apparaissait donc naturellement comme la structure unificatrice du mouvement ouvrier. Ce n'est qu'en 1905 que l'unité socialiste s'est créée avec un parti unifié. Jules Guesde, qui avait le soutien de Marx et de la II^e Internationale, était alors l'homme fort du mouvement. Au moment du congrès d'Amiens, le parti socialiste nouvellement unifié apparaît donc comme un nouveau centre de l'identification ouvrière : la CGT n'est plus toute seule, et sans doute nombre d'ouvriers trouvent-ils plus confortable de s'en remettre au vote qu'à la confrontation violente pour améliorer leur situation.

La congrès d'Amiens entérine en fait la division social-démocrate du travail entre lutte économique et lutte politique.

Toledo et la grève générale

Le décalage entre le discours d'Edilene Toledo sur l'anarchisme, ses lacunes et ses approximations, et la réalité du mouvement anarchiste et du syndicalisme révolutionnaire, apparaît particulièrement dans la question de la grève générale. Selon elle la grève générale était devenue « le grand instrument, voire même le seul moyen possible dans la stratégie anarcho-

communiste »¹. Cependant, ajoute-t-elle, cette « nouvelle ferveur pour la grève générale insurrectionnelle était différente de celle des syndicalistes révolutionnaires et semblait être une autre version de la vieille foi anarcho-communiste dans l'assaut révolutionnaire »². Toledo veut dissocier anarchisme et syndicalisme révolutionnaire – ce que lui reproche à juste titre Corrêa.

En somme, il y a la « bonne » grève générale, celle des syndicalistes révolutionnaires, et la « mauvaise », celle des anarcho-communistes. Le problème est que la grève générale à l'époque n'est pas particulièrement attachée à l'anarcho-communisme qui penche plutôt vers l'insurrectionnalisme, et que les syndicalistes révolutionnaires n'ont jamais nié qu'elle s'accompagnerait nécessairement de violences révolutionnaires. Il faut insister fortement que les congrès ouvriers français, et en particulier celui de 1893, reconnaissent tous que déclencher une grève générale *équivalait à déclencher la révolution*. La grève générale, *c'est la révolution*. L'intérêt de la grève générale réside dans le constat que le véritable pouvoir n'est pas dans les rues, comme le veut une vision « quarante-huitarde » et insurrectionnaliste de la révolution (ce qui inclut une partie du mouvement anarchiste), mais dans les entreprises, et qu'elle est de ce fait, comme le dit Pelloutier, susceptible de provoquer *moins de violence* que des affrontements de rue directs.

Il ne s'agit donc pas de l'« assaut révolutionnaire » que Toledo attribue aux anarchistes. Pelloutier sait très bien qu'une grève générale entraînerait une réaction violente de la bourgeoisie et de l'État, mais il pense que l'arrêt général du travail suivi d'une reprise en mains de la production entraînera moins de pertes qu'une stratégie insurrectionnelle : « le parti révolutionnaire, convaincu que la question sociale étant tout économique, l'affranchissement viendra par la résistance à l'oppression économique, sous la forme d'une grève gigantesque nécessairement violente. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter rapide l'engagement final »³.

Il est difficile d'imaginer une grève générale expropriatrice, telle que la décrit déjà Pelloutier en 1895 dans « Qu'est-ce que la grève générale ? », comme pacifique. Simplement, il ne s'agit pas tant de s'attaquer frontalement au pouvoir d'État que de s'emparer des points névralgiques de la société. Les affrontements violents seront certes inévitables, mais la grève générale pourra peut-être les rendre moins sanglants en réduisant les

¹ « ...a idéia da greve geral aparece então como o grande instrumento ou mesmo o único meio possível na estratégia anarco-comunista », p. 52.

² « ...o novo fervor pela greve geral insurreccional era diferent de dos sindicalistas revolucionario e parecia uma outra vers ão da velha fê anarco-comunista no ataque revolucionário. » Toledo, p. 52.

³ Fernand Pelloutier, « La situation actuelle du socialisme », *Les Temps nouveaux*, 6-12 juillet 1895. Voir : <http://monde-nouveau.net/spip.php?article573>

heurts directs avec les forces de répression. Pour les syndicalistes révolutionnaires, la grève générale expropriatrice remplace les barricades, parce que, comme l'avait constaté déjà Bakounine après la Commune, l'État dispose de moyens de répression supérieurs aux moyens dont dispose la classe ouvrière : le fusil Lebel, permettant de tirer huit balles sans recharger, avait tout récemment remplacé le modèle en usage, à un seul coup ; il évitait de recharger l'arme à chaque coup et avait accru de manière terrifiante la puissance de feu des troupes de l'État.

Il est convenu de dire que le premier qui parla de grève générale en France fut le menuisier et militant anarchiste Joseph Tortelier (1853-1925)¹ qui, le 9 août 1888, lors d'un meeting pendant une grève des terrassiers, déclara : « Ce n'est que par la grève universelle que l'ouvrier créera une société nouvelle, dans laquelle on ne trouvera plus de tyrans. » Mais il ne faisait que reprendre des idées qui circulaient déjà dans l'Internationale, dans les débats de l'AIT, à une époque où on ne parlait pas du tout d'anarcho-syndicalisme ni d'anarcho-communisme, comme l'atteste cet extrait d'un article datant de 1869 :

« Lorsque les grèves s'étendent, se communiquent de proche en proche, c'est qu'elles sont bien près de devenir une grève générale, et une grève générale, avec les idées d'affranchissement qui règnent aujourd'hui, ne peut aboutir qu'à un grand cataclysme qui ferait peu neuve à la société². »

Par ailleurs, entre 1886 et 1894, la grève générale fit l'objet d'intenses débats, et son principe fut adopté par la Fédération nationale des syndicats, une organisation fondée par Jules Guesde, un socialiste *catégoriquement opposé à la grève générale* ! Nous ne sommes donc pas du tout dans la problématique de la « bonne » et de la « mauvaise » grève générale à laquelle Toledo semble vouloir réduire la question.

Une « Fédération nationale des syndicats », précurseur de la CGT, avait été créée en 1886 sous le patronage du Parti ouvrier français de Jules Guesde, qui tiendra 7 congrès jusqu'à la fondation de la CGT proprement dite, en 1895. Dans son *Histoire des bourses du travail*, Fernand Pelloutier écrit que « la fédération nouvelle ne réalisa les espérances ni du monde ouvrier ni même de ses fondateurs. Et pourquoi ? parce qu'au lieu d'être

¹ En fait la question de la grève générale avait été discutée au sein de l'AIT et elle était même plus ancienne que ça.

² *L'Égalité*, 3 avril 1869.

une union corporative elle fut dès ses débuts une machine de guerre mise au service du *Parti ouvrier français* pour aider au succès de l'action électorale engagée par cette école. »

Jules Guesde eut beaucoup de mal à maintenir son contrôle sur la Fédération nationale des syndicats car dès son premier congrès, la subordination du parti fut remise en cause et les tendances spontanément libertaires conduisirent au vote d'une déclaration appelant les travailleurs à se « séparer nettement des politiciens qui les trompent » – ce qui ne convenait pas vraiment aux guesdistes.

Ceux-ci tentèrent de rattraper le coup au congrès suivant, en 1887, mais ne parvinrent pas à empêcher la rédaction d'un rapport disant :

« Considérant que les grèves partielles n'ont pu jusqu'à ce jour contraindre d'une efficacité absolue les exploités à respecter les justes revendications des travailleurs,

« Le congrès national des syndicats ouvriers de France soumet aux corporations l'étude d'une cessation générale du travail. »

Et au congrès de 1887, le principe de la grève générale est votée !

Au congrès de 1888 de la Fédération nationale des syndicats, les guesdistes sont mis en minorité et la grève générale est confirmée : « seule la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète de tout travail, ou la révolution peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation... ». Le congrès invite également les syndicats « à ne s'inféoder à aucun parti politique quel qu'il soit, seul moyen de rallier l'unanimité des corporations ». Mieux : une résolution engage les travailleurs « à se séparer nettement des politiciens qui les trompent, à organiser solidement leurs chambres syndicales qui, dans un avenir très prochain, constitueront seules la grande armée des revendications sociales qui nous rendra ce qui nous appartient réellement, le sol, le sous-sol et les instruments de travail et de production. » La formulation même de cette résolution révèle une inspiration clairement héritée de l'AIT.

En suscitant la création d'une organisation syndicale, ces socialistes avaient négligé la dynamique interne à la classe ouvrière de leur temps. Ces partisans de la soumission du syndicat au parti, ces opposants à la grève générale avaient joué avec le feu et créé un « monstre » qui leur échappait totalement. Les congrès suivants de la FNS confirmèrent le principe de la grève générale.

En 1889 les guesdistes rejetèrent officiellement le recours à la grève générale, ce qui contribua à exacerber les oppositions entre les deux camps. Aussi, en 1892 les anti-guesdistes quittèrent la Fédération nationale des syndicats et créèrent la Fédération des Bourses du travail à laquelle l'anarchiste Fernand Pelloutier va se dévouer. Les guesdistes de la FNS

poursuivront tristement leur route quelques années, avant de s'évaporer en 1898, mais sans abandonner l'idée de prendre un jour le contrôle du mouvement syndical.

En 1893 fut convoqué à Paris, dans une ambiance de répression policière, un congrès qui regroupa les délégués de bourses du travail et de chambres syndicales. Ce congrès, qui n'entre dans aucune série, se prononça pour la grève générale et pour l'unité des forces ouvrières sur les plans horizontal et vertical, c'est-à-dire une affiliation des syndicats aux bourses du travail et aux fédérations de métiers avec, à la tête, un comité central comprenant les représentants des deux organisations. On se rapproche de plus en plus d'une confédération. Les membres du congrès se donnèrent rendez-vous à Nantes, en Bretagne, l'année suivante. C'est là, en septembre 1894, que le basculement eut lieu, lors du 6^e congrès de la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs. Ce congrès est particulièrement important car il met un terme à l'idée de subordination du mouvement syndical à la politique électorale des partis socialistes. Les syndicalistes se débarrassent de la tutelle des guesdistes et manifestent leur autonomie. À la majorité des deux tiers, le congrès de Nantes se rallie à la thèse de Fernand Pelloutier : « Considérant qu'en présence de la puissance militaire mise au service du capital, une insurrection à main armée n'offrirait aux classes dirigeantes qu'une occasion nouvelle d'étouffer les revendications sociales dans le sang des travailleurs ; considérant que le dernier moyen révolutionnaire est donc la grève générale, le VI^e Congrès national des Syndicats ouvriers de France décide : il y a lieu de procéder immédiatement à l'organisation de la grève générale. »

Les guesdistes, totalement défaits, décident de se retirer du congrès, abandonnant de ce fait la direction de l'organisation à leurs adversaires anarchistes, allemanistes, blanquistes. « Il n'en est pas moins vrai, commente cependant Jean Maitron, que les anarchistes jouèrent un rôle de premier plan avec des militants comme F. Pelloutier, E. Pouget, G. Yvetot, P. Delesalle, etc. et que le mouvement syndical à cette époque est imprégné d'idéologie libertaire ¹. »

Mais les socialistes prendront leur revanche peu après. Depuis l'évaporation de l'AIT dite « anti-autoritaire », les militants se trouvaient « orphelins d'internationale » et participaient aux congrès internationaux du mouvement socialiste, y défendant leurs positions sans que cela ne soulève trop de problème. Cependant, surtout depuis la fondation de la II^e

¹ Jean Maitron, op. cit. p. 291 note 82.

Internationale, la social-démocratie allemande cherchait absolument à se débarrasser des « anarchistes », c'est-à-dire des partisans de la grève générale qui osaient exiger que les socialistes allemands préparent eux aussi la grève générale en cas de déclenchement d'un conflit entre les deux pays.

En 1896, deux ans après la défaite des guesdistes à Nantes, les anarchistes furent exclus des congrès de la II^e Internationale. Jules Guesde tenait sa revanche, mais Jean Jaurès aussi, qui joua un rôle déterminant dans cette exclusion. Le congrès international de Londres de 1896 fut en quelque sorte la réplique des socialistes au congrès de Nantes de 1894 et la confirmation de la scission définitive entre les deux courants.

La brochure de l'anarchiste syndicaliste Fernand Pelloutier, « Qu'est-ce que la grève générale ? », est un document fondamental du syndicalisme révolutionnaire ; elle paraît bien à la fin de novembre 1895, deux mois après la fondation de la CGT, mais son auteur vient d'être nommé secrétaire de la Fédération des Bourses du travail.

Ainsi s'exprima un délégué du Bâtiment au V^e congrès de la CGT, en 1900 :

« Si nous faisons la grève générale, c'est pour nous emparer des moyens de production, pour déposséder les possédants actuels, qui, notamment, ne se laissent pas faire facilement ; il est nécessaire que cette grève revête un caractère révolutionnaire ¹ »

Émile Pouget, anarchiste, lui aussi, écrit de même dans *La grève générale révolutionnaire* : « La grève générale ne se limite pas à une cessation de travail, mais doit être immédiatement suivie de la prise de possession et de la réorganisation de la production et de la circulation des produits ² » Je ne vois pas où s'inscrit, dans le discours de Toledo, cette « nouvelle ferveur pour la grève générale insurrectionnelle » dont elle parle. Ainsi, l'apport anarchiste, sur la question de la grève générale, a été essentiel dans le syndicalisme révolutionnaire : analyse du rôle de l'État, refus du parlementarisme et des politiciens, antimilitarisme, antipatriotisme, action directe. Il n'est pas possible de dissocier anarchistes et syndicalistes révolutionnaires sur cette question ³. Ces militants étaient-

¹ Cité par Miguel Chueca dans *Déposséder les possédants. La grève générale aux « temps héroïques » du syndicalisme révolutionnaire (1895-1906)*, Agone, 2008.

² « La grève générale révolutionnaire. » Confédération générale du Travail, Commission de propagande et de grève générale. 1901.

³ <https://resistance71.wordpress.com/2010/12/23/ greve-generale-un-concept-revolutionnaire/>

ils anarchistes ? syndicalistes ? Ils étaient anarchistes, mais en même temps incontestablement syndicalistes révolutionnaires.

Avant même la fondation de la CGT, la grève générale fut envisagée, dans les débats au sein du mouvement ouvrier français, comme un moyen pour empêcher la guerre entre la France et l'Allemagne. Les dirigeants de la CGT française ont tenté désespérément de convaincre leurs homologues allemands de discuter d'une riposte commune, par la grève générale, si une guerre éclatait entre les deux pays. La social-démocratie allemande refusa catégoriquement toute discussion sur cette question¹. Les social-démocrates allemands ne s'y trompèrent pas : ils en vinrent à considérer comme « anarchiste » toute personne qui parlait de grève générale ! C'est ainsi que Rosa Luxemburg fut vivement critiquée par la direction de son parti lorsqu'elle se mit, elle aussi, à parler de « grève de masse »; elle fut accusée d'être une « anarchiste » – ce qui la mortifia grandement car elle haïssait les anarchistes.

Le congrès syndical de 1893 convoqué par la fédération des Bourses et tenu à Paris engagea un débat passionnant sur la grève générale². À ce congrès, participa pour ainsi dire la totalité du mouvement ouvrier organisé : la liste des organisations participantes tient huit pages sur le document qui publia le compte rendu. Parmi les délégués mandatés se trouvaient évidemment des anarchistes, mais il n'est pas concevable de dire que ce congrès ait été convoqué à l'initiative des anarchistes³. Le principe de la grève générale fut voté à l'unanimité moins une voix.

Les membres de la commission chargée de faire le rapport sur cette

¹ Voir : René Berthier : *Kropotkine et la Grande guerre*, Éditions du Monde Libéraire, 2014.

² <http://monde-nouveau.net/spip.php?article284>. Pour consulter le compte rendu intégral du congrès, voir : http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_07_-_1893_-_Congres_national_CSGCO_-_Paris.pdf

Ce document contient un « Historique des bourses du travail françaises ».

³ « 1893 : Débat sur la grève générale au congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers »

(<http://monde-nouveau.net/spip.php?article284>).

Texte complet du congrès :

http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_07_-_1893_-_Congres_national_CSGCO_-_Paris.pdf

Pour l'anecdote, le délégué de la Bourse du travail de Saint-Etienne avait eu mandat de voter contre la grève générale car, déclara-t-il, les travailleurs de sa ville ne sont pas préparés. Mais il ajouta qu'il ferait « une propagande incessante pour préparer la grève générale » !!!

question furent unanimes pour reconnaître que deux cas pouvaient justifier la grève générale : « Le premier, c'est pour l'émancipation complète des travailleurs en abolissant le salariat ; le deuxième, c'est pour empêcher une guerre fratricide entre peuples. Dans ce dernier cas elle doit être internationale. »

L'intérêt extraordinaire de ce document peu connu réside dans trois constats :

1. L'idée de grève générale n'est pas le résultat des cogitations de quelques farfelus : le congrès de 1893 montre qu'elle est considérée comme une option possible, voire nécessaire par l'unanimité des organisations présentes moins une ;

2. Les organisations présentes au congrès se rendaient parfaitement compte que le déclenchement de la grève générale équivalait au déclenchement de la révolution sociale ;

3. Le débat sur cette éventualité est abordé avec un remarquable réalisme et une grande prudence.

Il est significatif que pendant ce temps, les dirigeants social-démocrates allemands étaient surtout préoccupés par l'exclusion des « anarchistes » de l'Internationale afin d'évacuer tout débat sérieux sur ce qu'il faudrait faire en cas de guerre.

Ce qu'on peut retenir :

- Si les anarchistes furent les porteurs de cette idée, il n'est pas aisé de faire la part, parmi les rescapés de l'AIT, entre « anarchistes » et « syndicalistes ».

- La grève générale contre la guerre était portée essentiellement par les anarchistes mais elle recueillait un assentiment général auprès des travailleurs : les motions anarchistes contre la guerre recueillirent un grand nombre de voix dans les congrès de la CGT, même après le déclin du courant révolutionnaire.

- Les débats du congrès de 1893 montrent que tout le monde était parfaitement conscient que *la grève générale, c'était la révolution sociale*.

Un dernier point concernant l'attitude des socialistes français par rapport à la grève générale. Jusqu'en 1905, le mouvement socialiste français était extrêmement divisé, mais tous étaient d'accord pour s'opposer à la grève générale. La raison en est simple : une grève générale organisée par le mouvement syndical aurait ôté toute utilité aux partis socialistes. La fraction la plus radicale du socialisme français – les partisans de Jules Guesde – y était farouchement opposée.

Le dirigeant socialiste Jean Jaurès publia dans *La Petite République*, le 29 août et le 1^{er} septembre 1901, un article très critique, « grève générale et Révolution ». La « Commission des grèves et de la grève générale » de la

CGT y répondit par un article en deux parties, « grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire »¹. La partie sur la grève générale réformiste tend à démontrer que pour la CGT celle-ci « n'est pas contradictoire à la grève générale révolutionnaire », qu'elle en est « la préparation », car « c'est après une série de conflits allant s'élargissant de plus en plus que les travailleurs aboutiront à la Grève finale ». La « grève générale réformiste » est donc une partie intégrante de la stratégie globale aboutissant au renversement du capitalisme.

À l'époque où Jaurès écrivit son article, il était violemment opposé à l'antiparlementarisme de la CGT et à l'idée de grève expropriatrice. Il fut un des plus acharnés à vouloir exclure les anarchistes lors du congrès de l'Internationale de Londres, en 1896. Mais son article de 1901 contre la grève générale n'est pas une attaque hystérique, c'est quelque chose d'argumenté. Jaurès ne croit pas à l'efficacité de la grève générale, qu'il qualifie de « conception d'une naïveté extrême »; il affirme qu'« il n'est pas démontré du tout que la grève générale, même si elle prend un caractère révolutionnaire, fasse capituler le système capitaliste » – sans se demander à son tour en quoi la « conquête légale de la majorité » pourra « faire capituler le système capitaliste ».

Les positions du dirigeant socialiste évolueront, cependant, à partir de 1904-1905, moins par conviction que par réalisme politique. On constate dans les articles qu'il écrit dans *l'Humanité* qu'il a intégré le syndicalisme révolutionnaire dans sa vision politique, tout simplement parce que sans cela il se coupe du mouvement ouvrier français. Au contraire du courant guesdiste qui veut subordonner le syndicat au parti, les jauressistes intégreront – par tactique – l'idée d'indépendance syndicale, mais ils s'efforceront d'orienter cette notion dans un sens restrictif. Jaurès reste cependant un socialiste parlementaire et, comme il le dit dans « grève générale et révolution », il pense en dépit de tout qu'« aucun artifice, aucune mécanique à surprise ne dispense le socialisme de conquérir par la propagande et la loi la majorité de la nation ».

En conclusion, force est de reconnaître que la grève générale ne fait pas partie de la panoplie du mouvement socialiste, et ceux des militants socialistes qui s'y rallièrent et qui se rallièrent au syndicalisme révolutionnaire se trouvaient en dissidence et en dehors de l'orthodoxie de leur courant.

Pour les socialistes, il n'y a pas de « bonne » ou de « mauvaise » grève

¹ « Réponse de la CGT à Jaurès : “grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire” ». <http://monde-nouveau.net/spip.php?article471>

générale. Il n'y a pas de grève générale du tout.

Conclusion pour Toledo

En lisant le livre de Toledo, j'ai eu le sentiment, malgré ses carences, qu'elle décrivait des situations familiaires, étonnamment proches de celle de la France à la même époque. Ce qu'elle nous raconte correspond aux récits que nous faisions, lorsque j'étais jeune, les vieux militants qui avaient vécu dans les années 20 et 30. Je n'ai pas eu ce sentiment du tout en lisant *Black Flame* qui, malgré la somme importante d'informations que le livre apporte, m'a donné l'impression d'un travail destiné à prouver une thèse pré-établie.

Corrêa reproche à Toledo de confondre le corps de doctrine anarchiste (qu'il appelle « idéologie anarchiste ») et les stratégies, et de critiquer les stratégies en faisant passer cette critique comme celle de l'anarchisme en tant que corps de doctrine : « outre qu'elle considère des positions stratégiques comme des principes, elle généralise fréquemment des stratégies minoritaires du mouvement, comme si elles étaient majoritaires »¹. Il a souvent raison sur ce point.

Comme le dit très clairement Alexandre Samis :

« Il est évident que confondre tout un mouvement avec son courant majoritaire, ce qui est une pratique courante, empêche d'expliquer avec précision la complexité du modèle syndicaliste révolutionnaire, endémique dans une grande partie du monde avant la Grande Guerre. Mais d'autre part, priver l'univers de ce qui a constitué sa force la plus dynamique est, pour le moins, voler la circulation à un corps qui a ébranlé et terrorisé la bourgeoisie pendant au moins deux décennies 2. »

Schmidt et van der Walt tentent de nous présenter une typologie du mouvement anarchiste permettant d'en dévoiler la logique interne au-delà de ses contradictions (apparentes ou non) – une intention louable. Malheureusement sans succès car leur démarche consiste à surmonter les contradictions du mouvement anarchiste en déclarant non-anarchiste tout ce qui ne concorde pas avec leurs propres vues. On peut appeler cela du nettoyage par le vide, une attitude qu'on retrouve souvent chez les militants « especifistas » ou ceux qui se réclament de la tradition platformiste.

Il est vrai qu'on a souvent l'impression que Toledo fait une « généralisation des positions stratégiques minoritaires de l'anarchisme »³.

¹ « além de considerar posições estratégicas como princípios, ela frequentemente generaliza estratégias minoritárias do anarquismo, como se elas fossem majoritárias. » Corrêa, p. 64.

² Alexandre Samis. *Minha Pátria é o Mundo Inteiro*, pp. 430.

³ « generalização das posições estratégicas minoritárias do anarquismo ».

Il reste que, dans l'ensemble, elle décrit le mouvement anarchiste de São Paulo sous la Première république, et il se trouve que malheureusement ce mouvement anarchiste ne semble pas concorder avec l'idéal-type de l'anarchisme selon Corrêa.

Par exemple, contrairement à ce que pense Corrêa, Toledo ne dit absolument pas que Oreste Ristori, qui était opposé à tout type de syndicalisme, représentait la position majoritaire, généralisable¹. Au contraire, elle dit clairement qu'il existait *trois tendances* chez les anarchistes de São Paulo :

1. « Ceux qui, comme Oreste Ristori, nous déclarent qu'ils sont opposés à toute forme de syndicat et qui expriment leurs idées dans les journaux *La Battaglia*, puis *La Barricata*. »

2. « Ensuite, il y a les anarchistes inspirés par les idées de Malatesta, qui acceptent l'entrée dans les syndicats parce qu'ils les reconnaissent comme un espace privilégié pour diffuser les idées anarchistes, mais qui n'acceptent pas le principe de neutralité politique du syndicat. »

3. « Et enfin, il y a ceux qui admettent encore l'anarchisme comme doctrine, mais qui en même temps adhèrent à la pratique du syndicalisme révolutionnaire, sont d'accord avec l'idée de neutralité politique du syndicat et font partie des syndicats et des associations avec des syndicalistes révolutionnaires purs, les socialistes, républicains, catholiques et indifférents². »

Toledo est donc parfaitement capable de discerner dans le mouvement

Corrêa, p. 65.

¹ « Por exemplo, quando ela afirma : "Oreste Ristori, que se declarou contrário a qualquer tipo de sindicalismo", dando a idéia que essa posição é majoritária ou generalizável, o que sabemos que não é. » Corrêa, p. 65.

² 1. « Aqueles que, como Oreste Ristori, vimos declarar serem contrários a qualquer tipo de sindicato e que exprimem suas idéias nos jornais *La Battaglia* e depois em *La Barricata*. »

2. « Em seguida, temos os anarquistas inspirados pelas idéias de Malatesta, que aceitam a entrada nos sindicatos porque o reconhecem como um espaço privilegiado para difundir o idéário anarquista, mas não aceitam o princípio de neutralidade política do sindicato. »

3. « E, finalmente, temos aqueles que admitem ainda o anarquismo como doutrina, mas, ao mesmo tempo, abraçam na prática o sindicalismo revolucionário, concordam com a idéia da neutralidade política do sindicato e fazem parte das ligas e federações junto com sindicalistas revolucionários puros, socialistas, republicanos, católicos e indiferentes. » Toledo, pp. 87-88.

anarchiste les différents courants dont celui-ci est parcouru.

Edilene Toledo a beau tenter de réhabiliter le socialisme en lui attribuant une part dans la fondation du syndicalisme révolutionnaire, elle ne pourra jamais dissimuler trois constats :

1. Le courant socialiste était divisé en de multiples chapelles qui se battaient entre elles ;
2. Le seul point sur lequel ces groupes s'entendaient était de capter les suffrages des travailleurs ;
3. Les socialistes qui rallièrent le syndicalisme révolutionnaire le firent en opposition totale avec la doctrine et la politique de leur courant.

Il n'y a pas grand chose de commun entre *Black Flame*, le livre de Michael Schmidt–Lucien van der Walt, et celui d'Edilene Toledo, *Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário: trabalhadores e militantes em São Paulo na Primeira República* (Anarchisme et syndicalisme révolutionnaire: travailleurs et militants à São Paulo sous la Première République).

Le premier est un gros livre à caractère idéologique et militant dont l'ambition est de proposer un panorama du mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire international, tandis que le second est un travail d'historien, une monographie académique orientée sur une période et un lieu très délimités.

La raison pour laquelle je me suis intéressé à ces deux ouvrages est que leur lecture m'avait été suggérée par un militant anarchiste brésilien, Felipe Corrêa¹. Il m'était apparu que malgré leurs différences, ces deux livres présentaient le point commun de vouloir chacun démontrer une thèse, par des voies différentes et des méthodes différentes.

Dans le cas de *Black Flame* il s'agissait de faire coïncider les faits historiques avec les présupposés idéologiques des deux auteurs et de mettre en avant *a*) une méthodologie contestable en amalgamant sous un concept flou (« Broad Anarchist Tradition ») des courants qui peuvent certes avoir des points de rapprochements, mais qu'on ne peut en aucun cas confondre; et *b*) d'affirmer une thèse contestable, à savoir l'idée selon laquelle le syndicalisme révolutionnaire serait une « stratégie » de l'anarchisme.

L'intention des auteurs de *Black Flame* est rapidement identifiable et le lecteur peut facilement percevoir le décalage existant entre le fait historique vérifiable et la manière dont ces faits sont présentés. L'exemple le plus flagrant est sans doute l'occultation de l'anti-syndicalisme *constitutif* de l'anarchisme des débuts, parfaitement constatable dans les innombrables publications du mouvement à la fin du XIX^e siècle.

¹ Qui a par ailleurs écrit un commentaire critique de la monographie de Toledo

Black Flame évoque bien l'antisindicalisme de certains courants de l'« anarchisme de masse » qui « ne croyaient pas que les syndicats puissent faire la révolution »: Schmidt et van der Walt distinguent en effet entre deux principales variantes: « ceux qui rejetaient le lieu de travail en faveur des luttes locales » [« community struggles »] et « ceux qui préconisaient l'action sur le lieu de travail avec une certaine indépendance par rapport aux syndicats »¹. Le problème est que ces deux types de luttes sont interdépendants. On voit mal comment on peut organiser le combat contre le système actuellement dominant sans qu'il y ait une activité au sein de l'appareil de production (qu'on appelle cela « syndicalisme » ou non n'a pas grande importance) en même temps qu'une activité sur la localité, la région, etc. Précisément, l'interdépendance de ces deux types de luttes est *constitutif* du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme.

Bakounine avait réfléchi à ces problèmes grâce à l'observation des pratiques au sein de l'AIT. C'est la distinction qu'il faisait entre les « sections de métiers » et les « sections centrales », qui représentent respectivement l'activité ouvrière dans les instances productives et dans les instances géographiques. Pour Bakounine, ces deux types de structures sont intimement liées, et les dissocier, c'est retirer son caractère révolutionnaire à l'Internationale. Cette double structure se retrouvera plus tard dans le syndicalisme révolutionnaire de la CGT avec la double structure horizontale (Fédération des bourses du travail) et verticale (Fédération des syndicats), puis dans l'anarcho-syndicalisme. La dissociation entre action sur le lieu de travail et action sur la localité est totalement contraire aux principes tels que Bakounine les a élaborés et constitue une récession. Toute tentative de ne prendre en compte qu'une seule de ces formes de lutte est une déviation par rapport aux principes élaborés par Bakounine.

Alors que Schmidt et van der Walt tentent de nous convaincre que le syndicalisme est une « variante » de l'anarchisme, les faits nous montrent qu'après la fin de l'Internationale anti-autoritaire le mouvement s'est divisé en un courant syndicaliste et un courant antisindicaliste. En France en tout cas, de nombreux anarchistes finirent pas adopter la stratégie du syndicalisme révolutionnaire que le courant syndicaliste issu de l'AIT avait initié. On peut dire que c'est cette entrée « en masse » des anarchistes dans les syndicats qui fut déterminant dans la formation d'un puissant mouvement syndicaliste révolutionnaire, en France comme en Espagne (à partir de 1907). Mais poser le problème en termes de « stratégie » de l'un par rapport à l'autre n'a pas de sens.

¹ *Black Flame*, p. 21.

L'antisindicalisme anarchiste tel que le mentionnent Schmidt et van der Walt est un antisindicalisme « tactique », qui considère comme acquis l'existence d'un mouvement anarchiste de masse. Mais les auteurs de *Black Flame* évacuent le fait que l'anarchisme dans sa première forme, l'anarchisme essentiel, était à l'origine par principe antisindicaliste. Rappelons cet article du *Libertaire* de mai 1897 – et il fut loin d'être le seul – qui considérait que se syndiquer, c'était « faire œuvre bourgeoise, réactionnaire »¹. Rappelons aussi que le courant anarchiste communiste ibérique consacra des efforts considérables à détruire le mouvement syndical héritier de la Fédération espagnole de l'Internationale.

Il va de soi qu'évoquer ces constats historiques, c'est remettre en question tout l'édifice sur lequel *Black Flame* est bâti. C'est en ce sens que si l'ouvrage de Schmidt et van der Walt rapporte de nombreux éléments factuels relatifs au mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire international susceptibles d'éduquer les lecteurs, il contribue malheureusement aussi à les éloigner d'une démarche réellement historique: en effet, en détournant les lecteurs d'un examen des documents d'époque (et pas seulement les documents en langue anglaise!), *Black Flame* les engage dans une approche mystifiante de l'histoire du courant libertaire. Les effets de *Black Flame* se font déjà sentir dans le milieu universitaire brésilien en ce sens que des historiens anarchistes qui dirigent des thèses sur l'anarchisme voient arriver de jeunes doctorants qui reprennent sans examen critique l'argumentaire de *Black Flame* et ses approximations méthodologiques.

On ne trouve pas les mêmes défauts dans le livre d'Edilene Toledo, qui incontestablement fait un travail d'historienne : c'est pourquoi il est plus difficile de dépister l'intention sous-jacente qui se trouve derrière son texte : Détacher le syndicalisme révolutionnaire de l'anarchisme. Toledo part de l'idée historiquement fondée selon laquelle l'anarcho-syndicalisme est une forme « tardive », apparue chronologiquement après le syndicalisme révolutionnaire. Mais elle se fonde à tort sur ce constat pour montrer que le syndicalisme révolutionnaire n'a que peu à voir avec l'anarchisme. Felipe Corrêa a parfaitement perçu cette intention de Toledo, qu'il conteste vigoureusement :

« Le thème du syndicalisme révolutionnaire, relativement bien discuté dans le domaine de l'histoire, trouve maintenant un point de vue fondé sur l'argument (correct) selon lequel ce qui exista au Brésil pendant la Première République était le syndicalisme révolutionnaire et non l'anarcho-syndicalisme. Une approche qui a pour conséquence, indépendamment de l'intentionnalité, de dissocier l'anarchisme du

¹ H. Dhorr, « La Loi des salaires », *Le Libertaire*, n° 78, 5-11 mai 1897.

syndicalisme révolutionnaire et d'attribuer à ce dernier un caractère idéologique propre. Dissocier l'anarchisme du syndicalisme révolutionnaire au Brésil serait, à mon avis, une révision historiographique sans le moindre fondement dans les faits ¹. »

Corrêa se fonde sur l'idée développée dans *Black Flame* selon laquelle le syndicalisme révolutionnaire ne serait qu'une stratégie, une variante de l'anarchisme. S'il a raison de dénoncer l'approche de Toledo, il a tort de rattacher l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire comme deux variantes d'un même courant. C'est ce que j'ai voulu montrer dans ce texte. L'approche la plus correcte me semble être de constater un rapport dialectique étroit entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire, un rapport dans lequel l'anarchisme a occupé un rôle déterminant.

Toledo de son côté ne détache le syndicalisme révolutionnaire de l'anarchisme que pour montrer la proximité de ce dernier avec le socialisme, ce qui est inexact également puisque les socialistes qui ont adhéré au syndicalisme révolutionnaire l'ont fait en étant des dissidents du socialisme. Aucun des thèmes essentiels du syndicalisme révolutionnaire ne sont d'origine socialiste, pas même celui de la lutte des classes ! Que dire alors du rejet du parlementarisme, du principe d'autonomie par rapport aux partis politiques, de l'idée selon laquelle le syndicat est la forme embryonnaire de l'organisation de la société future, de l'action directe, de la grève générale, etc.

Je ne connais pas suffisamment le Brésil pour entrer dans les détails mais je pense qu'il ne serait pas difficile de chercher dans les affinités politiques d'Edilene Toledo les raisons de sa tentation à réhabiliter le socialisme parlementaire en lui insufflant une dose de syndicalisme révolutionnaire, dépossédant ainsi ce dernier de son étroite proximité avec l'anarchisme.

Le livre de Schmidt-van der Walt et celui d'Edilene Toledo se trouvent chacun à deux opposés de la démarche intellectuelle qui visent à tenter de

¹ “O tema do sindicalismo revolucionário, relativamente bem discutido no campo da história, encontra agora uma visão que se pauta no (correto) argumento de que o que houve no Brasil da Primeira República foi sindicalismo revolucionário e não anarcosindicalismo. Abordagem que tem como consequência, independente da intencionalidade, o desvínculo entre o anarquismo do sindicalismo revolucionário, atribuindo ao último caráter de ideologia própria. Desvincular o anarquismo do sindicalismo revolucionário no Brasil seria, a meu ver, realizar uma revisão historiográfica sem o menor fundamento nos fatos.” Felipe Corrêa, *Ideologie e estratégia*. Faisca Publicações Libertárias.

comprendre un phénomène social. Au-delà de la mine remarquable d'informations que *Black Flame* nous propose, le livre reste malheureusement entaché par le recours à une méthodologie contestable. De ce fait, il risque d'induire en erreur de nombreux lecteurs et lectrices.

L'ouvrage d'Edilene Toledo, dont Felipe Corrêa a souligné les erreurs, reste un travail d'historien par la méthode employée, mais lui aussi se veut dans une certaine mesure démonstratif d'une thèse.

A la décharge de ces auteurs, je conclurai en disant que mon propre « Commentaire » ne se prétend pas objectif et n'est pas dénué d'une certaine volonté démonstrative. Sans doute plus de quarante ans d'activité et de responsabilités syndicales dans le mouvement ouvrier français, et en particulier dans la CGT, ont-ils contribué forger mon point de vue.

J'ai voulu, par mes « Commentaires », fournir une autre approche, peut-être plus directement issue d'une expérience militante de terrain. Je pense que c'est par la confrontation de ces différentes approches que les lecteurs pourront se faire une idée plus précise de l'histoire et des enjeux auxquels les militants étaient confrontés.

Sommaire

Réflexions sur l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire.....	1
Commentaires sur un livre d'Edilene Toledo : <i>Anarchisme et Syndicalisme révolutionnaire: travailleurs et militants à São Paulo sous la Première République</i>	1
(<i>Anarquismo e Sindicalismo Revolucionário: trabalhadores e militantes em São Paulo na Primeira República</i>)	1
I	10
INTRODUCTION.....	10
: CORRÊA vs. TOLEDO	10
Toledo : Une vision kropotkinienne de l'anarchisme	11
Toledo et la naissance du syndicalisme révolutionnaire.....	41
Classes et lutte des classes	52
« Positions de classe »	63
La lutte revendicative, intrinsèquement réformiste ?	68
Autonomie/neutralité/indépendance	86
Toledo et la grève générale	90
Conclusion pour Toledo.....	99